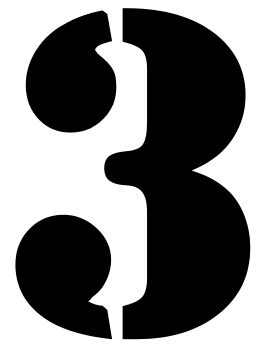


PAS DE SUSHI L'ETAT GEIGER.



Revue anarchiste antinucléaire d'après Fukushima.



Caen, juin 2012 — Contribution Libre
Coût de revient - 1,10€
Pasdesushi@voila.fr

EDITO :

Le changement c'est maintenu ! Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les écologistes espèrent une sortie progressive du nucléaire qui fait autant écho chez les socialistes que la fermeture des centres de rétention. Dans les années 80, Mitterrand promettait déjà l'arrêt du nucléaire. Nous n'attendons rien des promesses politiciennes, elles n'engagent que ceux et celles qui y croient. Avec Ayrault, promoteur de l'aéroport de Notre dame des Landes comme premier ministre et, Cazeneuve, ministre délégué chargé des Affaires européennes qui a déjà fait ses preuves dans le Nord-Cotentin, sans oublier Geneviève Fioraso, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ancienne patronne de Minattec, la technocratie a encore de beaux jours devant elle. Mais qu'attendre encore de l'Etat quand au Japon, il travaille main dans la main avec TEPCO à maintenir les populations dans les zones contaminées ?

PAS DE SUSHIS, L'ETAT GEIGER !

Cette revue est publiée au moment même où, de nouveau, les Etats nucléaristes disent qu'il n'y a plus rien à voir, plus rien à contester, qu'il n'y a pas d'au-delà du nucléaire.

En regroupant des textes parus récemment, ici ou là, ou des textes que nous avons écrits; nous avons envie de partager et de faire circuler des informations et analyses sur les raffinements de la société nucléaire.

Il ne faut donc pas s'attendre à trouver des textes homogènes mais ils ont, malgré tout, tous en commun la contestation du nucléaire, du monde qui va avec, et de ses faux critiques.

Ils ont en commun également la volonté d'en finir avec le nucléaire, autant qu'on puisse en finir puisque les nucléocrates nous ont légués leurs merdes radioactives pour des millénaires.

C'est pourquoi il nous semblait important de revenir sur les luttes et actions antinucléaires d'hier et aujourd'hui afin de peut-être dessiner quelques perspectives ■

Du nucléaire au TAV Un seul et même monde à combattre

Nous avons voulu, la semaine dernière, témoigner notre soutien aux quatre inculpés et à leur action d'avoir retardé le passage d'un train transportant des déchets nucléaires dans le Val de Suse en Italie, il y a un an, quelques semaines avant la catastrophe de Fukushima. Parmi ces quatre inculpés et signataires du texte ci-joint, « Marre d'être victimes, fiers d'être coupables » que nous avons traduit et publié, Luca Abbà se trouve aujourd'hui maintenu dans un coma artificiel, sous dialyse, avec un rein totalement détruit, plusieurs fractures, des contusions internes et de graves brûlures. Il a fait une chute d'une quinzaine de mètres, d'un pylône soutenant une ligne à haute tension sur lequel il était monté afin d'empêcher l'expropriation d'un terrain autour d'un chalet collectif (la Baïta) appartenant au mouvement d'opposition NO TAV (liaison grande vitesse entre Lyon et Turin). Pour échapper à un flic qui tenait à le déloger, Luca a subi une électrisation qui lui a fait lâcher prise.

Nous saluons celles et ceux qui ont déjà manifesté leur solidarité notamment par exemple en s'occupant des terres et des vignes que Luca cultive depuis qu'il s'est installé dans la région pour développer l'opposition au TAV. Nous rappelons ici qu'il s'était beaucoup impliqué dans l'organisation de la manifestation de 2006 à Chambéry qui avait réuni 5000 personnes dont la plupart étaient venues du Val de Suse (80 cars de manifestants du Val de Suse).

Malgré une opposition conséquente contre le TAV et contre la répression qui s'est abattue sur le mouvement (75'000 manifestants samedi dernier dans le Val de Suse), les travaux d'extension du chantier ont commencé lundi matin, une fois que les forces de l'ordre, à la demande du ministre italien de l'Intérieur, ont délogé manu militari la vingtaine d'opposants qui se trouvaient sur les lieux (à la Baïta).

« La lutte contre le monstre nucléaire tout comme celle contre le train à grande vitesse, ou bien celles contre l'autoritarisme et les inégalités sociales, sont des batailles que nous menons la tête haute en nous opposant fermement à la tentative de criminaliser toute mobilisation » peut-on lire dans leur texte distribué avant leur procès du 15 février reporté ultérieurement.

Nous nous associons au mouvement naissant en France de solidarité avec Luca et avec les inculpés du mouvement contre les travaux du Lyon-Turin. Depuis lundi, des manifestations et des blocages paralysent certaines régions et villes en Italie en signe de solidarité.

Cette solidarité nous voulons l'exprimer, non en nous indignant de cette répression, ni en nous lamentant de ce que les États ou les mafias sont prêts à faire pour continuer à gérer les affaires des puissants et par conséquent les nôtres, mais en nous poussant à penser et à agir de manière à porter des coups dans cette organisation sociale.

La sortie immédiate du nucléaire nécessite l'arrêt immédiat du projet de liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin. On ne peut pas sortir du nucléaire si on ne s'oppose pas aux projets dévoreurs d'énergie et à la société marchande qui les développe.

Accroche-toi Luca, le combat n'est pas fini !

• Collectif anti-nucléaire 26
domicilié au Laboratoire,
8 place Saint Jean,
26000 Valence,
le 29 février 2012.

Cette revue est en contribution libre. Ca veut dire que tu mets ou pas ce que tu veux ou peux pour aider ceux celles qui ont dû mettre des sous pour la tirer à rentrer dans leurs frais.

« Cauchemar »

« Cauchemar » psalmodiait un liquidateur Biélorusse dans le documentaire de Wladimir Tchertkoff, *Le Sacrifice* (2003) en 99 peu avant de mourir. Difficile d'imaginer que le cauchemar déjà à l'œuvre en Biélorussie était appelé à se reproduire somme toute à l'identique quelques années plus tard à Fukushima. Mais les cauchemars sont pour les adultes juste de mauvais rêves appelés à se dissiper à la faveur du jour. Comme des adultes raisonnables, les Etats nucléaristes et les industriels dans un même élan unanime et patriotique n'ont eu de cesse de répéter que ce cauchemar prendrait bientôt fin et qu'au fond il n'était que le prix à payer pour que le monde réel continue de tourner comme il tourne.

Cauchemar, le tremblement de terre et le tsunami qui emportaient vies et maisons. Cauchemar ces réacteurs pétant un à un sous les regards hagards et désespérés de témoins hypnotisés par leur écran. Cauchemar, la vie dans les territoires contaminés dans l'après catastrophe. Cauchemar, les vies amputées par les maladies, l'angoisse qu'elles puissent survenir et la destruction du monde tel qu'il était vécu.

La vie en terre contaminée change du tout au tout. Le monde qui est là devient soudain hostile. Chaque brin d'herbe, chaque molécule d'eau, chaque aliment contiennent l'ombre d'une possible contamination ou irradiation. Et c'est tout le rapport « innocent » et direct au monde qui s'écroule. Tout doit passer au crible du compteur Geiger et de la spectrométrie gamma, tout devient mesure et outil de contrôle.

Nous avons tort d'ironiser sur le fait que l'Etat après Fukushima Geigererait, car Fukushima a fini d'inaugurer une nouvelle ère du nucléaire où le simple quidam, en bon citoyen modèle, devient son propre contrôleur, son propre prescripteur et oh comme c'est pratique pour les assassins l'unique responsable de sa contamination et donc de sa mort programmée.

Il n'y a pas d'après Fukushima parce que rien n'est maîtrisable, ni les réactions en cours dans les bâtiments dévastés, ni la dissémination des éléments radioactifs, encore moins les effets sanitaires et sociaux du désastre.

Ces dernières semaines de nombreux ouvrages sont parus sur Fukushima et ses suites au moment même où la catastrophe est présentée comme maîtrisée par les autorités nucléaristes japonaises et leurs complices internationaux. Deux ont particulièrement retenu notre attention. L'ouvrage écrit à 6 mains et signé du nom d'un liquidateur biélorusse Arkadi Filine, *Oublier Fukushima*, revient sur la manière dont l'oubli de la catastrophe en cours est organisé et comment il était même en partie préparé par de nombreux programme nucléaristes. C'est un savant mélange d'analyses et de documents. Le second, *Les Sanctuaires de l'abîme*, écrit aux éditions l'encyclopédie des nuisances par Nadine et Thierry Ribault revient sur le désastre en cours mais également sur l'histoire du nucléaire au Japon.

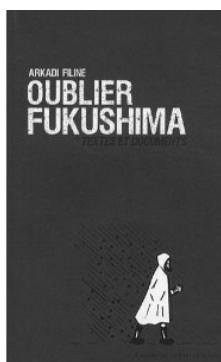
Ces deux ouvrages sont à lire parce qu'ils s'extirpent du cynique chant négationniste que tentent d'imposer les défenseurs les plus acharnés du nucléaire, et surtout parce qu'il-elle-s le font en évitant tout autant que tout se réduise au pathos qu'à la fastidieuse litanie des mesures en Becquerelles et milliSieverts. Nous revenons dans les quelques pages qui suivent sur ce que nous avons cru bon de glaner dans les deux ouvrages. Il est bien sûr vivement encouragé de les lire pour mieux saisir la situation sur place par ailleurs comme nous le mentionnons dans le précédent numéro, *Le blog de Fukushima* - <http://fukushima.over-blog.fr/> - fournit également de nombreuses informations sur ce qui se passe là bas.

Oublier Fukushima

« Se souvenir fait mal, Il vaut mieux ne pas se souvenir »

Liquidateur, interviewé dans Le sacrifice de Wladimir Tchertkoff, 2003.

Depuis Tchernobyl, les nucléocrates du monde entier ont appris de nombreuses choses. Certes, ils n'ont pas vraiment appris à empêcher qu'un nouveau désastre nucléaire survienne... et tous leurs retours d'expérience n'ont évidemment d'autres buts que de nous rassurer. Ce que les nucléocrates ont appris depuis Tchernobyl et avec une réelle maestria c'est à faire oublier la catastrophe en nous faisant vivre au milieu du désastre. Elle devient alors un décor hostile où chacun sur place est transformé en liquidateur et gestionnaire de sa propre contamination. Oublier Fukushima nous aide à saisir comment l'oubli s'organise autour de différentes phases : catastropher, liquider, évacuer, réhabiliter, banaliser. C'est ce macabre feuilleton que les auteur-e-s se sont employé-e-s à décrire et analyser ■



OUBLIER FUKUSHIMA

Textes et documents

ARKADI FILINE

Les Editions du bout de la ville, mars 2012 - 96 pages-

Si pour Tchernobyl la stratégie des défenseurs de l'atome a été dans l'urgence de nier l'ampleur de la catastrophe, Fukushima a prolongé la mue des nucléaristes jadis fervents défenseurs du secret en nouveaux convertis de la transparence. De la chape de plomb soviétique, nous sommes passés à l'ère du plexiglas. Et c'est la surabondance d'informations, le plus souvent contradictoires, qui se substitue au silence.

Bien évidemment, comme jadis, les nucléocrates ne disséminent qu'au compte goutte de rares informations et distillent quotidiennement le mensonge. Les populations ne sont pas informées des données du logiciel météorologique Speedi qui modélisait en temps réel les probables retombées radioactives de la catastrophe. Bien évidemment comme jadis à Tchernobyl, les caciques locaux, les dirigeants-e-s de Tepco et les contingents militaires américains présents sur place sont eux prévenus du danger et organisent leur fuite ou celle de leurs proches. Il n'y a guère que les écologistes si prompts à vouloir enterrer Marx, Bakounine et la lutte des classes pour ne pas voir qu'au cœur même de la catastrophe, la domination perdue voire s'accroît.

Car il s'agit bien ici de *catastropher*, et par là même de reprendre la situation en main. « *il ne s'agit pas pour elles [les autorités] d'être comprises, mais de produire un bruit de fond, d'occuper l'espace de parole sur la catastrophe (...). Plus la situation est immaîtrisable, plus on s'en remet aux spécialistes de la maîtrise de la situation* ». Sur place, les ordres d'évacuation succèdent aux paroles rassurantes. Le confinement tourne au cauchemar au vu des difficultés de ravitaillement des zones contaminées. Et le monde devient entièrement hostile.

Ce moment rappelle irrémédiablement l'univers de 1984 décrit par Orwell, où ce qui existait hier est remis en cause le lendemain, sauf qu'ici l'ennemi n'est pas seulement changeant, il est partout, impalpable, inodore et juste mesurable. Dès lors, les experts reprennent plus que jamais la main.

Catastropher c'est soumettre.

Vient ensuite le temps de l'impossible : *liquider*. L'idée de liquider la catastrophe vient des soviétiques. 800 000 personnes, des militaires, ont été mobilisés à Tchernobyl dans un même élan patriotique : asperger le réacteur de plomb puis devant les dégagements de plomb passer au sable, creuser un tunnel sous le réacteur pour stopper la progression du magma radioactif en fusion dans le sol, remplacer les robots « grillés » par la radioactivité pour pousser du toit les débris radioactifs du réacteur, enterrer des forêts entières, asperger d'eau des maisons rendues inhabitables...

Pourtant la liquidation n'existe pas, c'est une invention. Parce qu'on ne liquide jamais une catastrophe nucléaire. Ukrainien-ne-s et biélorusses en font toujours l'amère expérience. Si les liquidateurs ont permis de réduire l'ampleur de la catastrophe souvent au prix de leur vie, ils n'ont la plupart du temps fait que déplacer la contamination.

A Fukushima comme hier à Tchernobyl cette course effrénée s'apparente souvent à un bricolage absurde. A Fukushima on asperge les réacteurs en fusion et l'on construit des digues que l'on sait inutiles. Et pour faire le boulot, on utilise le matériau humain habituel, les sous-traitants, recrutés par la mafia et souvent issus des basses castes. Les burakumins comme nous le soulignons dans le n°1 de *Pas de sushi, l'Etat geiger* sont les éternels sacrifiés de la société japonaise, et peu importe leur sacrifice. Ici le moderne nucléaire côtoie la tradition. Aujourd'hui nous ne savons quasiment rien des premiers liquidateurs. Pas de dosimétrie fiable, disparition de nombreux intervenants des registres, et pour les autres des clauses de confidentialité organisent tranquillement l'oubli de Fukushima.

La liquidation n'est qu'une propagande dont l'arrêt à froid - technique qui consiste à stopper un réacteur en situation normale pour changer les barres de combustible par exemple - mis en avant par Tepco ne sert qu'à dire que tout est

terminé, tandis que le Corium de Fukushima, cette masse fondue au cœur du réacteur demeure totalement immaîtrisable. Circulez c'est liquidé !

En même temps que les autorités liquident, elles évacuent. Mais dans les faits *évacuer*, c'est là encore donner l'illusion de protéger les populations. L'évacuation de Namie, ville située dans la zone des 10 km est un bon exemple de ce que l'évacuation était. Les habitant-e-s s'auto-évacuent sans véritable aide du gouvernement pour rejoindre une zone elle-même contaminée. Parce que le gouvernement vend le modèle de contamination d'Hiroshima avec ses cercles concentriques comme modèle d'évacuation. Sauf que depuis Tchernobyl nous savons que ce modèle ne s'applique pas à une catastrophe nucléaire, où la contamination continue, suit les aléas des vents, des pluies, et que dès lors la contamination s'éparpille en taches de léopard avec ses « zones chaudes » plus radioactives. L'évacuation est une escroquerie qui tient davantage en compte la sacro sainte raison économique que les intérêts réels des habitant-e-s. Un Etat comme le Japon ne peut évacuer l'ensemble des zones contaminées sans se nier lui-même et détruire irrémédiablement son économie. Les habitant-e-s sont donc laissés dans les faits à leur désespoir, et ne peuvent évacuer que ceux et celles qui ont les moyens financiers d'évacuer. Les évacués-e-s sont stockés sans idées réelles de leur devenir. Parfois il-elle-s sont confrontés-e-s à la discrimination qui touchait jadis les hibakusha, victimes de la bombe, qui souillés-e-s, contaminés-e-s, étaient rejetés-e-s par la société japonaise. Parfois la solidarité est réelle. Et là encore les autorités dans la lignée des travaux d'Ethos, programme de radioprotection en Biélorussie qui vise à faire vivre les populations en zone contaminée, et des recommandations de la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique), cherchent à maintenir les populations dans ces zones contaminées. Dès le 21 mars , un rapport de la CIPR émet cette recommandation : « *Quand la source des radiations est sous contrôle, des zones contaminées peuvent volontiers subsister. Les autorités devront ordonner toutes les mesures protectrices nécessaires pour permettre aux gens de continuer à vivre là, plutôt que d'abandonner ces zones* » Evacuer c'est simuler l'attention aux populations.

Fin décembre 2011, Tepco annonce l'arrêt à froid, la fin de l'état d'urgence et le début de la *réhabilitation*. Les mêmes opérations dérisoires que celles lancées à Tchernobyl sont lancées. Des tournesols sont plantés, censés absorber le Césium. Ils deviennent du coup des déchets nucléaires. Des opérations de décontamination citoyenne se mettent en place. Les habitant-e-s ratissent, creusent, raclent et chargent la terre contaminée dans leur véhicule personnel. Stations d'épurations et centres d'incinération ne suffisent plus et se transforment en déchets. Leurs boues radioactives sont vendues comme engrais et disséminées à travers tout le pays. Chaque préfecture est appelée par patriotisme à prendre sa part de déchets et à les stocker et les traiter. La nourriture et le fourrage produits dans les territoires contaminés passent les contrôles. Du riz excédant les standards, pourtant déjà très hauts, est vendu. Les seuils sont revus à la hausse. Ceux d'exposition des enfants aux radiations sont ainsi relevés au niveau de ceux de travailleurs du nucléaire en France. L'Etat, suivant les recommandations des nucléaristes les plus convaincus, définit 3 grandes zones : la zone de préparation aux retours (1 à 20 mSv/an) à décontaminer en priorité et dans laquelle les rescapés-e-s sont invités-e-s à revenir; la zone d'habitation limitée (20 à 50 mSv/an) où le retour n'est prévu qu'après décontamination ; la zone de retour difficile au

nord ouest de la centrale où tout retour est aujourd'hui impossible.

Réhabiliter c'est en fait apprendre à vivre en zone contaminée sous contrainte radiologique, d'après les recommandations des autorités. C'est dans cette perspective qu'après une longue période d'opacité la réappropriation des mesures par les populations est jugée souhaitable et chacun-e devient le gestionnaire de sa contamination et le prescripteur ou la prescriptrice des recommandations des autorités. Parce que réhabiliter c'est discipliner.

Et cette mise en situation d'autogestion de la dose par des populations entières, les autorités japonaises sont allées l'apprendre en Ukraine même, des programmes Ethos et Core. En France le Codirpa participe activement de cette logique post accidentelle. Aujourd'hui on ne nous vend plus un nucléaire sûr, mais la fatalité de l'avenir nucléarisé et avec lui sa vie en zone contaminée.

Banaliser la catastrophe et l'industrie nucléaire, ce n'est pas seulement nous faire vivre en zone contaminée avec comme décor quotidien la catastrophe, ni seulement disséminer la radioactivité à travers tout le pays et la planète, c'est aussi faire de la catastrophe un outil d'amélioration de la sûreté d'une industrie nucléaire qu'on nous vend comme irremplaçable. « *Grâce aux accidents ou pourrait en somme éviter les accidents* ». Au départ du programme nucléaire, l'approche probabiliste nous promettait qu'une catastrophe nucléaire ne pouvait arriver que tous les 100 000 ans. Tchernobyl fut imputée au facteur humain et politique et à l'obsolescence du système soviétique. Celle de Fukushima est quant à elle imputée au facteur naturel, le tsunami. Et même si chaque nouvelle catastrophe survient toujours d'un imprévu, nos nucléaristes nous chantent en cœur que la catastrophe développe la culture de sûreté qui se généralise à l'ensemble des industries. Le nucléaire devient une industrie dangereuse comme une autre. Et comme le lieu de production devient potentiellement dangereux, chaque exécutant doit garder une culture critique face aux machines et aux situations rencontrées. Les incidents sont répertoriés dans des nomenclatures qui ne cessent de proliférer, des nomenclatures plus volumineuses qui risquent d'amener l'exécutant ainsi submergé d'injonctions à faire des erreurs. Les travailleurs, dont l'industrie nucléaire sait pertinemment qu'il faut les exposer aux radiations et aux contaminations, deviennent eux aussi les responsables de leur suivi radiologique.

Les simulations de catastrophes comme les stress test finissent alors de rentrer en scène avec pour fonction de rassurer, de banaliser la catastrophe et de nous soumettre. Tout cela pour que tout continue comme avant. Banaliser c'est faire ainsi accepter que tout continue.

Il existe donc bien un destin commun entre les irradiés-e-s de Tchernobyl et ceux et celles de Fukushima, par delà les frontières et les cultures : celui du sacrifice et de l'oubli. Et ce destin, notamment dans la gestion post-accidentelle du nucléaire, les nucléocrates nous le préparent planétaire. Comme disaient jadis les auteurs de la plaquette comité irradiés, irradiés-e-s de tous les pays unissons-nous !

Seulement les difficultés des japonais à s'organiser en témoignent: « *les catastrophes, même si elles peuvent révéler des rages enfouies ou créer une communauté de sort, ne sont décidément pas les meilleurs moments pour commencer à s'organiser. Et trouver un peu de liberté dans le désastre est d'autant plus compliqué que la mesure de la contamination s'est imposée en tout lieu et dans tous les rapports.* » ■

LES SANCTUAIRES DE L'ABÎME

Les auteurs des *Sanctuaires de l'abîme, Chroniques du désastre de Fukushima* ont la particularité de vivre au Japon. Lors du tremblement de terre, ils vivaient à Kyoto ce qui leur a permis notamment d'interviewer divers acteurs de la catastrophe, des militants antinucléaires aux intéressés ayant travaillé sur le site de Fukushima après le tremblement de terre. Leur ouvrage est également extrêmement bien documenté en ce qui concerne les rejets de radioactivité et les différentes mesures effectuées. Les auteurs ont également effectué un travail de fond sur la déconstruction de la propagande et des mensonges autour du nucléaire avant et pendant la catastrophe. Cet article n'a évidemment pour but de faire une synthèse exhaustive des *Sanctuaires de l'abîme, chroniques du désastre de Fukushima* mais d'en retirer les idées les plus marquantes. ■

Nadine et Thierry Ribault reviennent plusieurs fois au long de leur livre sur leur rencontre avec Wataru Iwata, notamment à l'origine du « projet 47 ». Le nom de cette association fait référence aux 47 départements du Japon et, de par sa dénomination sous-entend une indépendance par rapport au gouvernement central japonais. Les membres du « projet 47 » combinent à la fois aide d'urgence avec distribution de nourriture, de vêtements... et information pour contrer les mensonges des autorités par le biais notamment d'achat de compteur geiger et par la publication des chiffres de la radioactivité qu'ils relèvent. Ainsi, en donnant une information la plus complète possible sur la contamination, ils espèrent encourager les gens à quitter les zones sinistrées. Cependant, Wataru Iwata n'est pas qu'un humanitaire, il se réclame également de l'*Ikki*. *L'Ikki renvoie à de petits groupes créés au XIV^{ème} siècle dans les couches pauvres de la population et qui fonctionnaient de manière horizontale. On y entrait volontairement et la solidarité y était prégnante. Ikki désigne également la fronde paysanne que ces groupes pouvaient mener. Pour certains japonais, comme Hajime Matsumoto ou le sociologue Masanori Oda, c'est ainsi qu'il faut combattre le nucléaire par le biais de « cent ou mille ikki » et de créer ainsi une « stratégie de révolution graduelle ». Les simples manifestations ont déjà démontré leur inefficacité. Il ne peut y avoir aucune confiance dans l'État qui n'a d'ailleurs pas hésité à laisser une bonne partie de la gestion humanitaire de la crise au Yakusas, société criminelles et mafieuses qui n'ont pas hésité à utiliser la catastrophe comme source de profits en revendant de la nourriture contaminée sur les marchés de Tokyo par exemple.*

L'un des fils conducteurs de cet ouvrage est la propagande menée par les autorités et les nucléocrates pour promouvoir le nucléaire. Elle a tout d'abord été menée conjointement par les gouvernements japonais et américains dès les années 50 grâce notamment à l'aversion commune des deux pays envers le communisme. Cette propagande s'appuie notamment sur une forte dissociation entre le nucléaire militaire et le nucléaire civil qui devient par un tour de passe-passe langagier, le nucléaire pacifique, comme le montre l'exposition de 1955 sur « l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire » promenade à travers tout le pays. Cette

propagande orchestrée à la fois par d'anciens criminels de guerre japonais devenus soit magnats des médias soit membres du gouvernement et par les américains portera ses fruits puisqu'en 1958, seulement 30% des japonais considéraient que le nucléaire est « nocif » alors qu'ils étaient 70%, deux ans plus tôt. Les américains ont évidemment tiré avantage de cette désinformation, car même si le Japon achète son premier réacteur nucléaire à la Grande Bretagne, il fera ensuite commerce avec les États-Unis.

Cette propagande pro-nucléaire se produit également après la catastrophe par le biais notamment de voyages organisés en France, par exemple à la Hague pour visiter les centrales et montrer à la sûreté de ces installations. Ces voyages sont destinés selon Pierre-Yves Cordier, actuel conseiller nucléaire de l'ambassade de France à Tokyo aux « femmes des pêcheurs ou [aux] cultivateurs de betteraves de Trifouillis-les-Oies version Japon. ». Il s'agit donc de convaincre ce que les politiciens nomment « l'opinion publique ». A ces voyages s'ajoutent des séminaires sur l'énergie nucléaire et des campagnes de publicité souvent navrantes telles que « plus vous sourirez, moins les radiations vous atteindront » ou visant à encourager les populations à consommer des produits venant des zones irradiées par « solidarité ». ces campagnes s'accompagnent également de conseils faussement rassurants pour se protéger de la radioactivité tels que se gargariser et se laver les mains avant de rentrer dans un bâtiment.

La propagande pro-nucléaire n'est évidemment pas l'apanage du Japon et peut même prendre des formes détournées tel ce projet d'enfouissement de déchets nucléaires en Finlande et sur la réflexion menée par des artistes, des sociologues, des scientifiques... afin de trouver une signalétique encore compréhensible dans des milliers d'années qui annoncerait le danger de ce site. Ainsi, les nucléocrates essaient de nous faire croire qu'il est possible de contrer la dangerosité à long terme des déchets nucléaires grâce à des « pierres runiques ».

La création du mythe du soi-disant caractère japonais participent également à cette propagande. Nous avons eu le droit dans les semaines suivant la catastrophe à une liste de poncifs et de préjugés relayés par des journalistes, des sociologues, des ethnologues... tels que, par exemple, l'ancien président de l'Université Paris-Sorbonne, Jean-Robert

Bitte, qui écrit dans les colonnes de Marianne : « dans la mentalité japonaise, il y a l'idée que tout est impermanent, rien n'est stable, les catastrophes nous pendent au nez et quand ça arrive, on repart. Ce n'est pas une civilisation de l'abattement. Il y a un optimisme fondamental que nous n'avons pas chez nous. ». Ces soi-disant « optimisme » et impassibilité participent à la fois à nous faire croire qu'il existerait une réaction exemplaire face aux catastrophes nucléaires et dans le même temps à en diminuer l'impact sur les populations. Les faits démontrent cependant qu'il n'y a pas une homogénéité du caractère japonais et que tous ne réagissent pas avec optimisme ou impassibilité malgré ce que voudrait nous faire croire une élite politico-intellectuelle.

Une propagande bien établie s'accompagne bien évidemment de mensonges plus ou moins convaincants de la part des autorités et ils ont été légion autour de Fukushima. Les auteurs nous montrent notamment grâce à une documentation bien fournie, que les dangers et les failles de la centrale de Fukushima étaient bien connus des politicards et des nucléocrates, et ce depuis des années. Cependant, malgré la connaissance des risques, TEPCO ne s'est pas risqué à entreprendre les travaux nécessaires à la sécurisation de la centrale car cela aurait risqué d'entamer la confiance des japonais envers le nucléaire. C'est pour ne pas entamer cette confiance que la rétention d'informations sur la réalité de la radioactivité fut monnaie courante après le 11 mars et que cette rétention a parfois été justifiée avec un cynisme effrayant. Ainsi, après que des informations sur la présence de tellurium 132 à 6km de la centrale, 18H après le tremblement de terre, n'aient été divulguées que le 3 juin, un responsable de TEPCO estime qu'il n'y avait pas d'« opportunité de rendre [ces informations] publiques ».

Le mensonge par omission est également un outil prisé des nucléocrates. Par exemple, les auteurs utilisent, dans leur ouvrage l'expression *Éclipse dans les ruines*. Cette expression fait référence à la quasi absence d'images de cadavres dans la presse japonaise, voire dans la presse étrangère comme le prouve la demande de l'ambassadeur du Japon en France de « bien vouloir veiller, par respect pour les victimes et leurs

familles au choix des photos et des images qui seront diffusées ». Sous couvert de respect, il s'agit en fait de ne pas rendre concrète la catastrophe. Ainsi, la mort devient invisible tout comme l'est la radioactivité et perd ainsi de sa réalité.

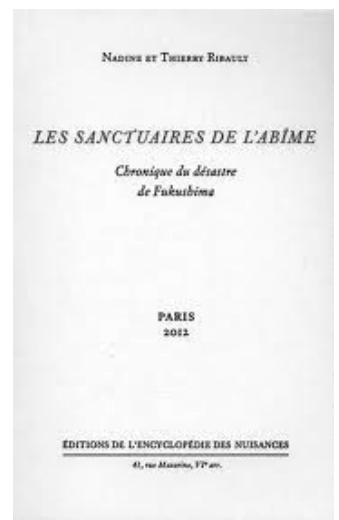
Le mensonge autour du nucléaire est d'ailleurs quelque chose d'intégré par les populations elles-mêmes. Il existe un rejet et une discrimination à la fois envers ceux qui s'élèvent contre cette technologie et qui n'hésitent pas à dénoncer clairement ses dangers et ses conséquences mais également contre les réfugiés de la zone de Fukushima qui sont devenus des sortes d'intouchables, et ce d'autant plus que les mensonges distillés par les TEPCO et les autorités gouvernementales sont justifiés par des scientifiques qui n'hésitent pas à vendre leur intégrité au profit du lobby nucléaire comme ces quelques citations le montrent :

-Shunichi Yamashita, doyen de la faculté de médecine de l'université de Nagasaki : « si vous ne souriez pas, les radiations auront un effet sur vous [...] . Le stress mental agit sur le système immunitaire et peut donc provoquer des cancers et autres maladies. C'est pourquoi je dis aux gens qu'ils doivent se détendre. »

L.A Ilyin et O.A Pavlosky, physiciens russes : « l'état de stress chronique est la cause d'un syndrome de phobies des radiations, chez une partie de la population, ce qui dans la situation actuelle constitue une menace bien plus grande pour la santé que l'exposition à la radioactivité elle-même »(1987)

-Evelyn Bromet, comportementaliste américaine : « [il y a] quatre facteurs de risque pour expliquer la détérioration de l'état mental [...] . Il n'est pas déraisonnable de penser que, d'ici vingt ans, tout cela fera partie de la mémoire collective ». précisons, que pour cette dernière, la « détérioration de l'état mental » entraîne entre autres une propension à se croire malades à cause des radiations alors que, pour elle, ce ne serait pas le cas !!

-Jean-Marc Jancovici (ingénieur français diplômé de l'École polytechnique et ami de Nicolas Hulot) : « Le nucléaire est beaucoup moins dangereux que le charbon. Depuis la catastrophe » de Fukushima, qui n'a pas fait un mort du fait du surplus de radiations, le charbon a déjà tué plus de mille personnes dans les mines. » ■



Les sanctuaire de l'abîme- Chronique du désastre de Fukushima ,
Nadine et Thierry Ribault, Editions de l'encyclopédie des nuisances, 2012.



LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

GDF-Suez et le gaz de schiste - Gérard Mestrallet, le PDG de GDF-Suez, concède que Fukushima a changé la donne pour le nucléaire, essentiellement à cause des coûts qui augmentent dans un contexte de crise. Et pour lui, il ne faut surtout pas aller vers les énergies renouvelables, trop coûteuses, mais rouvrir le dossier du gaz de schiste rapidement. Car c'est bien entendu la seule énergie capable de sauver la « compétitivité ». Bref, primat des profits, intérêts bien compris, dépossession. Il va déjà falloir cracher dur pour stopper l'industrie nucléaire - qui ne nous sortira jamais des conséquences du nucléaire - et ceci sera loin de nous engager vers moins de dépossession et de dégradations écologiques. On nous prépare déjà une sortie industrielle du nucléaire. Le capitalisme et l'industrialisme se maintiendront même si la filière nucléaire devait fléchir. Encore une bonne raison pour que toute lutte antinucléaire soit une lutte contre le nucléaire, mais aussi contre le monde qui va avec (Source : Le Monde du 7 février 2012). Par ailleurs le gaz de schiste c'est aussi des radionucléides naturels qui pourraient être dispersés de manière industrielle dans l'environnement : *« Comme tous les constituants de la croûte terrestre, les gisements d'hydrocarbures contiennent des radionucléides naturels, comprenant principalement l'uranium 238 et ses descendants (dont le radium 226 et le radon 222), le thorium 232 et ses descendants (dont le radium 228), ainsi que le potassium 40. La teneur en radionucléides des gisements d'hydrocarbures est variable, mais peut parfois être très élevée, lorsque des conditions physico-chimiques particulières ont favorisé la précipitation ou l'absorption, dans les roches en formation, de l'uranium et/ou du thorium contenus notamment dans les eaux »* (Source Crii-Rad.)

Thulé - Nous sommes en pleine « Guerre froide ». En 1951, 5 000 soldats américains débarquent à Thulé, région habitée du monde le plus au nord. Les 200 Inuits qui vivent là sont déplacés plus de 100 km au nord, pour laisser la place à une base militaire secrète, avec une piste pour les avions chargés de lâcher les bombes nucléaires. En 1968, le 21 janvier, un bombardier B-52 s'écrase sur la glace alors qu'il a 4 bombes à hydrogène à son bord. Pour trois d'entre elles, l'amorce explose, libérant le poison radioactif (fragments de plutonium et d'uranium), une autre n'a jamais été retrouvée et gît encore en pleine mer. Une grande opération de nettoyage est lancée par les Etats-Unis et le Danemark, qui administre encore le Groenland à cette époque. Les Inuits colonisés, puis déplacés, sont alors réquisitionnés pour essayer de décontaminer ce qui peut l'être. Beaucoup d'entre eux-elles sont décédés-e-s les années suivantes des suites de leur contamination par la radioactivité, notamment des suites d'une forme de leucémie. Mais cette catastrophe occultée n'a bien sûr pas provoqué ces maladies : l'alcool, le tabac et le soleil seraient officiellement responsables. En 1994, le gouvernement danois admet à demi-mots sa responsabilité

et offre des dommages et intérêts pour les survivant-e-s.

France - L'arme atomique est un gouffre financier pour les un-es, une richesse pour les autres. En 1967, au plus fort, la France consacrait 1,2% de son PIB à l'armement nucléaire (51% du budget militaire). En 2006, l'arme nucléaire engouffrait 3,5 milliards d'euros par an. Et après, on devrait payer leur « crise »... C'est une chose habituelle pour la vente d'armes. Ainsi, les chars Leclerc vendus au rabais dans les années 1990 aux Emirats, furent en fait payés par le contribuable français (Histoire secrète de la Vème République, Falligot et Guisnel, 2006). Au passage, un grand nombre de familles d'industriels se sont enrichies (Dassault, Lagardère, etc.) avec l'appui des grands corps d'ingénieurs de l'Etat (Ecole des Mines, Polytechnique, Ponts et chaussées) - quand ils n'en sont pas issus. Il est en effet habituel que les fonctionnaires des grandes écoles, financés, passent du public au privé (pantouflage).

Japon - Des immeubles ont été construits avec du béton irradié. Des taux de radiation d'environ 10 millisieverts par an - soit la moitié du niveau fixé par les autorités pour décréter une évacuation - ont été mesurés dans un bâtiment de la ville de Nihonmatsu, à 55 kilomètres de la centrale de Fukushima. Celui-ci a été construit avec du béton provenant des environs du site de la catastrophe nucléaire, fabriqué avec du gravier collecté seulement un mois après l'accident. Douze familles vivent dans cet immeuble achevé en juillet dernier, et parmi elles des personnes évacuées de la zone de Fukushima. Pourquoi cette carrière a-t-elle été exploitée après la catastrophe nucléaire ? Dans quelles conditions ont travaillé les ouvriers qui ont utilisé ce béton pendant la construction de l'immeuble, et ceux qui l'ont acheminé vers Nihonmatsu ? Le gouvernement japonais a ouvert une enquête, pour *« vérifier si des cas similaires ont pu se produire »*. Source : leur presse.

France - Depuis 2002, le Code de la santé publique interdisait l'ajout ou l'utilisation de substances radioactives pour la fabrication de biens de consommation et de matériaux de construction. Toute acquisition et cession de sources radioactives étaient sévèrement encadrées. Ce n'est désormais plus le cas. Le 5 mai 2009, quatre ministères - celui de l'Ecologie, de la Santé, de l'Economie et du Logement - ont signé un arrêté interministériel qui permet de déroger à cette interdiction. Le texte est entré en vigueur malgré l'avis défavorable de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Cela signifie que demain, si EDF veut se débarrasser de ses gravats faiblement radioactifs générés par le démantèlement de la centrale de Brennilis, en Bretagne (la première centrale nucléaire française à être démantelée), elle aura la possibilité de les céder ou les vendre à une cimenterie. Celle-ci transformera les gravats en matériaux de construction, qui serviront ensuite à bâtir des bureaux, des logements, des écoles ou des hôpitaux...

LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

Idem pour Areva. Si la multinationale ne sait que faire de fûts en métaux contaminés suite à un transport d'uranium, elle pourra les livrer à une fonderie qui le recyclera dans des produits de grande consommation : outils, véhicules, machines agricoles ou tuyaux. (*Source : les liquidateurs du vieux monde*)

Ukraine - En septembre 2011, les pensions de retraites accordées aux liquidateurs de la catastrophe de Tchernobyl sont revues à la baisse. Un campement s'organise devant le siège du fond de retraite. Les manifestants sont attaqués par les forces de l'ordre lors d'une tentative d'entrée dans le parlement. Un liquidateur souffrant de problèmes cardiaques meurt lors de cette expulsion. (*Source : Oublier Fukushima*)

France - Pour mémoire, c'est sous la présidence Giscard D'Estaing, que le programme civil de construction de centrales nucléaires est véritablement lancé - même si la décision semble avoir été prise avant 1974. Avant 1974, Creusot-Loire, entreprise de métallurgie, signe le brevet américain Westinghouse, brevet de centrale atomique à eau pressurisée (PWR). Schneider est l'un des actionnaires principaux de Creusot-Loire, Schneider qui est par ailleurs lié à la famille de l'épouse de Valéry Giscard D'Estaing (groupe Empain-Schneider) alors ministre de l'Economie et des Finances. Plus tard, ce sera la filiale PWR du brevet Westinghouse qui sera privilégiée lors de l'arrivée de Giscard D'Estaing à la tête de l'Etat ; ce qui fera de Creusot-Loire le maître d'œuvre du programme civil. A la même époque, en 1971, Jacques Giscard, cousin du futur président, devient directeur financier du CEA, et en 1973, administrateur d'Eurodif. Après 1974, le programme civil activé, l'implantation des Giscard dans l'industrie nucléaire se poursuit. En 1975, Jacques Giscard rentre dans la société des mines d'uranium du Niger. Toujours, la même année, Philippe Giscard, frère de Jacques, devient PDG de Thomson-CSF, fournisseur en électronique nucléaire. L'année suivante, Jacques Giscard entre à Framatome, Novatome et à la COGEMA, entreprises du nucléaires. En 1977, François Giscard, autre frère de Jacques devient PDG de la banque française du commerce extérieur (BFCE), banque qui finance les exportations de matériel nucléaire. En 1978, Jacques rentre à la caisse de l'énergie, avant l'année suivante de rejoindre la CISMATEC, filiale du CEA. Enfin, en 1979, le propre frère du président, Olivier Giscard s'occupe des intérêts de Saint-Gobain, entreprise qui fabrique du combustible nucléaire. Bref toute la phase d'implantation du nucléaire en France, si elle prétend défendre l'intérêt général et celui de la nation, n'est en fait qu'un cache sexe d'intérêts beaucoup plus privés. Le nucléaire c'est Capital !

Monde - Des désastres nucléaires on oublie souvent d'évoquer les nombreuses chutes de satellites portant des matières radioactives. 21 avril 1964, un satellite américain

Transit se désintègre dans l'atmosphère saupoudrant de plutonium 238 l'atmosphère au nord de Madagascar. 18 mai 1968 le satellite américain Nimbus B-1 tombe à 100 m de profondeur, près de Santa-Barbara, avec son générateur nucléaire SNAP-19 (il a été récupéré). 11 avril 1970, un générateur SNAP-27 contenant 1 650 000 giga becquerels de plutonium 238 et appartenant à un module de la mission Apollo tombe au sud des îles Fidji, par 6 000 m de profondeur. 24 janvier 1978, chute de Cosmos 954, (*Sciences & Avenir* n°373, mars 1978) ce satellite est équipé d'un réacteur nucléaire. La même année on révèle un accident survenu en 1969 dans l'Himalaya, la CIA a dû y abandonner un dispositif nucléaire lui permettant d'espionner la Chine, lequel a peut être pollué les sources du Gange. Février 1983, le satellite soviétique Cosmos-1402 avec un réacteur nucléaire d'une radioactivité estimée à 1 000 000 de giga becquerels, tombe à 1600 km à l'est des côtes brésiliennes. (*Source : Infonucléaire*).

Penly - Le 05 avril dernier un incident sur une des pompes de refroidissement du réacteur n°2 de la centrale nucléaire a conduit à un arrêt automatique de ce dernier. Une importante fuite d'huile a été identifiée sur une des pompes qui servent à refroidir le réacteur et à éviter son emballement. Un incendie s'est alors déclaré. Cet incident a amené l'industriel à relâcher une quantité importante d'eau dans l'environnement (2,3 m³ par heure). Quid des dangers des rejets ? Quid des intervenants sur place ? Que ce serait-il passé si les autres pompes n'avaient pas pris le relai ? Un nouveau Three Mile Island ? Un nouveau Fukushima ? Que ce serait-il passer sur l'EPR voisin si il était construit ? En combien de temps Le Havre, Caen, Rouen et Paris auraient-ils été touchés ?

France - La bombe nucléaire, ça se construit entre amis. Que le Commissariat à l'Energie Atomique, créé dès 1945, avait pour but direct de fabriquer la bombe atomique, c'est une chose maintenant reconnue. D'ailleurs, la France était en pointe de la recherche nucléaire, notamment militaire (serait-ce que recherche scientifique et recherche militaire soient intrinsèquement liées ?), avant guerre. Ce qui est moins connu, c'est que les dirigeants français, radicaux (Mendès-France, Gaillard), socialistes (Mollet), et gaullistes (Chaban-Delmas), vont s'entendre avec les anciens ennemis l'Italie et l'Allemagne dès 1958 pour développer « la bombe ». En effet, l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte était financée à 45% par la France, autant pour l'Allemagne, et 10% pour l'Italie (jusqu'à ce que De Gaulle en fasse son arme nationaliste préféré). Et cette usine est celle qui fournit l'uranium enrichi des bombes H, et du combustible des sous-marins à propulsion nucléaire (*Source : Histoire secrète de la Vème République, Falligot et Guisnel, 2006*).

ACCORDS VERTS/PS

QUAND EUROPE ECOLOGIE NOIE LE NUCLÉAIRE DANS SES INTERETS ELECTORAUX

Les récentes élections présidentielles ont de nouveau mis en lumière que le nucléaire – comme les luttes anti-TGV, anti-aéroport, de sans papiers, etc. - n'est plus pour Europe Ecologie-les verts qu'un appendice de ses intérêts d'appareil. Pour combattre le nucléaire, il serait pour ses idéologues pragmatiques primordial de peser institutionnellement. Mais pour rentrer dans les dites institutions nos écolocrates ne trouvent rien de mieux que de signer des compromis électoraux qui placent le nucléaire au cœur même du nouveau mixte énergétique : beaucoup de nucléaire, une pointe de renouvelable.

Rien de bien neuf sous le soleil de l'écologie politique, tant la ritournelle est déjà chantée depuis des lustres de Voynet signant les décrets d'application de l'usine Mélox fabriquant le combustible nucléaire Mox en 99 au vote d'une motion pro-nucléaire sur le réchauffement climatique porteuse paraît-il de grandes avancées au parlement Européen en 2009.

Le communiqué de presse que nous publions à la suite nous semble intéressant à ce titre parce qu'il émane de membres du CRILAN (Comité Régional d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire, association antinucléaire « historique » de lutte contre la centrale de Flamanville et les autres installations nucléaires du coin) qui ont participé activement à la création du Parti Vert. Il montre toute la continuité d'un processus. Sauf qu'eux-elles en ont tiré quelques conséquences •

ACCORD VERTS/ PS : De quelles avancées parle-t-on?

Le CRILAN, engagé dans la lutte antinucléaire depuis des décennies, ne peut qu'être interpellé par cet accord. Invité par FR3 Basse-Normandie, samedi 19 novembre dans l'émission politique "La voix est libre", Didier ANGER, responsable de l'association, interrogé à ce sujet, a affirmé que cet accord ne constituait pas une avancée. Pourquoi? Rappelons-nous :

En 1981, Mitterrand proposait aux anti-nucléaires du Nord Cotentin l'abandon de la filière surgénératrice et l'essai du stockage direct des combustibles irradiés des centrales nucléaires, ce qui induisait- déjà- l'arrêt du retraitement...

Il a fallu attendre 1997 pour que Super Phénix soit arrêté ...et aujourd'hui en 2011, on attend toujours l'arrêt du retraitement-extraction du plutonium. On l'attendra encore longtemps si on écoute les propos tenus aux syndicalistes de la Hague, par B.Cazeneuve député-maire de Cherbourg, tout nouveau porte-parole de Hollande "Rien ne bougera ni sur le retraitement, ni sur Melox pendant cette mandature" les a-t-il rassurés et le parti socialiste de la Manche " apporte un total soutien aux propos de F.Hollande sur la nécessité de maintenir une filière de retraitement des déchets nucléaires. La filière MOX ne sera pas stoppée."

En 1997, les accords Verts/PS prévoyaient l'abandon du MOX et en conséquence l'arrêt de l'usine MELOX de Marcoule. Promesse non tenue à ce jour, la centrale de CHINON ayant même été moxée sous le Gouvernement Jospin.

Le ministre Pierret, en charge de l'énergie dans le Ministère de la Gauche plurielle après 1997 proposait-déjà- la réduction de la part du nucléaire de 75 à 50% de la production d'électricité. Hollande fait la même promesse aujourd'hui avec plus d'une décennie de retard... et pour... 2025 !

Dominique VOYNET, fin 1999, alors que le P.S. à la demande de COGEMA, affirmait sa volonté de construire un EPR au Carnet, en Basse Loire, menaçait Jospin d'un "casus belli" auquel ce dernier céda. Aujourd'hui, les accords constatent le désaccord : il n'est pas question d'arrêter le chantier de l'EPR. Au delà de promesses qui n'engagent que ceux qui les écoutent, seuls comptent les faits. De quelles avancées parle-t-on ? À chacun d'en juger... Aujourd'hui comme hier, c'est principalement sur nos luttes de terrain que nous devons compter.

Source : CRILAN.

APRES VALOGNES...

De nombreux textes sont parus suite au camp de Valognes (novembre 2011), qui visait à ralentir le train de déchets nucléaires CASTOR entre La Hague et Gorleben. Nous en avons privilégié deux, notamment parce qu'ils ont été moins diffusés : *Areva chier, tu pues du nuc* et *La clé plutôt que la chaîne*. D'autres textes ont circulé. A propos de l'appel de Valognes de Peter Vener explique pourquoi il ne se reconnaissant pas dans le texte d'appel de Valognes et certains de ses pré-supposés idéologiques et pratiques, et pourquoi ne s'est pas rendu sur place. *Valognes, et après...* interroge les stratégies mises en place sur place et les perspectives qui peuvent être envisagées après Valognes. *Le communiqué n°4* du collectif Valognes Stop Castor est lui plus triomphaliste. D'autres textes ont encore circulé, comme ceux d'Hervé Kempf, journaliste écologiste ou de la terre d'abord. La plupart de ces textes sont disponibles sur le site du CRAN (Collectif radicalement Anti-nucléaire) ou celui de Valognes Stop castor •

« AREVA CHIER, TU PUES DE NUC »

C'est avec ce calicot quelque peu vengeur en tête de cortège que près de 800 personnes sont venues défier l'Etat et son nucléaire, le 23 novembre 2011 à Valognes dans la Manche, à l'occasion du départ d'un convoi de déchets radioactifs de La Hague vers l'Allemagne.

Fukushima ; déjà plus d'un an... Ensevelie sous l'aveuglement, l'oubli, la résignation ou l'habituation, en France la gestion des affaires courantes a repris son cours comme si de rien n'était. Après quelques semaines de frénésie de transparence « sous contrôle » de la part des nucléocrates « made in France » pour tenter de fabriquer l'illusion d'une maîtrise de la catastrophe de Fukushima, l'invisibilité fabriquée de la radioactivité a repris son cours. Comme à Tchernobyl, les nucléocrates voudraient un peuple japonais résigné à agoniser en paix en comptant les becquerels tandis que de ce côté-ci du globe on voudrait une population fataliste. Le moindre que l'on puisse dire c'est que l'actualité a une fâcheuse tendance à leur donner raison. L'indignation aurait sa détermination sans borne : attendre 20-30 ans au mieux pour arrêter les centrales nucléaires !!! Ces derniers mois une autre actualité est venue perturber cette triste résignation. Depuis le mois de mars quelques individus disséminés un peu partout en France ont tenté de se défaire du sentiment d'impuissance et d'en finir avec une colère contenue qui se satisferait de ne trouver aucun moyen d'expression. Des réunions publiques et des rencontres plus informelles se sont tenues ici ou là, avec plus ou moins d'insistance, avant que n'y émerge l'idée de s'en prendre directement, et par nous-même, à cette industrie nu-

cléaire. Si l'apathie généralisée laissait et laisse peu d'illusion sur la relance d'une opposition consistante à cette société nucléarisée, il s'agissait au moins d'afficher une certaine honnêteté à l'égard de notre rage. Assumer au moins qu'elle ne soit pas, elle aussi, sous contrôle des gestionnaires du désastre.

L'affaire n'est jamais simple en matière de nucléaire tant il s'agit avant toute chose de faire face à la toute puissance d'un Etat, de sa police, de son armée, et à la monopolisation de la lutte par les grandes associations citoyennes... Proche de nous, il n'y a guère que les allemands pour nous avoir montré qu'il était possible de dépasser les simples manifestations symboliques et de nuire matériellement au *train train* quotidien du nucléaire. Depuis plus de dix ans, des dizaines de milliers d'allemands affirment une détermination sans relâche pour empêcher l'arrivée de déchets radioactifs à Gorleben, sur le site en cours de chantier prévu pour le stockage souterrain de ces déchets. Outre que ces déchets disent à eux seuls la monstruosité de cette industrie, leur transport fait partie des dispositifs les plus difficiles à « sécuriser ».

Informés précisément sur le départ d'un convoi de déchets de l'usine de retraitement de La Hague vers Gorleben, un groupe nommé pour l'occasion « valognesstopcastor » (*valognesstopcastor.noblogs.org*) a donc lancé

La THT Cotentin-Maine

De Raids (50) à Beaulieu-sur-Odon (53) la ligne Très Haute Tension (400 000 volts) qui s'impose de la Manche à la Mayenne vise officiellement à dispenser l'électricité produite par le futur EPR de Flamanville. Mais plus qu'un corollaire à l'EPR, le projet THT en est indépendant et témoigne d'une nouvelle stratégie énergétique, d'un marché mondial d'électricité (appuyée par la multiplication de projets de THT aux quatre coins frontaliers du pays). La contestation de ce projet a commencé dès 2005 jusqu'à une manifestation de 4000 personnes à Mortain le 31 janvier 2009. Cette contestation s'est appuyée sur le refus d'une quarantaine de communes qui se sont opposées au tracé. Différentes associations ont mené cette lutte sur un terrain judiciaire et sanitaire. Mais la puissance économique de RTE, qui a versé 20 millions d'euros aux différentes communes sous couvert de Plan d'Accompagnement de Projet, a fini d'achever une lutte moribonde et sans espoir de réussite par la voie « démocratique ». Seules 5 communes demeurent opposées au projet. Cependant, en parallèle, quelques-uns étaient déjà passés à un mode d'action plus incisif et depuis quelques années les déboulonnages sont réguliers, parfois même publics. C'est sous cette dernière forme qu'est demeurée vivante, jusqu'à Valognes, l'opposition au projet.

un appel pour tenter de le perturber. C'est ce qui s'est passé le 22 et 23 novembre 2011 à Valognes (gare de départ du convoi), avec près de 800 personnes ayant répondu à l'appel. Cet appel se voulait en rupture avec les illusions électoralistes et lobbyistes qui paralysent toute opposition consistante à la société nucléaire. Il fallait tout à la fois affirmer l'autonomie politique et matérielle de l'initiative et fabriquer les conditions pour que chacun puisse se la réapproprier en participant aux décisions sur le camp. L'autre écueil qui menace ce type d'initiative c'est son possible caractère « hors-sol » préparant les conditions d'un coup d'éclat sans lendemain. Contrairement à la région de Gorleben en Allemagne, le Nord Contentin ne se caractérise pas par une mobilisation massive contre une industrie nucléaire qui a acheté ce territoire depuis 50 ans. Au risque de n'être compris de personne, il était donc indispensable que les enjeux et l'organisation de l'action soient partagés par celles et ceux qui localement avaient conservé, malgré le découragement, une détermination intacte. Cette attention était également la condition pour assurer des suites à cette résistance. Les semaines précédant l'action auront été l'occasion de multiplier les rencontres et les réunions publiques, autant dans la Manche que partout où des groupes participaient à l'initiative. Une action préalable aura également été organisée, autant pour visibiliser l'initiative que pour assurer une autonomie matérielle. Une petite heure de péage gratuit à La Gravelle (autoroute Paris-Rennes), propriété de Vinci, constructeur de centrales, et à proximité d'un des tronçons en prévision de la ligne THT Contentin-Maine, auront répondu en partie à cet objectif sur le plan financier. Les complications locales auront également été précieuses, autant pour la reconnaissance des lieux que pour l'accueil du camp précédant l'action de blocage du convoi.



Pour tenir ensemble ces enjeux, il avait été convenu d'organiser un camp de 2 jours juste avant l'action. Il s'agissait à la fois d'être présents sur place en cas d'avancée inopportune du départ du convoi, de prendre le temps de construire les complications et les stratégies pour l'action et de partager des réflexions de fond sur l'opposition au nucléaire. Si les deux premiers objectifs auront été atteints de manière enthousiasmante, l'urgence dans laquelle s'est vécu ce moment n'aura pas permis de tenir sereinement les réflexions de fond. C'est pour répondre à cette faiblesse et poursuivre la dynamique enclenchée à Valognes qu'une assemblée fut organisée à Coutances (centre Manche) le 14 janvier 2012.

Retour sur la journée d'action

Avant même le matin du rassemblement, nous pouvions mesurer une certaine réussite du fait des craintes d'Areva et de l'Etat français, identifiable à la fois par le départ anticipé

du train et par une mobilisation policière (près de 500 à Valognes et 3000 le long du trajet jusqu'à la frontière) qui, si elle s'est en partie ridiculisée par son inefficacité matinale, a surtout rappelée le vrai visage d'une société nucléarisée, nécessairement adossée à un Etat policier.

Malgré tout, plus de 500 d'entre nous se trouvaient à quelques mètres des voies ferrées (au niveau de Flottemanville-bocage) dès 8h30, aidés par la brume et un petit-déjeuner consistant préparé par les cantines du camp.

Il était réjouissant ce matin-là de faire l'épreuve d'une relative inertie du dispositif policier face à plusieurs groupes assez mobiles, équipés de cartes IGN, de banderoles renforcées et cherchant constamment à se coordonner afin de disperser les flics. A plusieurs reprises certains groupes ont pu accéder aux voies et les ont dégradé avec les moyens du bord; déballastage (consiste à retirer les cailloux sur lesquels reposent les rails), rails tordu, signalisation électrique hors service. Ce jeu du chat et de la souris durera jusqu'à 16h pour certains. Cet harcèlement collectif fut le fruit de différentes déterminations, de différents modes d'actions qui ont su respirer ensemble.

Improvisée, la solidarité active des riverains de la voie ferrée et des environs fut précieuse. On distribuait du café chaud et des biscuits, on se débrouillait pour acheminer ici des vivres préparés au camp, on évacuait aussi les personnes blessées lâchement par les charges policières de plus en plus brutales...sans oublier les portes de la mairie de Flottemanville qui nous étaient ouvertes chaleureusement.

Vingt personnes furent interpellées ce jour-là, dont six allèrent en garde à vue puis furent assignées au tribunal de Cherbourg. Les procès se tinrent le 31.01 et le 07.02 à grand renfort de CRS, encore.

A ce jour, une obtint la relaxe, 3 prennent 1 mois de sursis pour refus de prélèvement d'ADN, 1 prend un mois de sursis et 500€ pour l'ADN et 300€ pour des cannettes de soda "volées" mais rendues, 1 prend 1 mois de sursis et 500€ pour l'ADN.

Ce n'était qu'un début ...

Il est difficile de saisir encore aujourd'hui avec discernement toutes les conséquences de cette initiative. Ce qui est encourageant c'est que la dynamique impulsée par l'action et le camp de Valognes est en train de dépasser ceux qui l'ont initié. En effet les semaines suivantes dans l'hexagone des soirées de soutiens (Paris, Toulouse, Dijon, Cherbourg, Besançon, Rouen, Marseille...) tentaient ainsi de relayer ce qui s'était passé et de récolter un peu de sous pour les frais de justice.

Dans la Manche, pays où le nucléaire rime avec « travail », « écologie » et « omerta », l'aventure continue. L'action aura permis à certains de se sentir moins isolés, de se rencontrer et de partager le désir de remettre en cause collectivement la mainmise des nucléocrates sur leur région.

Le 14 janvier à Coutances eut lieu une réunion publique ayant pour objet de revenir sur l'action et d'imaginer des perspectives. On décida la fin du Collectif ValognesStopCastor, créée pour l'occasion du 23 novembre 2011, pour constituer de fait une assemblée de luttes déterminée à continuer son œuvre de harcèlement contre le nucléaire; dans la Manche contre le projet de ligne à Très Haute Tension (voir encart ci-contre), à Paris contre les transports de déchets radioactifs, sur le Plateau des Millevaches... Plus largement, étaient présents aussi des membres de collectifs luttant contre les projets d'aménagement territoriaux inutiles et dangereux que

sont les projets d'aéroport à Notre-dame-des-Landes et de centrale à gaz dans le Finistère. La rencontre de ces différentes luttes apparaît indispensable à l'heure actuelle. Au-delà des nuisances réelles en terme de santé et d'expropriation engendrées par ces différentes infrastructures, nous sommes toujours face au même sujet politique, celui de la dépossession de tout pouvoir de décision. Celui-ci restant bien gardé entre les mains de ceux qui pensent, planifient et imposent le développement économique du territoire.

L'Ouest sous tension

En lançant cette action, il était entendu par les initiateurs que s'il devait y avoir une suite en terme de harcèlement quotidien de l'industrie nucléaire, celle-ci trouverait naturellement à se concrétiser sur les chantiers de la ligne THT Cotentin-Maine débutés depuis décembre 2011. L'assemblée de Coutances du 14 janvier 2012 aura à la fois confirmé cette évidence autant que le regain de détermination à en découdre. Impulsé notamment par les habitants du Chefresne, principal bastion de résistance à la THT dans la Manche, une assemblée y a pris ses quartiers, rassemblant autant des habitants directement concernés par la ligne que des soutiens venant des quatre coins de France et notamment de l'Ouest. La mairie nous a mis à disposition un château

d'eau désaffecté pour en faire le QG de la lutte. L'assemblée organise matériellement les conditions de protection de la commune contre les assauts de RTE.

Sans préjuger des suites et notamment de la capacité à interrompre le chantier de la THT, il est déjà heureux que soit conservé depuis Valognes ce souci de démocratie directe et que rien n'ait été perdu d'une détermination en acte et d'une certaine créativité. Depuis janvier se sont multipliés les sabotages de matériel, les déboulonnages de pylônes (publics ou non), les blocages de chantier, les enlèvements de bornes cadastrales, des perturbations de réunions de propagande de RTE, etc... Chacun a de quoi y trouver son compte en partageant le constat commun qu'il n'est plus temps de s'en remettre aux illusions d'un Etat de droit rétablissant la souveraineté du peuple. Cette souveraineté elle est au Chefresne et partout où des individus s'organisent, de manière horizontale et en conscience, pour reprendre leurs affaires en main. Alors que des rendez-vous se tiennent tous les dimanches au château d'eau du Chefresne pour amplifier le harcèlement quotidien, déjà s'organise un camp-action pour le week-end du 24 juin 2012, déjà baptisé « Feu la THT ».

Des participants à l'initiative de Valognes



À Luca Abbà,
plongé dans le coma depuis le lundi 27 février 2012,
après avoir chuté d'un pylône en haut duquel il s'était réfugié
alors qu'il était poursuivi par les flics sur ordre direct du ministre de l'Intérieur italien
qui intimait la reprise du chalet collectif La Baïta appartenant
au mouvement d'opposition No Tav.

LA CLÉ PLUTÔT QUE LA CHAÎNE

Depuis Fukushima, le but morbide et explicite de la mafia nucléariste est de convaincre chacun que ce monde tel qu'il va ne peut plus aller sans le nucléaire. Les pronucléaires et les anti-nucléaires devraient s'en accommoder, comme l'imposent les mégalomanes criminels qui, au nom du principe de leur réalité, considèrent que l'humanité peut bien s'adapter à des accidents répétés de centrales*. Les cauchemars en cours n'ont pour effet dans les crânes d'oeuf des nucléocrates négationnistes que de générer des théorèmes ubuesques où la probabilité prévaut aux décisions même lorsqu'elle est supérieure à 1. Ce ne sont pas quelques antinucléaires du « Réseau pour sortir du nucléaire » rejoints par l'appareil politique des Verts exhibant leur chaîne le long d'une faille

sismique, serait-ce sur 1 000 kilomètres Nord-Sud, qui auront la moindre incidence sur la catastrophe et les choix politiques qui en sont la cause. La mobilisation de Valognes en novembre 2011 nous paraît mériter une bien plus grande attention.

Ne taisons pas nos divergences

au sein du collectif de Valognes, une position idéologique a voulu prendre le pas sur le sens du « blocage » du train Castor à Valognes le 23 novembre 2011, cette tentative réussie d'action autonome. Dogmatiquement activiste, elle affirme que « la permanence des luttes de chapelles en France n'exprime que l'insuffisance pratique du mouvement ». (*Appel au camp de Valognes en novembre 2011*, septembre 2011) : elle recoupe celles

* Ainsi, Jean-Marc Jancovici, membre de la « Commission de veille écologique » de la Fondation Nicolas Hulot, a récemment déclaré : « Du point de vue des écosystèmes, et ce n'est pas du tout de l'ironie, un accident de centrale est une excellente nouvelle, car cela crée instantanément une réserve naturelle parfaite ! La vie sauvage ne s'est jamais aussi bien portée dans les environs de Tchernobyl que depuis que les hommes ont été évacués... » (*Enerpresse*, 20 février 2012). *raisonnement suicidaire* », écrivait, en 1987, le Comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous, dans sa *Plateforme*.

des *insurgés-qui-vont-arriver*, qui considéraient avoir déjà gagné, du moins *pratiquement* : « *Quelle que soit la virulence du déni, les nucléocrates le savent bien : en tant qu'industrie, le nucléaire n'a aucun avenir, hormis l'industrie de son démantèlement* » (« *Panique chez les nucléocrates* », in *Libération* du 21 novembre 2011). Une autre tendance, négation de la première, (« *Notes sur Valognes et ses suites* » in *Pas de sushi l'État Geiger*, n° 2, p 21-22), quant à elle, louvoie en assimilant la thèse de la défaite des nucléocrates à « *l'illusion d'une prise de conscience généralisée comme il en fut jadis dans l'après-Tchernobyl* ». Illusion qui aurait spéculé, déjà, sur la catastrophe nucléaire comme opportunité pour renverser ce monde. Si nous critiquons, nous aussi, cette thèse de la fin inéluctable du capitalisme par la catastrophe nucléaire, nous ne nous souvenons pas de la propagation d'une telle illusion dans les années qui ont suivi Tchernobyl*. Engager une activité désabusée sur la base des possibilités d'alors (notamment dans les luttes contre les projets de stockage de déchets nucléaires) et contribuer à *fixer le consensus* qui régnait nous paraissait alors indispensable d'autant que le développement d'une conscience critique collective ne tombe jamais du ciel, fût-il cauchemardesque. L'importance de la discussion réside dans le fait qu'il faut envisager la réalité du rapport de force dans la lutte contre le nucléaire. Il ne s'agit pas d'éluider les contradictions, dont nous ne faisons pas table rase au motif d'un « *mécanisme de division atavique [qui] nous dédouan[er]ait certes de toute responsabilité, mais nous condamn[er]ait à perpétuer les causes de notre faiblesse.* » (*Appel au camp de Valognes*). Les contradictions ont la vie dure et leur refoulement sous la tente de l'uni-

té ne nous empêchera jamais de considérer comme nuisance l'activité lobbyste d'un Greenpeace ou comme confusionniste celle d'une association complice de l'industrie nucléaire comme l'ACRO. Il est tout aussi faux et vain d'écrire, comme les uns, que le nucléaire est à « *l'amorce de sa fin* » (« *Panique chez les nucléocrates* ») sans envisager toute l'infrastructure sur laquelle il s'appuie et qui, elle, n'est pas véritablement mise à mal, que de prétendre, comme les autres, que le nucléaire continue comme avant, sans tenir compte des raisons pour lesquelles certains États ont décidé de mettre un bémol. Oublions les indignés du nucléaire qui, eux, se contenteront d'un capitalisme sans nucléaire, sans même se demander si c'est possible. Les *Notes sur Valognes et ses suites* se sont fait l'écho de différentes positions extérieures au collectif qui se fondaient sur la confusion entre l'action de Valognes et la stratégie formulée par les « *appellistes* ». Pourtant, à l'intérieur du collectif, « *les approximations de la tribune de Libération sur la prétendue agonie finale de la mafia nucléaire* » (*Valognes et après...*, par Un de ceux de Valognes), étaient sources de dissensions.

La perturbation de Fukushima

Quel autre monde une arme de guerre, arrachée à la connaissance, devenue moteur industriel mondial pouvait-elle promettre sinon celui d'une survie réduite aux contraintes sécuritaires ? L'abondance des matières radioactives utilisables militairement et la diffusion de ces technologies sont telles aujourd'hui qu'elles ne déterminent plus les choix du nucléaire civil, en dehors des pays isolés géopolitiquement, tels l'Iran ou la Corée du Nord. Personne ne peut plus nier que Fukushima, à la suite de Tchernobyl, peut entraîner un problème majeur pour le développement mondial de l'industrie nucléaire civile, car une telle catastrophe est aussi un démenti total des prétentions affichées précédemment par les nucléocrates. Du seul fait de son existence, la catastrophe de Fukushima contraint la caste nucléariste à poursuivre un travail de Sisyphe de « *reconquête de l'opinion* ». Alors que cette caste est durablement engagée dans la poursuite de l'exploitation de l'énergie nucléaire, comme en France, où elle persiste avec une arrogance extrême à vouloir développer le nu-

* Au contraire : « *Il serait, bien entendu, ridicule, aujourd'hui, d'espérer un « avenir sans nucléaire » comme certains écologistes le mendient de l'État. Le nucléaire est malheureusement là, et pour longtemps. Mais le pseudoréalisme qui se fonde sur cette constatation pour admettre que le nucléaire continue à coloniser la planète est un raisonnement suicidaire* », écrivait, en 1987, le Comité Irradiés de tous les pays, unissons-nous, dans sa *Plateforme*.



cléaire civil – quitte même à se servir de la catastrophe de Fukushima comme argument commercial –, elle peut aussi faire le dos rond et faire des promesses, comme en Italie ou en Allemagne. Les pays émergents ne peuvent pas *tous* être pareillement ni aveuglement pronucléaires. Certains basaient leur production d'électricité sur des projets colossaux de développement de la filière nucléaire.

Ainsi, l'Inde a pratiquement suspendu l'ensemble de son programme, dont la mise en chantier de 4 EPR, sous la pression des populations, après avoir prévu de multiplier par 14 son potentiel en vingt-cinq ans. Dans un autre sens, la Chine possède 14 réacteurs, en prévoit 25 nouveaux, dont 2 EPR, d'ici 2020. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils peuvent sans contradictions sacrifier leur population. Ainsi les autorités du district de Wangjiang s'opposent-elles à celles, voisines, de Pengze où se construit un nouveau réacteur, un AP1000, dernier-né de la technologie américaine, sur une faille sismique en activité. Comme partout, un journal, en l'occurrence *Xinjing Bao*, promeut la transparence. Aux États-Unis, l'administration Obama veut relancer l'implantation de centrales. Pour la première fois depuis 1978, la construction de deux nouveaux réacteurs, en Georgie, a obtenu l'agrément de la NRC (Nuclear Regulatory Commission), l'instance fédérale. Quelles que soient les décisions de l'après-Fukushima, personne n'ignore plus désormais que l'humanité tant qu'elle existera, devra se protéger de la radioactivité artificielle que cette société a diffusée partout en connaissance de cause.

L'utopie EPR

Nous avons décrit dans *Du mensonge radioactif et de ses préposés* quelques aspects de la « reconquête de l'opinion » que la catastrophe de Tchernobyl avait alors rendu nécessaire pour les nucléaristes français. Aujourd'hui, les mêmes ont conçu le thème de la « renaissance du nucléaire ». Avec



Eric Besson, ministre de l'industrie, rassuré à Fukushima

Fukushima, forts de cette expérience de gestion de catastrophe globale, les communicants du pouvoir nucléariste, c'est-à-dire aussi ceux de l'État français, ont *tout de suite* attaqué en traitant d'« infâmes » les écolos qui se seraient



servis du malheur des Japonais et, dans la foulée, ils ont essayé de placer l'EPR comme remède à tous ces maux. Ils ont fait de ces morts un argument sécuritaire. L'arrogance de cette mafia se lit parfaitement dans l'histoire de la conception de l'EPR et dans son usage : le programme nucléaire français avait été fondé sur la filière à neutrons rapides, « le réacteur du futur ». Après la construction de Superphénix – le roi Soleil – et du centre de La Hague, la filière a dû être abandonnée, échec industriel monumental. Les 58 réacteurs en service construits sur la licence Westinghouse en l'attente du développement de la filière française ont finalement servi à produire le plutonium que La Hague recycle sous forme de MOX, alimentant lui-même les réacteurs qui ne sont pas adaptés à ce combustible. L'EPR est la quintessence du savoir-faire français : il peut consommer du MOX et il a intégré les nouvelles règles de sécurité définies depuis Tchernobyl. Il peut même supporter la chute d'un avion de ligne, enfin il devrait... (bien que cela ait été contredit par un document d'EDF de 2003 classé secret d'État). Mais ce type de réacteurs implique tellement d'exigences qu'il en devient inconstructible, sinon à prix prohibitif. D'ailleurs, sur les quelques dizaines de réacteurs dont la construction est prévue dans le monde, il n'y a que 4 EPR. Les deux premiers – Olkiluoto 3 en Finlande, vendu à perte, et Flamanville – ont vu, pour l'heure, leur temps de construction et leur prix doubler, et ils sont encore loin d'être achevés. Le cas des deux de Taishan, en Chine, semble faire exception, mais on sait bien que, si la Chine n'est pas en voie de désindustrialisation, elle peut bien ignorer ses autorités de sûreté. Pendant ce temps, les Coréens et les Canadiens obtiennent des contrats pour la construction de futurs réacteurs : ils sont moins chers, souvent de plus faible puissance et leur construction demande moins de temps..

Le colosse aux pieds d'argile n'a pas de porte-monnaie

L'appareil de production des énergies n'a pas à être rentable *immédiatement* puisque l'énergie anime l'ensemble des industries. Le raisonnement économique dans le nucléaire doit donc être envisagé comme l'expression politique de choix étatiques. La rentabilité n'est pas primordiale pour ses gestionnaires mêmes. Les profits se réalisent bien en aval des investissements proprement énergétiques.

Économiquement, l'État avance mais le capital gère quand ça roule, c'est-à-dire hors prise en compte de « *caractéristiques propres (risques, règles de sûreté et de sécurité, lien avec les questions de défense...)* » que précisait le rapport

Roussely, ex-président d'EDF et sans contradiction vice-président du Credit Suisse, en 2010. Socialement, surtout en cas d'incident ou d'accident, l'État gère (par exemple, au Japon où Tepco va être nationalisée), le capital fuit et les humains se démerdent avec ce qui leur reste de santé et d'environnement.

Le gestionnaire Roussely sait également de quoi il parle quand il écrit : « *Le nucléaire est en effet probablement la seule activité économique dont l'avenir est largement déterminé par l'opinion publique. L'acceptation par le public et les acteurs institutionnels est une condition majeure pour le développement du civil nucléaire.* » La gestion à laquelle ils se livrent n'est pas seulement économique et sociale, elle est aussi celle des consciences, la police de la pensée.

Les coûts du nucléaire sont incommensurables puisqu'il s'agit du seul investissement qui aura été lancé pour l'éternité. La Cour de comptes s'est pourtant essayée à présenter un chiffrage du coût de la filière nucléaire française. Selon elle, les caisses seraient vides et, de plus, il est trop tard pour opérer le renouvellement du parc de centrales. Le choix de prolonger la durée de vie des centrales françaises (ainsi que dans la plupart des pays disposant déjà d'un parc) a donc déjà été fait. Initialement prévues pour être renouvelées au bout de quarante ans, les centrales pourront continuer leur fonctionnement pour atteindre cinquante ou soixante ans (il n'y a aucune limite réglementaire). Il faudra donc payer les rénovations (moins coûteuses que le remplacement) qu'un autre rapport, celui de l'ASN, juge nécessaire. Les deux rapports précisent les données et les contraintes d'un problème que les acteurs du nucléaire ne manqueront pas de contourner.

L'inimaginable au pouvoir

« il faut accepter de se préparer à des situations complètement unimaginables parce que ce qui nous menace le plus, ce n'est pas un accident "standard" [...] Si un accident se produit, le moins invraisemblable est que ce soit un accident absolument extraordinaire, lié par exemple à des effets

dominos avec d'autres installations voisines, des aléas naturels ou des actes de malveillance » (dépêche AFP du 6 mai 2011), disait Jacques Repussard, directeur général de l'IRSN. Ce qu'ils n'avaient pas daigné imaginer auparavant devient, lors d'une réunion du Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle (Codirpa), la base de leur analyse. Repussard fait porter la cause sur les circonstances. Mais ce ne fut pas le tsunami qui fut radioactif. Bon an mal an, on s'aperçoit, au travers de leur avancée forcenée, que le seul avenir qu'ils nous proposent véritablement est la survie en milieu contaminé, comme on peut le voir autour de Tchernobyl et au Japon. Un monde dans lequel il devient normal qu'un pédiatre japonais, Shintaro Kikushi, soit assailli par le dilemme des parents hésitant à envoyer leurs enfants jouer au jardin d'enfants : « *Du point de vue de la santé, je pense que le risque de ne pas jouer est supérieur à celui qui est lié aux radiations* » (*Asahi Shimbun*, 2 février 2012).

Le vortex de Valognes

aujourd'hui comme hier, il s'agit pour nous de saisir les possibilités de remettre publiquement en discussion l'exploitation du nucléaire. Mais n'étant pas des martyrs, nous ne nous enchaînerons pas en réseaux de citoyens. Nous n'offrirons pas le spectacle d'un enchaînement volontaire immobile reposant sur l'espoir sidérant que sa présence passive occasionnerait une prise de conscience généralisée. Nous savons trop bien comment les nucléocrates et les économistes considèrent l'humanité, ils la prennent en compte quitte à la faire disparaître. L'opération menée à Valognes ne s'est pas faite sans divergences. Leur apparition dans les discussions est un moment nécessaire pour que les individus ne voient pas leur lutte dénaturée et accaparée par toutes sortes de représentants ou d'arrivistes ■

■ mars 2012,

Association contre le nucléaire et son monde,
acnm@no-log.org



DE VALOGNES AUX THT

Retour sur le blocage de Valognes, et la lutte contre la ligne THT qui s'en est suivie

De la volonté de ne pas laisser passer Castor comme ça

L'initiative du camp de Valognes et de cette tentative de « blocage » (le terme blocage est un bien grand mot, parlons plutôt de ralentissement) de train de déchets nucléaires hautement radioactifs appelé Castor (*Cask for Storage and Transport of Radioactive material*) allant de Valognes au centre d'enfouissement allemand de Gorleben, ainsi que la constitution du collectif Stop Castor, est arrivée assez tard dans le temps. Les premières discussions, regroupant des personnes de plusieurs villes du grand ouest notamment, sont parties du principe que la lutte antinucléaire non liée à l'écologie politique et à l'impasse historique qu'elle représente puisque s'accommodant des modes de production capitaliste et des jeux d'alliances partidaires dont on connaît les résultats, devait subir un coup de fouet, passant par une appropriation collective de modes d'actions directes. Le sentiment global de démotivation de la population locale dans La Manche opposée notamment au projet de l'EPR à Flamanville et de son corollaire, les lignes THT Cotentin-Maine, parce qu'achetée à grand coup d'euros par RTE (Réseau de Transport d'Electricité, filiale d'EDF) ou épuisée par des années d'agitation sans résultats concrets, a également fait partie des constats amenant à vouloir organiser l'événement. L'idée était bien d'aller directement dans le département le plus nucléarisé de France, sans pour autant arriver en avant garde éclairée de la lutte antinucléaire, mais plutôt dans l'idée de rencontrer, échanger, faire participer...

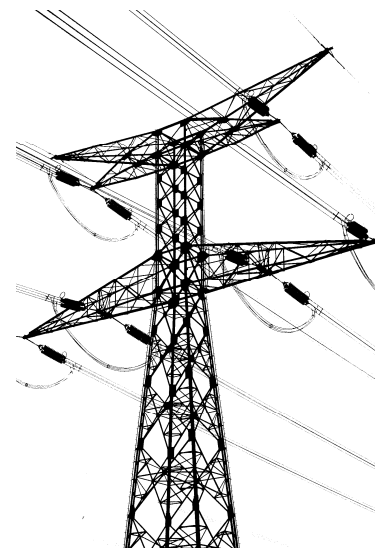
La manifestation du 15 octobre : une étape

Les débats ont ensuite vite tour-

né sur la manière la plus pertinente de s'organiser, notamment en termes d'accueil de gens venant potentiellement de loin pour participer à l'action. L'idée d'un camp près de Valognes a paru très vite pertinente, puisque permettant à plusieurs centaines voire milliers de personnes de rester plusieurs jours (notamment au cas où le train partait plus tôt que prévu ; à cette période nous avons l'information du 24 novembre), de dormir, manger, s'organiser concrètement et collectivement au même endroit, et ce même en plein mois de novembre, dans La Manche... La manifestation antinucléaire de Rennes du 15 octobre permettait de diffuser largement l'information, avec dans l'idée d'organiser un cortège à la fois anticapitaliste et pour une sortie immédiate du nucléaire le plus massif possible, suivie d'une assemblée générale. La manifestation en elle-même rassembla environ 20 000 personnes, et le cortège anticapitaliste quelques centaines. Quant à l'assemblée générale, elle fut d'une relative faiblesse, et dans le nombre - une centaine de personnes-, et dans les prises de paroles. Beaucoup se regardaient dans le blanc des yeux. Il n'empêche, le travail d'information commençait, et n'en était qu'à son début. Un péage gratuit fut organisé près de Fougères pour populariser la manifestation. Il permit de récolter près de 3000€ pour le camp de Valognes.

Une organisation compliquée mais néanmoins solide

Rapidement, des réunions d'information et de popularisation furent organisées -Paris, Rouen, Caen, Rennes, Nantes, Strasbourg, Bure, Lille etc.- Un blog, le valognesstopcastor.noblogs.org/, était créé pour diffuser l'information, ainsi qu'un mail, permettant à des organisations politiques, syndicales, ou des collectifs d'apporter leur soutien, ce qui arriva petit à petit (visibles sur le blog). Assez vite et sans grande surprise,



***Pour plus d'informations sur Greenpeace, voire dans le présent numéro l'article - Greenpeace où la dépossession des luttes écologistes— et la brochure du même nom en cours d'élaboration**

Greenpeace et le Crilan (Comité de Réflexion et d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire), non opposés au retour des déchets nucléaires, se sont dissociés du projet. Lorsque Greenpeace et ses militant-e-s professionnelles du spectacle ne sont pas à l'initiative d'une action, leur refus d'y participer est de toute façon une évidence (machine médiatique oblige)*. Au sein du collectif naissant *stop castor*, peu de désaccords apparents, même si les différentes tendances politiques s'affirmeront au fur et à mesure, en réussissant malgré tout à s'organiser en commun. Parallèlement à ces réunions, des équipes faisaient du repérage indispensable pour la connaissance du terrain et la stratégie, et également pour trouver un champ où le camp pourrait se tenir, tout en étant ni trop proche ni trop loin de Valognes et des voies. Plusieurs options se dessinèrent pour le champ : ce fut finalement celui d'Yvetot Bocage.

Accélérons un peu, et passons à la phase « mise en place du camp ». Le montage du camp nécessitait évidemment des infrastructures permettant de se couvrir, pour les réunions, pour manger et discuter au sec. La présence de dômes paraissait indispensable, tout comme celle de cantines (végan) pouvant faire de la bouffe pour plusieurs centaines voire milliers de personnes. Monta ainsi de plusieurs coins de la France à Valognes toute la logistique nécessaire à ce camp. Et ce même dans l'urgence ! Car évidemment, Areva et l'État, sentant l'affaire commençant à prendre forme, décidèrent trois jours avant le début officiel du camp, le 22 novembre, d'avancer le départ du train de 24h, nous signifiant ainsi que la pression montait de leur côté, et voulant évidemment tenter de mettre des bâtons dans les roues à l'organisation du camp et de l'action. Cet avancement de départ de train est *a priori* rarissime dans l'histoire des transports de déchets nucléaires, car nécessitant des modifications importantes dans les prévisions de la SNCF et des départs d'autres trains, de marchandises ou de personnes. Mais peut importe, tout un système de communication se mit en marche, et tous les groupes et individu-e-s furent d'une réactivité exem-

plaire. Le lieu exact du champ fut officialisé dès le lundi 21 au matin sur le blog ou via un numéro *infoline* spécial, et le camp fut monté le jour même, avec toutes les infrastructures s'étant engagées à être là. L'appel au blocage du train fut lui aussi avancé de 24h, le mercredi 23 à 10h00 à Lieu-Saint, juste à côté de Valognes (et non loin des voies de chemin de fer).

Le camp, l'organisation, le politique

La première journée du camp fut donc liée à l'organisation même du camp. Nous passerons ici les détails. La deuxième journée correspondait plus à une phase à la fois informative et organisationnelle sur le plan stratégique. Des équipes partirent dans Valognes (centre-ville, lycée etc.) afin de rencontrer et discuter avec les habitant-e-s, leur expliquant où se trouvait le camp et les invitant à l'assemblée générale du soir, leur donnant le maximum d'informations sur la dangerosité des transports de déchets et du nucléaire, du secret et de la militarisation qu'il y a derrière, du faux semblant écologique qu'EDF et l'État lui donne à grand coup de médias, de la dépossession des populations, de la conception et de la consommation de l'énergie que cela implique, des expropriations de terres et d'habitats systématique et à grand coup de matraques et d'euros imposées aux populations locales etc. Bref, pourquoi une sortie immédiate du nucléaire est indispensable et vitale sur le plan humain. Sur le camp même, les médias affluent, et restent limités à l'entrée (décision d'assemblée générale), ne pouvant filmer, prendre en photo ou enregistrer que ceux et celles qui le veulent bien. Beaucoup de médias locaux, et un certain nombre de médias nationaux. Nous le savons : l'événement sera suivi. Des réunions ont lieu toute la journée : réunion de la *legal team* en vue de prévenir d'éventuelles arrestations et de pouvoir organiser le plus vite possible la solidarité ; réunion assez large sur les comportements divers et variés à avoir en action, en présence policière massive et/ou violente, en garde-à-vue etc. avec croisement de points de vue et expériences ; réunion de la *medic team* chargée des soins dans le camp, et surtout le jour J ; réunion autour de la stratégie finale à avoir pour aller sur les voies, tout en considérant les différentes envies et possibilités des personnes présentes en fonction de l'âge, des passifs avec la jus-

tice, des peurs de la violence policière etc. ; une projection/débat sur l'histoire des luttes antinucléaires allemandes ; et pour finir, le soir, afin de permettre aux personnes qui taffent de venir, l'assemblée générale ouverte devant discuter des perspectives de lutte.

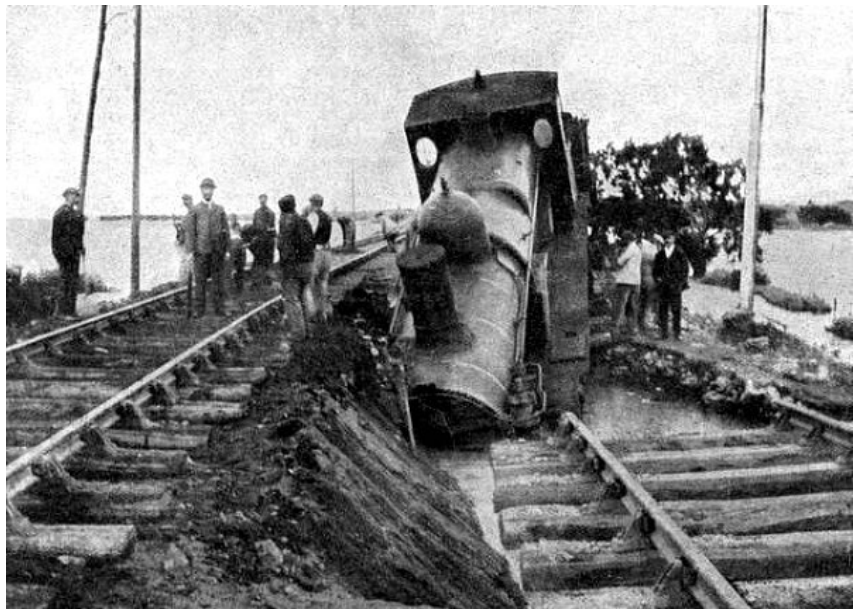
Dans l'ensemble, cette assemblée générale sera quelque peu décevante, notamment sur le plan du nombre limité des prises de paroles, et sur la tonalité même du fond, comme de celle de l'ensemble de ce camp, très tournée sur l'action du lendemain et moins sur un fond politique. Par exemple, aucune table de presse ne verra le jour, quasiment aucuns textes ne tourneront pendant ce camp. De plus, peu de décisions en lien avec des perspectives seront prises. Néanmoins, cette assemblée générale aura eu quelques points positifs. Le nombre d'abord : au moins 300-400 personnes. Les personnes qui la constituaient ensuite : quelques locaux, des scissionnistes du réseau Sortir du nucléaire (qui soutenait officiellement le camp mais qui n'a pas brillé par sa présence massive -notons tout de même son aide financière de 2000 euros...) refusant son autoritarisme et sa bureaucratisation verdissante, des anti-nucléaires de Bure opposé-e-s au futur centre d'enfouissement de déchets nucléaires, des squatteur-euse-s de la ZAD refusant la construction d'un aéroport international à Notre Dame des Landes près de Nantes, des opposants italiens de « No TAV » qui luttent avec conviction contre le chantier de construction du train à grande vitesse devant relier Lyon et Turin par la montagne etc. Politiquement, tout se tient : c'est bien la multinationale Vinci qui construit l'EPR de Flamanville, le projet d'aéroport de Notre dames des Landes, le TAV franco-italien... C'est bien contre le capitalisme et ses relents productivistes qu'il faut lutter, et qui mérite qu'on lui mette le plus de bâtons possibles dans les roues. Autre point positif : la décision de ne pas partir sans se redonner un rendez-vous. La tenue d'une assemblée générale après le camp et l'action, a priori à Coutances afin de rester dans la région et permettre aux locaux d'y participer (sans doute le plus important...), est actée.

La date n'est pas fixée mais sera mise sur le blog.

Autre discussion en début et fin de l'assemblée générale : il est fort probable qu'Areva et la SNCF décident de faire partir le train dès 6h du matin le lendemain, et non à 14h comme prévu. Des guetteur-euse-s au terminal de Valognes affirment que le train est prêt à partir, que la totalité des camions venant de la Hague avec les déchets ont acheminé ces derniers. Manque juste la centaine de CRS dans le train. Nous décidons alors en AG de mettre en place un système de veille dans la nuit, quitte à partir en urgence n'importe quand : on ne nous aura pas comme ça ! L'heure de départ du camp est avancé à 7h00 du matin, afin que l'on soit sûr d'arriver à l'heure au rassemblement prévu à Lieu-Saint à 11h et retrouver les extérieurs au camp.

L'action, entre stratégie et violence policière

Mercredi 23 novembre, 4h30 du matin, dans



la joie et la fraîcheur humide, branlebas de combat ! Les CRS arriveraient au train. Tout le monde debout, tartines, cafés. 5h00-5h30, départ en pleine nuit et brouillard vers Lieu-Saint, à travers route, chemins, et champs. Environ 500-600 personnes au bas mot. Très vite, des gendarmes mobiles nous barrent la route, et ce qui était prévu comme trajet est jeté aux oubliettes. Dès 6h00, nous approchons des voies. Dès 6h00, les grenades lacrymogènes fusent et se mélangent au brouillard, tout comme les bombes assourdissantes. Dès 6h00, les flics tapent. Et quand ils n'ont plus de lacrymos, les chiens de garde nous balancent des cailloux du ballast, alors que pour la plupart nous sommes sans protections, à part contre les gaz lacrymos (foulards, lunettes de plongées, jus de citron, maaloX ou sérum physiologique), et à part quelques boucliers et banderoles renforcées. Très vite, la stratégie se met en place. Un groupe principal crée un point de fixation avec les flics, et un autre se déplace vers le sud pour aller sur les voies, à travers routes ou à travers champs. Vers 8h00, un groupe de

***On sait aujourd'hui ce qu'ont pris les inculpé-s.** Pour le « vol de bouteille » et « refus de dons d'ADN » : 300 euros d'amendes et un mois de prison avec sursis. Pour le « détention de substances incendiaires » et « intrusion sur les voies » : relaxe, fautes de preuves. Pour le « port d'armes de catégories 6 » pour deux personnes : un mois de prisons avec sursis. Pour « l'intrusion sur les voies » : relaxe. Pour le journaliste ayant été pris avec une bombe lacrymogène : un mois avec sursis.

* Sources : site www.stop-tht.org, et article de *Courant Alternatif* n°219 d'avril 2012.

150-200 personnes trouve les voies sans flics, et y montent pour une première salve. La technique principale utilisée fut le déballastage (enlever les cailloux de sous les voies afin de les soulever et empêcher le train de passer au risque d'un déraillement). 20 minutes plus tard, les gendarmes mobiles arrivent. Affrontements nombreux, violence policière forte, la *medic team* a du boulot. Puis plus tard, vers 10h00, deuxième percée sur les voies, cette fois-ci pour 30 minutes, du déballastage et un transformateur électrique cramé. C'est principalement grâce à cette intrusion sur les voies que l'action a marché. Après, à aucun moment nous n'avons pu y retourner, quelque soit la stratégie. Le brouillard se dissipait, l'hélicoptère nous suivait à la trace et les renforts de CRS absents très tôt le matin se mettaient en place. Sur le temps du midi, les groupes se sont retrouvés pour discuter et savoir quoi faire. Certain-e-s étaient fatigué-e-s et décidèrent de rentrer au camp, d'autres de continuer. A part des affrontements et une continuité de la perturbation, pas grand-chose (excepté un malencontreux camion de ravitaillement de CRS chargé en boisson croisée, pillé et brulé)... Mais le résultat était là : le train avait plusieurs heures de retard, les médias parlaient assez largement de l'action, et le clin d'œil politique aux antinucléaires allemands qui attendaient de pied ferme le train Castor était fait.

Le soir même et tout le lendemain, comptage des blessé-e-s, des arrestations, et démontage, avec quelques pressions policières à l'appui (comme de nombreux contrôles sur le parking). Au résultat, 19 personnes furent interpellées. 6 passeront en procès*.

L'après Valognes

L'assemblée générale prévue pendant le camp eut bien lieu à Coutances, le 14 janvier, regroupant environ 100-150 personnes, principalement des gens de La Manche et un certain nombre d'autres ayant participé au camp. Trois points furent particulièrement abordés : le bilan du camp et de l'action de masse, un point anti-répression et sur les procès

à venir, et bien sûr les perspectives, notamment au niveau de la lutte à mener contre la construction des lignes à Très Haute Tension (THT) dans La Manche et en Mayenne. Pour ce qui est du camp et de l'action en elle-même, les avis et retours furent plutôt bons, ce qui était prévu ayant relativement bien fonctionné. Pour ce qui est des procès à venir, fin janvier et début février au tribunal de Cherbourg, rassemblements, caisse de solidarité et soutien juridique furent organisés. Le principal débat de l'assemblée générale fut donc celui autour des perspectives de lutte locale. L'angle d'attaque le plus pertinent, immédiat, et en soutien direct à la difficile résistance de la population de La Manche a très rapidement fait l'unanimité : les lignes THT.

Une petite contextualisation paraît nécessaire*. La nouvelle ligne THT est censée traverser 64 communes, du Cotentin (EPR de Flamanville) au Maine. Le chantier comprend 414 pylônes sur 165 kilomètres. Le commanditaire est l'Etat, le « maître d'œuvre » une filiale privée d'EDF, RTE (Réseau de Transport d'électricité), qui mobilise 40 entreprises avec des filiales de Bouygues, Vinci ou encore Eiffage, pour un budget prévu à 350 millions d'euros. Les conséquences de la THT sur l'être humain et les animaux d'élevages sont connues notamment grâce aux études menées par le Criirem (Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques) : état dépressif, vertige, nausées, problèmes cutanés, maux de tête, pertes de mémoires, leucémies infantiles, etc. pour l'être humain ; et mammites à répétition, mortalité des veaux à 30%, etc. pour les animaux d'élevages. A l'annonce de la construction de la ligne il y a six ans, 45 des 64 communes concernées par le passage de la ligne ont affirmé leur opposition, notamment par des actions en justice, des arrêtés municipaux etc. L'Etat et RTE tentent minutieusement et systématiquement de casser ces formes de mobilisations. L'Etat via ses tribunaux et ses arrêtés préfectoraux. RTE en payant les communes, avec un budget spécifique de 20 millions d'euros à dispatcher au prorata du nombre de pylônes par communes, et en rachetant les maisons à moins de 100 mètres de la future ligne. Sur les 45 communes mobilisées à l'époque, il n'en reste aujourd'hui plus que quatre. Le silence s'achète, mais

pas pour tout le monde !

C'est de ce constat et de cette situation, et de la dynamique créée suite à Valognes, que l'assemblée générale de Coutances du 14 janvier a décidé, de manière horizontale, d'enrayer le chantier de la THT, en prônant l'action directe collective et en lien avec les populations locales. D'autant qu'à l'heure de l'assemblée, le chantier était entamé depuis un mois... La présence du maire du Chefresne, commune concernée par le passage de la ligne, a permis d'avancer dans l'organisation de la résistance. En effet ce maire, visiblement bien décidé à ne rien lâcher, a proposé à l'assemblée générale de fournir des lieux et des espaces de discussions et de résistances, au cœur même de la construction de la ligne. Logistiquement, il proposa de prêter à la résistance un château d'eau non utilisé. Pour les débats et les assemblées générales décisionnelles, la salle municipale. Et pour l'action, il proposa l'occupation d'une partie de son bois qui doit être détruite -qu'il soit d'accord ou non- par RTE. L'assemblée générale de Coutances prit donc un certain nombre de décisions : organiser la lutte anti-THT à partir de cette commune et des infrastructures proposées par le maire, avec un rendez-vous hebdomadaire (chaque dimanche à midi) au château d'eau ; organiser des actions publiques à répétition de déboulonnages ou d'occupations de chantier ; prévoir un nouveau camp dans les mois à venir, afin de tenter une nouvelle action de masse, en écho avec celle de Valognes.

Sabotons la ligne THT !

Depuis lors, quatre nouvelles assemblées générales ont eu lieu, mais cette fois-ci au Chefresne. Et les positions revendicatives et politiques se sont affinées. Cette lutte s'inscrit dans un cadre plus large de lutte pour l'arrêt immédiat du nucléaire et contre l'aménagement forcé du territoire au mépris des populations locales. Un appel de l'assemblée du Chefresne a été écrit, appelant « *chacun à participer* [à l'action directe] *avec les moyens qu'il jugera bon pour nuire matériellement à l'avancée du chantier* », et mettant en lien cette mobilisation avec celle des opposant-e-s à l'aéroport de Notre Dame des Landes, à la centrale à gaz du Finistère, à la ligne à grande vitesse Lyon-Turin dans le Val de Suze, ou encore à la ligne Paris-Cherbourg. L'assemblée souhaite également « *la réappropriation de cette lutte par la population afin qu'elle y participe activement, et souhaite travailler contre toutes les formes de résignation* ». Plusieurs actions publiques de déboulonnages et occupations de chantier ont été organisées dans La Manche et en Mayenne, avec à chaque fois une présence assez (et de plus en plus) importante de

gendarmes, tentant d'enrayer ou d'empêcher l'effectivité des actions. Le 11 mars notamment, « anniversaire de Fukushima », pendant que le réseau Sortir du Nucléaire organisait une piteuse et inutile chaîne humaine dans le sud de la France, plusieurs pylônes étaient déboulonnés et des barres tordues. En parallèle, des machines de chantier se retrouvent régulièrement en panne. Des pylônes perdent ici ou là un certain nombre de boulons. Des panneaux de signalisation de chantiers disparaissent. Une tentative d'occupation de maison rachetée par RTE a été faite (mais la présence massive de gendarmes l'a empêchée)...



Tout est bon pour saboter la ligne THT !! Le bois du Chefresne appartenant au maire est quant à lui en permanence occupé. Des infrastructures ont été construites à plusieurs mètres de hauteur dans les arbres, accessibles via un système de cordes. L'idée ici est de nuire le plus longtemps possible à la destruction du bois, nécessaire pour la construction de la ligne. Un système de roulement est organisé afin que ce ne soit pas toujours les mêmes qui dorment dans les arbres... A la date où l'article est écrit, l'occupation du bois tient toujours. La répression s'intensifie (déjà plu-

sieurs convocations de militant-e-s à des gendarmeries, et un procès à venir pour déboulonnage - le 19 juin au tribunal correctionnel de Coutances-), mais elle ne nous fera pas plier !!

La prochaine étape de la résistance à la ligne THT correspond à celle du **week-end de résistance, du 22 au 24 juin**, organisé via l'assemblée générale du Chefresne, avec en prévision ateliers pratiques, discussions, animations, et bien sûr actions contre la ligne THT. Ce week-end se déroula au Chefresne.

Ni résignation, ni compromis, sabotons le chantier de la THT !!

Le nucléaire, c'est le capitalisme !!

Sortie immédiate !!

• Mai 2012,
Seb-Caen.

Bref retour sur la journée du 6 mai à Notre Dame de Cenilly (Manche)



Sans logement fixe depuis un certain temps, nous avons investi une maison du lieu dit l'Aubressière le 28 avril. Très discret-e-s jusqu'à ce fameux dimanche, nous projetions d'inviter les copains autour d'une bonne bouffe le midi, de bavardages l'aprem' et d'un concert le soir (à prix libre pour trouver des sousous pour le camp).

En théorie tout du moins. Mais avant d'exposer nos ressentis par rapport à cette journée, il nous a semblé important de revenir sur le pourquoi du comment. Cette maison conjugait plusieurs de nos besoins : vivre, se loger et faire chier (RTE, ...); elle fait effectivement partie de la petite centaine de propriétés que RTE s'accapare, le prix du silence pour méfaire. Engagé-e-s dans la lutte contre le projet de la ligne THT Contentin-Maine depuis quelques mois, nous tentons de regagner les espaces qu'ils s'appliquent à aménager, saccager, supprimer au mépris de tou-te-s. Nous voulions insuffler à cet espace rendu morbide et mortifère (« parce que 400 000V, ça fait mal à la gueule!!! »), toutes les idées et toute la folie qui nous animent. Couture, forge, jardinage, musique, batterie collective, mécanique, ... autant de mots pour expérimenter une certaine idée de l'autonomie, du collectif. Ce choix d'emmerder RTE en habitant une de ses maisons s'inscrit bien dans la durée. Nous insistons sur le fait que cette occupation, révélée au grand jour dimanche dernier comptait pour nous.

La nécessité de se loger ne doit pas se faire oublier sous le coup de la journée - qui a plus ressemblé à une journée d'occupation habituelle des sites de RTE. Se loger dans de bonnes conditions apparaît difficile aujourd'hui au vue des coups/coûts de l'immobilier. En effet, pendant que certains spéculent* et tirent le maximum de profits, d'autres galèrent à se loger. Ainsi squatter une maison vide est pour nous le moyen de revendiquer le droit à un logement tout en refusant la politique immobilière. Ce n'est pas, bien sûr, cette seule politique

immobilière que l'on gerbe mais aussi, dans le cas présent, la politique énergétique, centralisée, surproductive et à but lucratif privé que RTE, EDF, AREVA...cherchent à imposer à tou-te-s avec le soutien sans concession de l'État et ses sbires.

Pour revenir sur la journée :

notre action soulève le problème de la communication entre nous et tou-te-s. Il ne paraissait pas souhaitable qu'elle soit autant rendue publique par le biais des mailing listes (que les gendarmes peuvent consulter). Nous comptions plus sur le bouche à oreille pour faire viendre les gens. Il est probable que c'est ce type de communication qui a ramené la bleusaille piètre à la comprenette. Ils se sont quand même fait balader ces guignols. Grotesque épisode, un chouïa comique. Ils n'avaient pas compris, avant que les copains arrivent à la maison, que l'objectif n'était, pour une fois, pas les pylônes.

L'expulsion, elle, a eu un autre ton : *sans maison, tu resteras sans maison*. Le rapport de force, trop inégal, n'était pas tenable. Nous sommes sorti-e-s de nous-mêmes, sous la menace de l'astreinte et de l'usage de la force. Installé-e-s le 28 avril, expulsables depuis le 23 avril par le biais d'une ordonnance protégeant les intérêts et les propriétés (a priori) de RTE. L'huissier nous l'a notifiée dans le brouhaha provoqué par l'hélicoptère et n'a pas jugé bon de la rendre audible ni de nous la donner en main propre. « Rien à foutre » dit Chef-flic à ses côtés. Quid donc du contenu de l'ordonnance...

Auraient-ils appris des déboires de VINCible avec l'occupation de Notre Dame des Landes contre le projet d'aéroport (autre chantier mégalo-maniaque et tout sauf utile)?

Ne les laissons pas aménager tout à leurs fins! Parce qu'on est relou-e-s, on reviendra !!!

* Que ce soit les propriétaires, les agents immobiliers ou encore l'État, qui en aménageant le territoire d'une certaine façon (LGV, aéroport, THT, j'en passe et d'encore plus mûres) jouent sur le prix, la qualité, l'environnement.

L'assemblée du Chefresne



Depuis sept ans, des dizaines de milliers de personnes (de la Manche, de la Mayenne, de l'Ille et Vilaine et du Calvados) vivent avec l'épée de Damoclès d'une ligne Très Haute Tension programmée pour être installée de Raids (50) à Beaulieu (53).

Depuis décembre les chantiers de pylônes ont démarré et avec eux la violence d'état et de RTE (signatures forcées, travaux de destruction engagés légalement ou pas, etc...). Face à cette situation, nombre d'individus ont décidé que l'heure était à l'action directe pour tenter d'enrayer ce « rouleau compresseur » et appellent chacun à y participer avec les moyens qu'il jugera bon pour nuire matériellement à l'avancée du chantier. Si nous sommes contraints à ces pratiques c'est que l'opposition populaire à ce projet n'a, depuis que le projet est connu, rencontré uniquement que mépris et arrogance de la part de l'état et de RTE. Chacun aura compris qu'il n'y avait rien à attendre de ces institutions. C'est seulement en s'organisant par nous-mêmes avec nos moyens que nous pourrions freiner la toute puissance de l'état. Les habitants du Val Susa en Italie, qui luttent contre la construction de la ligne TGV Lyon-Turin, l'ont compris depuis longtemps. Ils arrivent pour l'heure à freiner sérieusement la destruction de leur vallée.

Depuis le 14 janvier 2012 et la réunion publique de Coutances, qui faisait suite à l'action de perturbation du convoi de déchets radioactifs de Valognes, une assemblée s'est constituée autour du village du Chefresne (50), terre de résistance depuis des années à ce projet de ligne THT. Cette assemblée, composée autant d'habitants proches du projet que d'individus en lutte contre toutes les politiques de gestion de nos vies par l'aménagement des territoires, assume entièrement l'héritage de l'action de Valognes, autant sur les pratiques de luttes, les formes d'organisation que sur le sens politique de ces luttes.

L'actualité nous montre avec bonheur que personne n'a attendu la constitution de cette assemblée pour agir sur le terrain. Déjà quelques pylônes déboulonnés, des engins en panne, des piquets de signalisation des chantiers systématiquement enlevés... Si les chantiers avancent bien trop rapidement, chacun peut constater que la panoplie des actions de nuisances reste ouverte et que les effets ne sont pas négligeables. L'état et RTE savent désormais que leur arrogance n'a d'égal que notre détermination.

Si l'assemblée du Chefresne entre aujourd'hui en résistance ce n'est pas seulement contre les dégâts sur la santé que RTE reconnaît implicitement en rachetant les maisons à moins de 100 m de son réseau THT. Ce réseau THT est intimement lié à la production nucléaire et assumé comme telle par EDF justifiant cette ligne THT par l'EPR en construction. C'est donc également une résistance à l'industrie nucléaire que nous poursuivons aujourd'hui. Mais ces lignes THT et la centralisation de la production électrique dont elles sont la résultante ont également une autre signification. Avec la multiplication de ces projets en France et en Europe, nous savons aujourd'hui que l'état et l'industrie ont décidé de faire de l'électricité un marché spéculatif international se donnant les moyens d'un réseau international de distribution pour vendre l'électricité de l'EPR au Maroc, en Angleterre ou ailleurs. On est bien loin du souci affiché par EDF de sécuriser la distribution en France et notamment dans l'Ouest. C'est donc aussi contre la démesure productiviste et le règne de l'économie que nous rentrons en résistance.

Si ce qui se vit aujourd'hui du côté de la Manche et de la Mayenne trouve écho chez les opposants à l'aéroport de Notre Dame des Landes, à la centrale à gaz du Finistère, à la ligne TGV Paris- Cherbourg, c'est que nous partageons le sentiment d'une même dépossession face à la gestion de masse dont participent ces projets d'aménagement des territoires.

Ce que nous a appris l'action de Valognes de fin novembre c'est que lorsque de la détermination se double d'une organisation collective horizontale (autrefois nommée démocratie directe), ce que nous récoltons n'est pas seulement de la confiance et de la force, c'est aussi le sentiment profond de reprendre nos affaires en main. Quelle meilleure réponse aux expropriateurs de nos vies et aux aménageurs de notre survie ?

La présente assemblée se veut être un soutien (plus que nécessaire) pour les habitants et habitantes qui se trouveraient démunies face au travail de destruction qu'effectue RTE contre ce qui a été, pour elles et eux, des lieux dans lesquels il et elles ont toujours vécu et/ou travaillé. L'assemblée souhaite accompagner leur colère et les prémunir de tout acte de désespoir qui pourrait s'ajouter à leur sentiment d'impuissance, et souhaite également effectuer un travail d'information de la population contre la propagande produite par RTE quant à l'avancée, soi-disant sans « incidents », des travaux. L'assemblée souhaite la réappropriation de cette lutte par la population afin qu'elle y participe activement, et souhaite travailler contre toutes les formes de résignation.

Afin que les habitants et habitantes ne se sentent pas dépossédé-e-s de la lutte, ils et elles seront informé-e-s, par le biais des affichages, des prochaines dates auxquelles se réunira l'assemblée. Le collectif se veut ouvert à toutes les initiatives et à toutes les personnes souhaitant s'informer ou participer à cette lutte. L'assemblée refuse toutes formes de récupération politique. Toutes les initiatives ne devront, en conséquence, afficher aucune appartenance politique ou syndicale. L'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur « violence », tant qu'elles n'atteignent pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes. Qu'elles soient produites par les habitants de la région ou les personnes venant de l'extérieur, les actions seront assumées également. Le Collectif veut éviter les rivalités, peu constructives, entre des locaux et des non locaux ■

NI RESIGNATION, NI COMPROMIS, SABOTONS LE CHANTIER DE LA THT

• L'assemblée du Chefresne, le 4 mars 2012

CAPITAL ENERGIE : la haute tension

Traduit de l'espagnol
par le Collectif Anarchiste de Traduction
et de Scannérisation (CATS)

Dans un monde entièrement mercantile, on pourrait définir l'énergie comme la capacité dont dispose un milieu pour réaliser un travail économiquement rentable. Le secteur de l'énergie avoisine seulement les 2,5% du PIB espagnol, pourtant, son importance dépasse ce petit pourcentage, puisque de cette énergie, et plus concrètement de son abondance à un prix réduit, dépendent toutes branches de l'activité économique. La rareté de ressources énergétiques a condamné le capitalisme national [espagnol] à une situation de déficit et de dépendance à l'extérieur. Ainsi en 2003, le pays vend plus d'énergie qu'il n'en achète, c'est-à-dire qu'il produit plus qu'il ne consomme et par conséquent peut en exporter au Portugal ou au Maroc. En 2008, sa part « d'auto-alimentation » (part de sa production qu'il garde pour lui) est de 21,6%. Ainsi la société espagnole reste très vulnérable aux balbutiements du marché mondial des combustibles. Ici, plus qu'autre part, le transport de l'énergie est un élément stratégique de développement de premier ordre. Ce n'est donc pas étrange que Red Electrica Española (Réseau Electrique Espagnol), fondée en 1985, fut la première entreprise mondiale à se dédier au transport d'énergie Haute Tension. Les directives imposées du « marché commun européen » ouvrirent ainsi aux banques la porte de l'ancien monopole étatique du pétrole, Campsa, qui devint Repsol en 1986, et générèrent la fusion du secteur gazier, qui en 1991 devient Gas Natural. Dans sa forme mercantile l'énergie est avant tout un moyen d'accumulation et de concentration du pouvoir. Son exploitation tend à former des systèmes centralisés et oligopolistiques de production qui ont besoin d'un puissant réseau international de distribution, étant donné que les centres de consommation sont de plus en plus éloignés des centrales « génératrices ». Les réseaux énergétiques se mondialisent avec le capital et les entreprises du secteur deviennent transnationales en peu de temps, comme mentionné auparavant avec Repsol, Gas Natural y Red Electrica. L'indépendance énergétique se vide de son sens dans une économie globalisée et interdépendante. Et quand la demande énergétique dépasse les limites à cause du développement accéléré des pays asiatiques, par exemple, le transport d'énergie (câblage électrique, sous-stations, gazoducs, centrales gazières, entrepôts pétroliers et oléoducs) se convertit alors en un business aussi important que la production elle-même et qui avec l'excuse du terrorisme est un facteur de militarisation. Les conséquences pour le territoire sont évidentes. Ils déterminent son aménagement en fonction des nouveaux impératifs de circulation capitaliste souvent qualifiés de « verts ». Les impacts sont multiples, et sont considérés comme positifs ou négatifs par les dirigeants selon qu'ils « créent ou non de l'emploi » et favorisent ou non l'activité économique, c'est-à-dire, selon qu'ils encouragent ou non la « durabilité » du capitalisme.

Les lignes de Haute et Très Haute Tension sont une partie fondamentale des systèmes centralisés de production d'éner-

gie. Elles servent à transporter l'électricité produite par des compagnies sur de longues distances. Cette méthode est la plus rentable mais la moins efficiente. Les lignes ont des pertes considérables ce qui génère de graves répercussions sur la santé et l'environnement que les gouvernements cachent délibérément. La domestication qu'elles imposent sont préjudiciables aux activités agricoles et défigurent les paysages. Mais les normes de protections validées par des experts internationaux ne se basent pas sur des critères sanitaires, environnementaux ou culturels, mais seulement économiques. Du point de vue du bénéficiaire, il s'agit seulement de dommages collatéraux des stratégies politico-entrepreneuriales qui proviennent de la nucléarisation et de l'éolisation. L'excédent d'énergie commercialisé provient généralement des centrales nucléaires françaises ou espagnoles et des parcs aérogénérateurs, bien qu'avec le temps il proviendra de Chine, du Cône Sud (Chili, Argentine et Uruguay) et d'Afrique du Sud. Ils consolident un modèle de société qui exige ces lignes : La haute tension alignée/calquée sur les plans hydrologiques permet par exemple le développement de résidences touristiques terriblement agressives, étendant ainsi les conurbations (ensemble urbain constitué de plusieurs noyaux urbains ou villes dont les banlieues finissent par se rejoindre (N.d.T)) côtières, mais aussi vers l'intérieur du pays, en transformant les espaces naturels et historiques en parcs thématiques, terrains de golf et centres commerciaux. En fin de compte, parier sur la Haute Tension c'est continuer de parier sur la Grande Vitesse (TGV), le tourisme et la construction. Ce n'est pas un pari intelligent, mais il n'y a apparemment pas d'autres moyens de spéculer sur le territoire, ni meilleur moyen de justifier le contrôle de la population et la suppression progressive des droits politiques. Comme a dit un directeur du syndicat patronal de Valence (la Patronal Valenciana), les lignes électriques à Haute Tension, en assurant le fonctionnement des nouveaux couloirs de l'AVE (TGV espagnol), sont « *un plus pour faire des affaires* », et « *une avancée importante pour le monde de l'entreprise* ». Nous savons que le modèle de déplacement préféré des cadres exécutifs et touristes est le TGV. L'adaptation du territoire à la vitesse des affaires a des conséquences parallèles : augmentation de la techno-surveillance et croissance du pouvoir et de la capacité de mouvement des grandes corporations. Le débat de fond réside dans le choix entre un système centralisé, qui favorise la concentration du pouvoir, le gaspillage énergétique, l'urbanisation illimitée et donc la dépendance, la destruction du territoire et l'artificialisation de l'existence ; ou en un système autonome de production distribuée basé sur de énergies propres et renouvelables de propriété coopérative ou municipale (communale, locale), qui apporte l'autonomie, protège le territoire des prédateurs [capitalistes] et libère la vie de la médiation technologique. Mais dans les conditions actuelles d'exploitation et de domination les débats sont

escamotés. Il n'y a de toute façon pas de possibilité de choix, cela fait longtemps que la décision a été enlevée de la scène publique. De fait, les parlementaires ne l'ont plus non plus : un humoriste se référerait au non sens de la politique comme « *le naufrage boursier de la cotisation des bulletins de vote* ». Il y a beaucoup en jeu : en premier les intérêts des grandes corporations électriques et de leurs partenaires financiers, et ensuite les fondements d'un modèle social et politique despotique et autoritaire qui n'a d'autre issue que de détruire le territoire et ruiner la vie du voisinage, puisque c'est d'eux dont dépend la continuité des projets. Les bénéfiques des « marchés », et par extension, le monde de la marchandise, sont trop important pour les laisser en main des partis ou des gouvernements.

La destruction générale du territoire est maintenant le stade naturel du capitalisme, et donc aussi un objectif stratégique de l'Etat. Destruction et accumulation de capital sont étroitement liées. Une société pleinement capitaliste est celle qui s'est urbanisée, c'est-à-dire, qu'elle a fait de son territoire un marché. Le marché progresse avec les infrastructures ; elles sont le facteur clé du développement urbanisant et donc de la destruction. Mais la destruction occasionne de la résistance. S'impose une planification avec l'objectif de gérer les imperfections et déséquilibres provoqués par l'empreinte destructrice du développement et, dans un même mouvement, désactiver la velléité contestataire : c'est ce que signifie l'aménagement du territoire. Une loi de 2004 établie des directives et des critères d'aménagement qui doivent être concrétisés dans les plans régionaux d'expansion urbaine et d'instrumentalisation paysagère. Le territoire doit être compartimenté avec les nouveaux accords des nouvelles fonctions qu'il joue : évacuation des résidus urbains, production d'énergie, relocalisation des activités polluantes, support des infrastructures, agriculture industrielle, résidence secondaire, temps libre et tourisme... Une fois vidé des paysans et des convenances compartimentées il se convertit en un actif économique, c'est-à-dire, une source de bénéfice. Les habitants ont été expropriés, privés de leurs droits, à moins qu'ils ne mettent le costume d'investisseur ou d'écologiste subventionné. Ils n'ont pas de capacité de décision sur leurs habitats, sur leur environnement s'ils ne font pas partie du monde des affaires. Les nouvelles dispositions et normes régularisent le marché (l'aménagement du territoire et son organisation sécuritaire et mercantile) avec l'objectif de faciliter une exploitation contrôlée, c'est-à-dire, qui ne soit pas plus « sauvage » que ce qui est permis. Ce type d'exploitation est labellisé « développement durable ». C'est quelque chose d'indiscutable puisque décidé de manière unilatérale. La résistance est donc illégale.. On peut présenter des allégations aux projets, mais pas contester les projets en soi. La Haute Tension, le TGV, les tunnels, les centrales éoliennes ou les déviations routières ne sont pas questionnables. Et il n'y a pas de « démocratie participative » ou de municipalité qui vaille quelque chose. De tels outils servent en réalité le pouvoir établi, mais celui-ci ne les utilise qu'en cas d'extrême nécessité, quand la révolte est imparable, s'étant formé un intérêt général qui mobilise une majorité opposé à la domination. Le parlementarisme libéral et ses dérives politiques territoriales ne sont pas compatibles avec les domaines « des marchés », c'est-à-dire avec l'empire mondial du capital financier. Les experts et cadre exécutifs des grandes corporations ne sont pas démocrates, ils ont besoin d'États autoritaires qui, à travers des régimes d'exception dissimulés contrôlent et disciplinent le territoire, population incluse. Il ne s'agit plus de consentir, mais, comme pendant les vieilles dictatures, il s'a-

git d'obéir ; par conséquent ce n'est plus l'heure de la politique mais de la police. Les États ne sont plus que des courroies de transmission de décisions extérieures incontrôlées, puisque ce ne sont ni eux ni les pouvoirs régionaux qui ont le dernier mot. Et cela l'est encore moins pour les partis politiques et les maires, qui ne représentent même pas le visage du peuple souverain dans la galerie de la fiction. Toute la souveraineté réside en un obscur lattis (ouvrage fait avec des lattes) réticulaire accouplé au monde comme un cancer et qui possède tout le pouvoir que peut lui donner l'économie séparée. Cette force absolue et omniprésente, sans forme ni portrait, qui renverse les gouvernements, altère les constitutions et confisque les bénéfices économiques des classes domestiqués: ce sont « les marchés ». L'énergie est une de leurs valeurs à la hausse.

Les alternatives réelles ne sont pas possibles depuis le système et les modifications (tracés souterrains) sont autant préjudiciables. Il ne faut pas non plus demander de moratoire ou de changements ponctuels, mais aller directement au but et exiger d'arrêter les travaux. Sur le territoire se joue le devenir de la société ; la défense contre les agressions qui lui pleuvent dessus définit la lutte sociale d'aujourd'hui. La disproportion des forces entre agresseurs et victimes est évidente, par ce que les batailles se perdront fréquemment. Mais si les résistants comptent avec suffisamment d'intelligence ils pourront se servir de l'irrationalité de leur adversaire et de leurs multiples contradictions pour peser dans la balance. Au final, la victoire appartient, comme toujours, aux astucieux. Il sera certainement nécessaire de donner un autre tour d'écrou à la crise pour que la défense du territoire et la désertion des conurbations apparaissent implicites au cœur de la question sociale. La fin du pétrole et le changement climatique altéreront la scène des conflits provoquant un état d'urgence énergétique. Dans un monde d'énergie chaque fois plus chère, les grandes villes motorisées ne seront plus viables. Une forme aberrante d'occuper le territoire arrivera à sa fin. Ce dernier se rendra indépendant des conurbations et lèvera des barrières contre l'asphalte. Alors, le comment vivre dans un régime non capitaliste sera une question éminemment pratique. Nous savons que la liberté dépend de la disparition de l'Etat, du démantèlement de la production industrielle, de l'abolition du travail salarié, de la réappropriation des connaissances anciennes et d'un retour à l'agriculture traditionnelle, ou dit de manière plus brute, d'un processus radical de dé-mondialisation, dé-financiarisation, dé-étatisation et de dé-mercantilisation. Le sujet capable de mettre en avant cette immense tâche peut être celui qui, forgée dans la défense du territoire et dans l'anti-développement, sache transformer la décomposition urbaine en impulsion rurale, et réussir la reconstruction territoriale libre pour réanimer la défunte agora citoyenne ■

Miguel Amorós

Discussion à l'Athénée La Station, Albaida,

le 28 décembre 2011

GREENPEACE,

ou la dépossession des luttes écologistes

Histoire, fonctionnement interne et positionnement politique avant, pendant et après Valognes

Greenpeace est une association internationale bien connue qui milite pour la défense de l'environnement. Parfois encensée, parfois dénigrée, on parle rarement de sa forme organisationnelle, de ses choix stratégiques, de ses positions et pratiques dans les luttes écologistes. Pourtant, l'image mythifiée et intouchable de cette organisation en prendrait un sacré coup... Et c'est bien parce qu'il y a eu prise de position par celle-ci au moment de l'action antinucléaire de Valognes qu'il devient urgent que celles et ceux qui luttent se positionnent eux aussi. En connaissance de causes.

Breve histoire de Greenpeace : et pourquoi pas en faire une entreprise ?

Greenpeace est née en 1971, lorsqu'un groupe de hippies s'interpose en zodiac au large de Vancouver pour empêcher les essais nucléaires américains. L'action directe est un échec, mais la mobilisation qui suit va contraindre les Etats-Unis à renoncer aux essais dans cette zone. La forte couverture médiatique de cette action s'explique par le fait qu'un nombre important de membres du groupe sont eux-mêmes journalistes, ou proches des médias. Rapidement, le groupe se structure et adopte l'action directe non-violente associée à une intense médiatisation pour relayer leur message écologiste. Quant à la stratégie médiatique de Greenpeace, elle découle donc de son histoire.

Les années 1970 et 1980 sont, de l'aveu de militants de cette époque, assez « *bordéliques* ». D'autres campagnes sont menées, notamment contre les baleiniers et les chasseurs de phoques. L'ancien entrepreneur Mac Taggart, qui a rejoint Greenpeace lors de la campagne de 1972 contre les essais nucléaires français à Mururoa, fonde alors la branche internationale de Greenpeace et prend la présidence en 1979. Certains membres historiques de Greenpeace qualifieront cette prise de pouvoir de « putsch » - les conditions de création des bureaux internationaux et le procès sur la propriété du nom « Greenpeace » montrent en tout cas une absence de cohésion à ce moment. Il semble qu'un conflit entre valeurs initiales et devenir de Greenpeace se soit joué ici. L'association commence par la suite à se structurer et à se développer.

Très vite, **le groupe au fonctionnement informel et dont la préoccupation principale est l'action militante va se transformer en appareil associatif**. Comme le dit Sylvain Lefevre dans « Greenpeace, des hippies au lobby » (Ecorev n°21, 2000, page 81), la structure internationale est très pyramidale (ressources à reverser à Greenpeace internationale, choix des campagnes à mener etc.), une forte professionnalisation tant des dirigeants que des « activistes » (formations spécifiques) se met progressivement en place, l'apparition de *lobbyistes* salariés modifient sensiblement les perspectives et les objectifs de Greenpeace, et enfin le management investit l'organisation (importance du

pôle communication-collecte de fonds, profils des dirigeants, importation de techniques issues du monde de l'entreprise, notamment pour la collecte de fonds). Cette structuration va provoquer des scissions au sein des fondateurs (*Sea Sheperd Society* par exemple). Dès lors, son influence réelle sur le mouvement écologiste mondial sera à mettre en parallèle avec une défiance pour certains du fait de certaines dérives organisationnelles et politiques.

1985 est une année charnière pour Greenpeace. Le *Rainbow Warrior*, bateau de l'association, est coulé par les services secrets français, tuant un photographe. Cela aura des effets inattendus : le budget global des bureaux nationaux passe de 2 millions d'euros à 40 millions, par une nette augmentation des dons, mais aussi par les dommages et intérêts payés par l'Etat français, comme le souligne Sylvain Lefevre dans sa thèse *Mobiliser les gens, mobiliser l'argent : les ONG au prisme du modèle entrepreneurial* (2008, pages 241-242). En 1990, le budget atteint 200 millions d'euros. Greenpeace est donc dans une période de forte expansion, à l'exception du bureau français qui est fermé pendant plusieurs années (de 1985 à 1988), licenciements à l'appui. Un désaccord entre l'équipe française et Greenpeace International semble être à l'origine de cette décision, en plus de la situation particulière des relations avec les autorités françaises. Dès 1984, les activistes historiques de Greenpeace France, Katia Kanas et Jacky Bonnemains en tête, sont contestés en interne, notamment pour être trop axés sur le nucléaire. Derrière, il y a le spectre d'une infiltration par les services secrets. Quoiqu'il en soit, les deux fondateurs entameront une grève de la faim pour protester contre leur licenciement, et auraient été chassés du local de Greenpeace dans lequel ils tenaient position par la violence (sic), selon le journaliste Bannelier (*L'évènement du jeudi*, 7/13 septembre 1995). Par la suite, l'association s'endette, entre en conflit avec Greenpeace International, et finit par être dissoute.

De nouvelles pratiques s'élaborent ou s'intensifient à Greenpeace dans ces années. Un bureau spécialisé dans le lobbying est par exemple créé à Bruxelles, où siègent les députés européens, en 1989. Un nouveau directeur est nommé à la tête de Greenpeace International en 1995, qui oriente explicitement l'organisation vers le management et tourne la page du militantisme « bricolé » historique. Ce directeur, Thilo Bode, est issu du monde de l'entreprise, et plus précisément de l'électricité et de la sidérurgie. Il a surtout développé Greenpeace Allemagne entre

1989 et 1995, en en faisant le bureau national le plus puissant et le premier financeur de l'administration internationale, et de loin.

A partir de ce moment-là, des collaborations avec des entreprises pour commercialiser des produits estampillés « écologiques » vont se mettre en place. L'expertise et le lobbying deviennent les activités les plus routinières de l'association, laissant l'action directe quelque peu de côté. La professionnalisation s'accroît, augmentant significativement le nombre de permanents et diminuant l'influence des bénévoles. Cette professionnalisation ira jusqu'à développer des formations à des bénévoles choisis pour devenir « activistes » et mener les actions médiatisées. L'organisation se centralise d'autant plus, notamment sur les relations avec les médias. Thilo Bode est favorable à l'« écomanagement », et souhaite restreindre le lieu de prise de décisions pour éviter les altérations.

En 1997, tous les bureaux nationaux doivent devenir indépendants financièrement, et sont donc poussés à faire usage de la collecte de fonds dans les rues. En France, l'instabilité financière et les difficultés pour relancer le bureau suite à la fermeture après l'affaire *Rainbow Warrior* confortent le choix de la collecte dans les rues.

A partir des années 2000, Greenpeace a de nouveau réorienté son action, vers davantage de lobbying et d'expertise, associant l'action directe à des logiques de concertations. Historiquement rétive à toute collaboration, elle a de nouveau transformé son projet, ce qui ne se passe pas sans critiques internes. Nous voyons donc que Greenpeace a connu une histoire mouvementée, qui s'oriente clairement vers une stratégie de plus en plus organisationnelle qui importe des pratiques managériales du monde des entreprises.

L'horizontalité ? Pas mon truc...

Greenpeace est ce qu'on appelle une Organisation Non-Gouvernementale, c'est-à-dire une organisation à but non-lucratif et indépendante qui intervient dans le champ international. Mais c'est surtout un **appareil associatif** de par sa taille et son fonctionnement. En 2010, l'organisation compte 2,9 millions d'adhérents et emploie 1 200 salariés, pour un budget global de 200 millions d'euros. Ses recettes proviennent des dons de ses adhérents et de fondations. Greenpeace International emploie à Amsterdam environ deux-cents personnes. Elle est financée par les bureaux nationaux. Greenpeace International est l'organisation centrale qui décide de l'ouverture – et de la fermeture – des bureaux, arbitre le choix des campagnes, coordonne les actions internationales et dispose de la logistique lourde (bateaux, hélicoptère etc.). Le système de vote favorise les bureaux nationaux les plus riches. Chaque bureau national est représenté par un délégué dans une assemblée constituante.

Greenpeace France est une association loi de 1901 créée pour la première fois en 1977. Elle compte 65 salariés, 140 000 adhérents-donateurs, pour un budget de douze millions d'euros en 2010. Les dons sont de 90E/an en moyenne. 82% se font par prélèvement automatique. Les dons sont en partie collectés directement dans la rue, et Greenpeace a été la première à faire ceci en France. Un projet de don par Internet serait en cours.

Une assemblée statutaire annuelle (au minimum) regroupe quinze membres élus par les adhérents et quinze membres nommés par l'assemblée sortante, ce qui favorise le non-renouvellement des fonctions décisionnelles. Cette assemblée restreinte vote le budget et désigne le Conseil d'Ad-

ministration pour trois ans. Le Conseil d'Administration est lui-même réduit, puisqu'il est composé de six membres – ce qui est peu pour une association de 140 000 adhérents. Nous sommes donc explicitement dans un fonctionnement centralisé qui vise la stabilité, ce qui veut dire aussi qu'il favorise la stratification et la bureaucratisation.

Greenpeace France est surtout dirigé par un Directeur général, l'assemblée statutaire étant avant tout une « chambre d'enregistrement ». Quant au directeur, il est clairement au cœur des processus décisionnels, et dirige les permanents dont les bureaux sont à Paris. Les dépenses administratives étaient de l'ordre de 10% du budget en 2010. Le recrutement du directeur est comparable à celui d'une entreprise classique, avec la mise en place d'un profil et d'un appel public. En 2011, les termes d'« efficacité » et de « communication » sont en bonne place dans le profil, il est exigé la poursuite des « efforts de professionnalisation », tandis que des expériences « de management » et « de leadership » sont demandées.

Pascal Husting a été directeur entre 2005 et 2011. Il est issu du monde de la finance. Selon ses propres mots : « Rien ne me prédisposait à entrer dans ce milieu-là, si ce n'est l'envie de gagner de l'argent. [...] Rien ne me prédisposait à entrer chez Greenpeace qui m'apparaissait comme un mouvement de sympathiques défenseurs de baleines » (*Le Nouvel économiste*, mars 2011). Il est ensuite coopté pour devenir le directeur de la collecte de fonds à Greenpeace Luxembourg, avant de devenir directeur de Greenpeace France. On retrouve là la porosité entre entreprises privées et associations qui semble se généraliser.

En-dessous de l'administration centrale de Greenpeace France, on trouve les groupes locaux de bénévoles. Leur rôle est avant tout de répercuter les campagnes nationales ou internationales à l'échelon local, à travers des actions de sensibilisation, de diffusion d'informations, de participation à des manifestations etc. Ces groupes sont en 2008 au nombre de vingt-huit, comptant en moyenne une quinzaine de bénévoles. Ils sont créés en parallèle de la mise en place de collectes de fonds de rue, dans les années 1990, ce qui correspond à une nouvelle phase de Greenpeace France et plus largement de Greenpeace International.

Ces groupes locaux ont un statut juridique qui ne leur confère pas d'autonomie. Leur création relève du Conseil d'Administration national, sur proposition du directeur. Le coordinateur du groupe est désigné par le bureau national, avec un mouvement sur le poste très faible. **Le groupe local n'est pas une entité juridique propre ; il est donc sous tutelle de l'administration nationale, elle-même dépendante de Greenpeace International.** Les prérogatives sont limitées : informations, relais des campagnes nationales, activités thématiques spécifiques qui entrent dans le cadre du mandat de Greenpeace et après accord du directeur national. Nous sommes clairement dans un fonctionnement pyramidal, bureaucratique et stratifié. D'ailleurs, l'organisation non démocratique est revendiquée par les dirigeants associatifs. Pascal Husting le confirme dans une interview : « nous sommes une organisation qui assume un fonctionnement pyramidal, avec un management et un comité directeur » (*Le nouvel économiste*, 08/12/2010). Déjà Bruno Rebelle, ancien directeur, se félicitait du temps de réaction très court de Greenpeace suite au naufrage du pétrolier Erika en 1999, alors que les autres grandes associations environnementalistes devaient attendre le prochain conseil d'administration. De fait, la décision de réagir, et sur les modalités de réaction, avait été prise une demi-heure après le naufrage, par lui seul...

De plus, les groupes locaux sont dépendants financièrement des bureaux nationaux, et ce pour chaque action envisagée. Il n'existe aucun fond de roulement. Le contrôle du national sur le local se joue aussi via les formations de bénévoles. Chaque activiste est choisi par le coordinateur pour faire partie du cercle restreint, entouré de mystère, des activistes. Ceux-ci sont formés pour que chaque action entre dans les « standards » de l'association, de même que le comportement de chaque activiste doit être conforme pendant l'action.

Pour autant, les groupes locaux sont valorisés par la communication de Greenpeace (International et France). Cette valorisation peut apparaître à certains égards comme un rachat symbolique de la domination d'une administration centrale de salariés et administrateurs, elle-même sous autorité d'une administration internationale, sur les bénévoles.



Cette domination de la structure sur les bénévoles révèle un paradoxe : si le bénévole est valorisé, il se retrouve en même temps dans des « situations dominées institutionnellement ». Et pour cause : on pourrait se demander pourquoi maintenir des bénévoles dans une organisation managériale, largement professionnalisée et pyramidale... Mais il y a là un enjeu stratégique, qui est de maintenir l'image d'une association proche des gens, ancrée sur le territoire et imbriquée dans les luttes sociales.

Finalement, Greenpeace est comme une pyramide, avec à son sommet l'administration d'Amsterdam (Greenpeace International), puis les bureaux nationaux (ici, Greenpeace France). L'administration nationale est dirigée par un Conseil d'Administration restreint élu par une assemblée statutaire elle-même très réduite. À côté, le directeur dirige les permanents, qui sont au cœur du fonctionnement de l'association. Cette administration nationale domine les groupes locaux de bénévoles et les activistes – ces derniers sont cependant les symboles de Greenpeace. Au dernier échelon, nous trouvons les donateurs-adhérents, qui refilent juste l'argent.

Il faut cependant ajouter les travailleurs intermittents de la collecte de fonds. Si celle-ci n'est pas externalisée formellement, et dépend d'un service spécialisé, les collecteurs sont bien des travailleurs précaires qui ne sont pas membres de Greenpeace. La recherche d'argent est comme mise à l'extérieur, à côté, évacuée de l'association aux activités « nobles ».

La professionnalisation, c'est mon dada...

On assiste à une logique de professionnalisation forte au sein de Greenpeace, avec un recrutement classique. C'est une logique qui n'a cessé de croître. Et si le nombre de permanents s'est stabilisé depuis le début des années 2000 (65 en 2010), la professionnalisation se situe désormais dans les façons de recruter et de « manager », et se déplace vers les bénévoles. Pascal Husting est très clair sur le sujet : « L'objectif peut se résumer ainsi : au lieu d'être des militants

exerçant une profession dans le monde associatif, devenons des professionnels qui continuent à militer. Nous sommes donc sortis de la logique voulant qu'un salarié de Greenpeace soit recruté de manière prioritaire parmi les militants. Ce qui a bien sûr engendré des tensions énormes en interne. Sur les 45 salariés présents au moment de mon arrivée, 25 ont quitté Greenpeace. Certains sont partis parce qu'ils n'arrivaient plus à suivre cette logique de professionnalisation,

d'autres ont été licenciés mais de manière motivée et aucun recours devant le conseil des prud'hommes n'a été gagné » (Le nouvel économiste, 08/12/2010).

Nous voyons clairement que cette logique de professionnalisation accompagne le fonctionnement pyramidal et très hiérarchisé. La professionnalisation se décide en haut lieu, et semble assez implacable. Des salariés militants sont donc licenciés. Il n'est pas évident de trouver des différences avec ce qui peut se passer dans le secteur des entre-

prises privées.

Quant aux personnes recrutées chez Greenpeace, elles le sont davantage pour leurs compétences que pour leur engagement. Le profil de recrutement est celui d'une entreprise classique.

La professionnalisation est telle à Greenpeace que la division du travail opère même dans l'activisme : des formations poussées, des actions portées par des spécialistes parfois salariés plutôt que par des bénévoles, choix minutieux des bénévoles par les coordinateurs des groupes locaux qui font remonter les noms jusqu'à la direction, nette séparation entre bénévoles et activistes. « Nos activistes, déclare Pascal Husting [...] sont formés aux actions de confrontation non-violente, ce qui demande une discipline et une psychologie bien spécifiques [...] Pour ceux devant franchir des édifices divers comme des bateaux, que nous appelons les "grimpeurs", des stages de formation réguliers sont organisés. Ceci diffuse certes une image un peu paramilitaire, mais pour maintenir de la non-violence dans l'action, la détermination, la motivation et une discipline sans faille sont indispensables ». Les activistes sont choisis parmi les bénévoles les plus engagés, suivent des formations et entrent dans un monde à part et secret, détaché des groupes locaux. Si le secret est nécessaire à ce type d'action, pour éviter le contrôle des policiers, la manière dont fonctionne ce détachement particulier que sont les activistes dépossède encore plus les bénévoles et les adhérents-donateurs de ce qui est, finalement, leur association – d'autant plus qu'ils n'ont pas le droit de faire eux-mêmes des actions au nom de Greenpeace.

Cette professionnalisation implique une soumission des bénévoles aux permanents, et renforce la hiérarchisation de l'association.

Outre le fait que la professionnalisation entraîne des rapports de subordination classiques entre employeurs et employés – à ceci près que le syndicalisme est très faible, voire inexistant, dans le milieu associatif – nous sommes ici dans un retournement des principes de l'association. En effet, les salariés sont censés être au service de l'association, qui est avant tout définie par ses bénévoles. Or, à Greenpeace, ce

sont bien les permanents qui fixent le projet et les objectifs de l'association. Par ailleurs, les termes utilisés ne sont pas neutres : « valeur ajoutée », qui confirme l'orientation managériale, ou « chaîne de commandement », qui renforce l'aspect paramilitaire, avec la hiérarchie qui l'accompagne.

Le capitalisme, c'est pas si mal que ça... Et le management, c'est plutôt chouette !

La collecte de fonds est un enjeu majeur pour Greenpeace, qui refuse toute subvention. L'organisation s'autofinance via les donateurs-adhérents. En 2004, la collecte dans les rues représentait plus de 25% du budget cumulé des bureaux nationaux. Il s'agit donc d'un enjeu stratégique majeur, mais qui tend à favoriser des dérives managériales et marchandes. Le programme « Direct Dialogue », créé en 1997 en France, est délégué à des collecteurs formés et rémunérés qui ne font pour la plupart pas partie de l'association. Cependant, contrairement à d'autres associations, Greenpeace ne délègue pas à des agences extérieures cette activité. Ce qui a aussi un coût : 35% du budget 2010 était alloué à la recherche de fonds, dont 13% au programme « Direct Dialogue ».

Un tiers de l'argent récolté sert à récolter de l'argent.

La collecte dans les rues a été mise en place en France pour la première fois par Greenpeace. Il ne s'agit pas seulement de collecter des fonds, mais surtout de recruter de nouveaux adhérents : le donateur devient membre à part entière de Greenpeace - bien qu'on n'attende rien d'autre de lui que sa contribution financière. Le programme a été un succès rapide : entre 1998 et 2008, il rapportait chaque année 13 000 nouveaux adhérents en moyenne. Il ciblait principalement les jeunes, jusque là peu sollicités.

Le début du programme « Direct Dialogue » est largement issu du marketing des entreprises. Un script est à apprendre par coeur. Le fait que ce soit « pour la bonne cause » justifie, pour les responsables de Greenpeace, le « marketing direct pur » et le fait d'« acheter » des adhérents. La philosophie est à peu près que « tous les moyens sont bons, tant que la cause est juste. Utilitarisme, quand tu nous tiens...

En 2001, le programme, jugé trop marketing par les collecteurs et chefs d'équipe, ainsi que par les bénévoles et activistes, se transforme. De nouveaux responsables, participants et critiques de l'ancien programme, sont mis en place. Les nouveaux objectifs se situent davantage dans la qualité de la rencontre. Symbole de ce changement, le script n'est plus imposé, mais écrit par chacun des collecteurs pour lui-même. Mais évidemment, c'est aussi parce que cette personnalisation est jugée plus productive qu'elle se met en place.

Le recrutement est classique, basé sur la répartition dans des jeux de rôle. Les collecteurs sont recrutés pour un à deux mois, bien qu'ils puissent décider de postuler plus longtemps et sur d'autres lieux et moments de collecte. La formation, commence par un clip trépidant sur les actions spectaculaires de Greenpeace, signifiant aux futurs collecteurs l'entrée dans l'association. L'accent est mis sur l'identification aux activistes de l'association, tandis que l'humour et la confession sont sans cesse mobilisés par le formateur. Le message passé est aussi celui du professionnalisme exigé : rémunération légèrement au-dessus du salaire minimum, possibilités d'être rembauchés - voire de faire « carrière » et de devenir chef d'équipe (tiens, comme chez McDo).

Les collecteurs sont rémunérés sur une base fixe, à laquelle s'ajoutent parfois des primes selon les résultats. La journée du collecteur commence par un débriefing du chef

d'équipe, qui fixe les objectifs de rendement, et se termine par un débriefing où la production de chacun est rendue publique. Un quota minimum en termes de résultats est souvent fixé. Nous sommes bien, du début à la fin, dans le cadre de techniques managériales issues du monde de l'entreprise. Là aussi, le management est de rigueur, comme la précarité pour ces salariés.

Cette reproduction de techniques managériales et commerciales dans l'association heurte cependant un grand nombre de militants, qui associent les combats écologistes à une critique du capitalisme. Par ailleurs, l'attachement associatif est dévalué en acte de consommation fugace : c'est cela l'adhérent-donateur. Les bénévoles historiques se trouvent d'ailleurs ébranlés par ce nouveau mode d'adhésion. De plus, les collecteurs ne sont pas membres de Greenpeace, et parlent pourtant en son nom. Ce mode de financement n'est pas sans provoquer des clivages au sein de Greenpeace, entre les activistes d'une part, et les administrateurs et salariés, notamment du service collecte et communication, d'autre part. C'est aussi le cas entre les bénévoles et les collecteurs ou les adhérents-donateurs. C'est aussi une ligne de fracture entre les vétérans qui ont embrassé une carrière militante et de nouveaux venus aux profils plus spécialisés et moins militants : diplômés d'écoles de commerce, anciens travailleurs d'agences de publicité et de marketing etc. Or, le service collecte et communication prenant de l'ampleur, ce type de profil est de plus en plus fréquent chez Greenpeace.

Il est certain que bien des gens issus de l'économie classique et qui rejoignent après les associations développent un discours critique sur leur ancien métier. Mais est-ce toujours le cas ? Est-ce que nous ne sommes pas dans des réseaux cohérents ?

En tout cas, cette porosité entre entreprises et associations explique en partie les tendances bureaucratiques, hiérarchisées et marchandes. **L'importation de pratiques utilitaristes et le renforcement des logiques organisationnelles relèvent donc d'une stratégie de l'association, portée par des directeurs et administrateurs issus du monde de l'entreprise.**

L'efficacité à tout prix, ou l'idéologie utilitariste à Greenpeace

Selon Lefevre, les réunions des groupes locaux sont rythmés « par des questions organisationnelles » : comptabilité, logistique, partenariats, actions dans le cadre de Greenpeace France ou International (2008, page 396). Les groupes locaux sont bien réduits à l'état d'instrument. Pour Sylvain Lefevre, les groupes locaux sont « régis par les normes de l'efficacité, de la productivité et de la rigueur procédurale, de la technicisation des enjeux et de la dépolitisation des interactions. [...] En revisitant ce classique (l'engagement bénévole mis au rythme managérial), les ONG tentent de faire « coup double » : d'une part, profiter de la légitimité d'un ressourcement démocratique par la mise en scène de leur ancrage « sur le terrain » et atténuer le stigmate du « protest business » en mettant l'accent sur le registre traditionnel du bénévolat de proximité, d'autre part utiliser la productivité de ces collectifs dévoués et compétents dans la division du travail militant où la quête de soutiens est une des clés d'une mobilisation réussie » (2008, page 473). Nous sommes clairement dans des calculs stratégiques et utilitaristes qui supplantent les principes de base et les velléités de lutte horizontale et populaire.

Greenpeace fonctionne comme une entreprise. D'ail-



leurs, **ce qui pourrait être considéré comme un élément majeur du fait associatif, l'engagement bénévole, est instrumentalisé par l'administration des permanents et utilisé comme ressources symboliques de légitimité.** Evidemment, nous ne sommes pas dans une démarche entrepreneuriale classique, à savoir dégager du profit, mais dans une démarche similaire orientée vers la défense de l'environnement – finalité qu'il serait possible de considérer comme en partie inverse du monde de l'entreprise. Mais il y a bien un fonctionnement managérial interne, avec une division du travail poussée et une instrumentalisation de ce qui est nommé « ressources humaines ». Par ailleurs, c'est un capital symbolique que cherche à capitaliser Greenpeace, à savoir « l'opinion publique ». **Proche d'une entreprise classique, elle cherche à obtenir des gains de légitimité dans un champ concurrentiel,** et vise en finalité le monopole, ou en tout cas le *leadership*. Cette concurrence, explicite au niveau de la collecte de fonds, se situe aussi dans des choix stratégiques et manières de faire. Greenpeace se tient généralement en dehors des luttes sociales plurielles, préférant mener des actions médiatiques en son nom – ce qui n'empêche pas l'investissement de membres de Greenpeace à l'extérieur. Mais l'organisation reste en général à l'écart des mouvements sociaux, pourtant proches de ses militants, comme si elle avait intégré l'aspect concurrentiel du « marché de l'opinion publique » *. L'urgence qu'ils ressentent face aux dégradations irréversibles que subit l'environnement renforce bien souvent la primauté qu'ils donnent à l'action sur la discussion.

Pour autant, il existe du conflit interne au sein de l'organisation. Certains militants, notamment ceux avec de multiples appartenances associatives (une bonne partie des militants sont clairement inscrits dans des démarches politiques à l'extérieur, souvent proches de l'altermondialisme, de la décroissance et de l'extrême-gauche), critiquent en interne le fonctionnement managérial ou les choix stratégiques. Certains groupes tentent parfois de s'autonomiser quelque peu et de se créer des marges de manœuvre. Surtout, tout semble se passer comme si l'obéissance en interne était compensée par l'acceptation tacite de l'infidélité. Nombre de militants s'impliquent par ailleurs dans du syndicalisme, des luttes sociales particulières, d'autres associations etc. Il existe un en dehors de certains membres. Toutefois, nous avons eu vent de certaines personnes poussées vers la sortie pour leurs positions et engagements qui ne correspondaient pas à la ligne de l'association... De la même manière, dans un docu-

ment interne, le siège de Greenpeace France met en garde les salariés et les responsables de groupes locaux qui rejoindraient, même en leur nom, une mobilisation antinucléaire contre un transport de déchets nucléaires vers l'Allemagne. En effet, Greenpeace refusait de rejoindre la mobilisation antinucléaire à Valognes en novembre 2011 pour de multiples raisons : à la fois pour des raisons politiques, Greenpeace estimant que les déchets doivent retourner au pays d'origine, mais aussi par refus de rejoindre une action jugée « *avant tout organisée par la mouvance anarchiste et libertaire* » (la violence étant immédiatement associée à cette « mouvance »). Pourtant, afin de profiter du fait que « *de nombreux médias seront présents* » et « *que ce transport fera l'objet de beaucoup d'attention* », des rassemblements, y compris à Valognes, seront organisés par Greenpeace la veille le long du tracé. Et si ce document interne précise la possibilité aux adhérents de l'association d'y participer, les salariés et les responsables des groupes locaux sont invités à « *suivre [la] consigne* » puisqu'ils « *engagent la responsabilité de l'organisation* ». Ce document interne montre le « cadrage » du siège national lors des luttes sociales. S'il existe du conflit, l'organisation semble essayer de « tenir » ses représentants publics.

Surtout, si ces éléments sont largement critiqués par des membres de Greenpeace (hiérarchie, management, terrain médiatique, délaissement de l'action directe pour le lobbying et l'expertise), ils estiment pour autant que seule cette organisation peut leur permettre d'atteindre certains objectifs d'action directe et de conscientisation, du fait de l'importance logistique et organisationnelle de l'association. Les activistes rapportent souvent cet état d'esprit, contradictoire avec l'engagement politique de certains en dehors de l'organisation, mais justifié au final pour les avantages d'efficacité. Une activiste rencontrée portait elle-même une critique acerbe du fonctionnement interne, qui serait « *partagée par la moitié des activistes* », selon elle. Mais il faut bien que les personnes s'y retrouvent pour que cela tienne. Et, de fait, c'est le principe d'efficacité qui est mobilisé : « *il n'y a que Greenpeace qui peut me permettre de faire des choses que je serais incapable de faire ailleurs, continue-t-elle, parce qu'il y a de la logistique, de l'argent, du monde derrière* ». Finalement, **à l'utilitarisme de Greenpeace correspond l'utilitarisme des militants ; à l'instrumentalisation par l'organisation correspond l'instrumentalisation par les acteurs.** Il y a une intériorisation du discours et des pratiques

* **Fabrice Nicolino** donne un exemple d'instrumentalisation des autres associations écologistes par Greenpeace. Lorsque le porte-avion Clémenceau est parti vers l'Inde pour se faire désamianter, des associations écologistes se sont mobilisées pour le dénoncer. Greenpeace, qui n'a fait que suivre après coup cette affaire, se serait empressé de s'adjuger la victoire lorsque le Clémenceau a du faire demi-tour et rentrer en France. Pour Nicolino, ce communiqué et la médiatisation qui s'ensuivit était

organisationnels et utilitaristes. Le sens final de l'association, à savoir la défense de l'environnement, apparaît comme le quasi-seul marqueur de principe et politique. Mais qu'en est-il des moyens d'y parvenir ?

Greenpeace, ou le prestataire de militantisme vert

En outre, il semble que le prisme de l'efficacité vient bien occulter toute dimension politique. Au sein des groupes locaux de bénévoles, si l'action, décidée hiérarchiquement, est valorisée, au contraire le débat et l'information en interne sont mis de côté. Nous sommes bien là dans un effacement du contenu politique et de la délibération interne.

Les actions médiatisées sont un autre exemple de cette contradiction. L'aspect spectaculaire est valorisé, doit correspondre aux formats des médias, et cherche à susciter une émotion au sein de l'« opinion publique ». **L'action supprime le débat, la forme le contenu.** Là encore, le seul contenu large est celui de l'adhésion à la défense de l'environnement et à l'action directe non violente (adhésion distanciée). Les subtilités, les modalités, ce qui fait réellement sens, est mis de côté et pris en charge par quelques personnes de manière hiérarchique.

La prépondérance des logiques organisationnelles sur la dimension politique est renforcée par un autre phénomène interne. L'urgence structurelle, affirmée par un bénévole qui témoigne qu'« à Greenpeace, nous sommes toujours dans l'urgence », dans laquelle sont empêtrés les bénévoles, renforce la suprématie des logiques organisationnelles. Il faut toujours aller vite, ce qui ne permet pas de prendre le temps de débattre, de s'informer, voire de prendre position et de contester. L'urgence renforce aussi la hiérarchisation de Greenpeace. Et cela, c'est quelque chose que toute personne qui lutte ne connaît que trop bien... **La vitesse est, de manière générale, un facteur de renforcement de la bureaucratiation.**

Cette forme explicitement choisie du spectaculaire pose aussi le problème de la délégation et de la dépossession. Elle se distingue, nous l'avons dit, des actions collectives de type luttes sociales, du fait qu'elle soit menée par Greenpeace seule et par des spécialistes (les activistes). **De façon quelque peu caricaturale, nous pouvons dire que des donateurs payent des professionnels de l'action militante, action militante qui devient une prestation à laquelle on souscrit sans s'engager.** L'implication personnelle est désincarnée, déléguée à des organisations et personnes définies comme spécialistes. Ce qui veut aussi dire que ce sont les personnes directement concernées qui se trouvent dépossédées de la protestation et de l'action collective. Le choix originel de Greenpeace de la dimension médiatique en vue de mobiliser l'« opinion publique » – catégorie élaborée par le pouvoir – est peut-être un facteur qui dès le départ a favorisé une professionnalisation et une spécialisation.

Ce problème, qui est en fait celui de l'hétéronomie – cher à l'écologie, chez un Illich par exemple –, se révèle aussi dans le choix tardif du *lobbying* et de l'expertise. Or, le *lobbying* est par essence quelque chose d'obscur, qui se passe en coulisses, et sur lequel les personnes non impliquées n'ont aucune prise – y compris au sein de l'association. Quant à l'expertise, c'est un discours de nature *technique et savant*. Cette expertise est directement à mettre en corrélation avec la professionnalisation : pas d'expertise sans professionnalisation. Mais c'est aussi une forme de délégation – dépossession : **ce qui se joue entre experts est hors-du-monde-**

commun, comme le souligne Miguel Anger dans une brochure sur la nucléarisation du monde en Nord-Cotentin (« La tentation totalisante », 2001, page 22). Pourtant, l'expertise ou la contre-expertise restent dans des discours techniques, difficilement compréhensibles pour le profane, et en tout cas éloignent les populations de l'espace politique. A ce dernier se substitue un espace technique, dans lequel ne peut pas prendre de place l'action collective. A des pratiques d'action succèdent des pratiques *spectaculaires*; et « tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation » (Debord, 1992, page 15). Là aussi se joue l'appropriation ou la dépossession des espaces de décisions et d'actions ; là aussi, et surtout ici, se joue la question de la réappropriation de nos vies. La personne est réduite au rang de spectateur d'un monde dont il n'a pas prise, hormis celui de soutenir des spécialistes à travers des sondages, ou mieux, par des dons financiers.

Greenpeace est un instrument de la dépossession

Cette analyse de l'association Greenpeace nous intéresse à la fois par ses tendances organisationnelles internes, mais aussi par la dynamique de structuration du mouvement écologiste à laquelle elle a participé et participe toujours. Au départ véritable mouvement, l'écologisme s'est peu à peu structuré via des Organisations Non Gouvernementales bureaucraties, véritables appareils associatifs, et des partis politiques ancrés dans le jeu électoral dont la temporalité est différente de celui des luttes sociales.

Dès le début, le mouvement écologiste naissant sera divisé. Alain-Claude Galtié témoigne dans le hors-série n°15 du mensuel *Courant alternatif* de l'Organisation Communiste Libertaire (« L'environnement c'est Kapital », février-mars-avril 2010, page 15), de ces conflits, notamment aux Amis de la Terre et dès 1970.

Les Amis de la Terre était une association qui en fait rassemblait à la fois des militants de terrain proches des mouvements autogestionnaires et des « notables » soucieux de l'environnement, dont Brice Lalonde de la riche famille Forbes était l'un des représentants. Il existait dès l'origine une tension entre ces deux catégories, l'une souhaitant associer l'écologie aux questions sociales et politiques, l'autre voulant faire de la dénonciation environnementaliste et se méfiant de la remise en cause du système capitaliste libéral que pouvait porter la critique écologiste. Pour autant, on peut citer ce texte des Amis de la Terre de Caen paru dans le n°229 de l'APRE/hebdo du 28 janvier 1977, cité par Galtié, qui montre l'opposition fondamentale des écologistes au capitalisme mais aussi à l'électoralisme (page 18) : « *Nous luttons contre le système économique qui consiste à capitaliser la plus-value née du travail des salariés, mais son frère jumeau, le système politique qui consiste à capitaliser les bulletins de vote et les délégations de pouvoir, n'est pas clairement démasqué [...]. La loi de la majorité avec ses apparences trompeuses de légitimité conduit à des erreurs de plus en plus graves, de plus*



en plus évidentes. Pour se vendre et pour se faire élire, il faut caresser les clients et les électeurs dans le sens du poil. »

D'ailleurs, même les premières participations d'écologistes à des élections, en 1974 aux présidentielles ou en 1978 aux régionales, se font sans appareil politique par conviction idéologique et par préférence de la forme du mouvement à celle de la structure. Mais cette dimension politique et contestataire du mouvement écologiste va rapidement être mise à mal. Les Amis de la Terre vont d'ailleurs procéder à l'éviction des plus activistes et des plus anciens militants, alors que de plus en plus d'« entristes », comme les appellent Galtié (page 17), ou encore « fossoyeurs du mouvement » (page 17), deviennent adhérents. L'association en elle-même se structure et se formalise en même temps qu'elle disparaît de plus en plus des luttes sociales populaires pour entrer dans du *lobbying*. Greenpeace, on l'a vu, va suivre à peu près le même mouvement.

Au même titre que le mouvement écologiste dans son ensemble, dont il fait partie, le mouvement antinucléaire va connaître le même processus de structuration en s'institutionnalisant : à l'origine, dans les années 1970, le mouvement est éclaté entre différentes associations et comités locaux qui se coordonnent de manière horizontale. En 1975, des manifestations rassemblent jusqu'à 25 000 personnes. Cette même année, un premier attentat important contre les premières infrastructures de la centrale de Fessenheim revendiqué par la RAF (Fraction Armée Rouge) crée des premières divisions. Cependant la lutte continue à s'amplifier (jusqu'à 100 000 manifestants à Plogoff en 1980) et de nombreux projets de réacteurs sont abandonnés. L'Etat ne cède pas, et de violents affrontements ponctuent les rassemblements antinucléaires, jusqu'à la mort d'un manifestant à Malville en 1977. Une nouvelle scission apparaît quand s'expriment chez certains la volonté de se rapprocher du jeu électoral en s'organisant en parti et de s'orienter vers le *lobbying* via des associations importantes et centralisées. C'est dans ce contexte que naît Greenpeace France en 1977, association dès l'origine liée à la lutte antinucléaire comme nous l'avons vu. Et peu à peu Greenpeace va être le prototype de l'association qui se transforme en appareil associatif, alors même qu'elle conservait au départ une certaine proximité avec la forme du mouvement et le mode d'organisation horizontale qui le caractérise. **Greenpeace et ce type d'appareils vont être à la fois les premiers à se bureaucratiser au sein de la nébuleuse écologiste et être vecteurs de bureaucratisation.**

La gauche arrive au pouvoir en 1981, portée, entre autres, par la majorité des comités locaux antinucléaires et plus largement par une bonne partie du mouvement écologiste, mais ce mouvement va rapidement devenir une force

d'opposition du fait du maintien du programme nucléaire (lutte de Chooz en 1984 par exemple). En effet, si le futur ministre de l'urbanisme Quilès promet un référendum sur le nucléaire pendant la campagne, celui-ci n'aura jamais lieu. Cependant, un certain nombre de leaders ont obtenu des places au sein des pouvoirs publics et se retrouvent intégrés à une politique que par ailleurs ils contestent au sein des comités, associations et partis (le parti des Verts est créé en 1982, huit ans après qu'un écologiste se soit présenté pour la première fois aux élections présidentielles). C'est à ce moment-là que les associations et partis les plus importants prennent le pas sur l'organisation horizontale, offensive et axée sur la lutte du mouvement antinucléaire : les Verts et Greenpeace entre autres, vont rapidement prendre une position dominante au sein du mouvement dans les années 1990. Et le mouvement antinucléaire sera de moins en moins un « mouvement ».

Greenpeace représente bien cette tendance du mouvement écologiste à se figer dans des organisations de plus en plus bureaucratisées, et de plus en plus intégrées, perdant la forme du mouvement et passant à des ONG et partis. Ces bureaucraties sont devenues accompagnatrices dans la production des normes du pouvoir. Le Grenelle de l'environnement, auquel ces associations se sont empressés de participer, est encore un signe qu'il n'y a plus grand-chose à attendre de ce genre d'organisations.

Et aujourd'hui, la partie la plus visible, médiatisée et seule interlocutrice des autorités, des mouvements écologistes et antinucléaires apparaît largement intégré. Elle s'est largement écartée des luttes populaires, du conflit et de l'action directe pour se formaliser et se dégrader en *lobbying* (ce qui pourrait faire de Greenpeace la CFDT des luttes écologistes et antinucléaires), actions médiatiques faites par des spécialistes, et par *un fétichisme organisationnel* qui fait que toute pratique de Greenpeace soulève tout de suite le doute sur ses intentions réelles : **développer l'organisation et la faire survivre à tout prix sont probablement les moteurs de l'action de l'organisation de Greenpeace** (logique pour une bureaucratie) - ce qui n'est heureusement pas le cas d'un certain nombre de militants de base, tout à fait sincères et avec lesquels des ponts restent bons à bâtir.

Les participants et participantes du camp antinucléaire de Valognes en novembre ne s'attendaient pas à tisser des liens solides avec la direction de Greenpeace. Le fait qu'elle décide d'un rassemblement la veille, dans le but assumé dans des mails internes de tirer la couverture médiatique à elle, n'était guère étonnant. Son refus de participer était attendu. En revanche, quand, par la voie de son porte-parole local Yannick Rousselet, elle se dissocie en ces termes : « une ligne blanche a été franchie » ; quand elle participe au discours puant des autorités en alimentant les fantasmes de dangereux incontrôlables (surtout pas par elle !) violents ; quand elle refuse le simple acte - minimal - de solidarité avec les inculpés de Valognes, en imposant, seule, son veto dans une coordination régionale qui souhaitait marquer sa solidarité, obligeant les autres organisations à faire chacune son communiqué ; alors là, pas de doute, on change de registre. C'est un positionnement clair, et il n'est pas amical envers celles et ceux qui veulent lutter et reprendre en main leur vie. Il ne reste plus qu'à en prendre acte. Nous n'avons définitivement plus rien à voir avec Greenpeace ■



CONFLITS SOCIAUX AU CEA

Le commissariat à l'énergie atomique est créé en France suite à la seconde guerre mondiale dans l'ambiance de compromis historique qui lie gaullistes et communistes au sein du Conseil national de la résistance (CNR) si cher à Stéphane Hessel, tête pensante de l'indignation et de l'écologisme d'Etat ou de Ginguin maître es pratique révolutionnaire des néo-maoïstes français. Dans *10000 soleils* que nous publions dans notre numéro 2 André Dréan revient sur cette période : « *En France, le pouvoir d'Etat, issu du conseil de la Résistance, comprit l'importance de doter le pays du nucléaire, en particulier de l'électronucléaire, pour qu'il puisse prendre place sur l'échiquier mondial, dominé par les Etats-Unis et l'URSS. D'où, dans les conditions de l'époque, la mise en place du monopole d'Etat sur la recherche et la réalisation de sites expérimentaux. Le PCF, grand vainqueur de la Résistance, joua, via les Joliot-Curie et consorts, le rôle de promoteur dans la création de l'institution d'Etat qui allait devenir la chose des nucléaristes français : le CEA. Pour ces compagnons de route du PCF, le communisme aux couleurs de la France, c'était la démocratie plus l'atome. Le nucléaire à la française était né, même si c'est au lendemain de la crise du pétrole que la priorité fut accordée à la réalisation à grande échelle du programme électronucléaire.* »

Dans les années 60 des luttes sociales éclatent au sein même du CEA. Ces luttes qui ne remettront jamais véritablement en cause le recours au nucléaire seront par contre annonciatrices dans la Hague de la position frondeuse de la CFDT de l'époque et de son lien futur avec le mouvement antinucléaire local . Le texte suivant extrait d'un mémoire d'histoire revient sur ces conflits ▪

Conflits sociaux dans une usine un peu particulière dans les années soixante

Les salariés du CEA, où la CFDT est très présente, vont commencer en 1969 une série de grèves et d'actions. Leurs préoccupations portent essentiellement sur leurs conditions de travail. Il est toutefois intéressant de se pencher sur leurs revendications et leurs actions pour tenter de comprendre pourquoi par la suite, surtout à partir de 1974, la CFDT-CEA sera un précieux allié du mouvement antinucléaire.

Il convient d'établir un bref état des lieux du nucléaire en cette fin des années 1960, afin de mieux cerner la crise que traverse l'usine du CEA. De 1964 à 1974 la consommation d'énergie primaire - cela comprend l'électricité et le carburant- en France augmente de 60%. Dans le même temps le pétrole passe de 40% à 50% de l'énergie primaire utilisée. Le prix du carburant entre 1964 et 1968 baisse de près de moitié.

A cela s'ajoute une mésentente entre le CEA et EDF, ce qui entraîne un ralentissement dans les constructions. La filière retenue jusqu'alors pour les centrales électronucléaire est celle à uranium naturel et non à

uranium enrichi. L'uranium naturel possède deux isotopes, c'est-à-dire, deux corps qui ont les mêmes propriétés chimiques mais pas les mêmes masses. Leurs noyaux n'ont pas le même nombre de neutrons. Afin de distinguer les deux isotopes on leur ajoute leur nombre de masse c'est-à-dire la somme des neutrons et protons que comporte leurs noyaux. Dans l'uranium naturel on trouve 0,7% d'uranium 235. La désintégration d'un gramme de cet isotope libère autant d'énergie que la combustion de deux tonnes de pétrole ou de trois tonnes de charbon. Mais quand la fission de l'atome crée trois gigawatts thermiques, seul un gigawatt peut être transformé en électricité, ainsi seulement un tiers de la chaleur produite par un réacteur est utilisable.

La recherche américaine a mis au point des réacteurs fonctionnant à l'uranium enrichi. Cela signifie que l'uranium contient 3,3% d'uranium 235. Ce procédé nécessite une étape supplémentaire où l'uranium naturel est transformé et une technologie différente pour parvenir à le transformer en électricité.

La recherche française n'est pas encore au point

à ce sujet, même si l'usine de Tricastin pour enrichir l'uranium est en projet et sera construite à partir de 1973.

En 1969, le projet d'usine électronucléaire de Fessenheim en Alsace, ne sera pas à uranium naturel comme initialement prévu, mais à uranium enrichi. Le gouvernement marque sa volonté de se lancer dans la filière à uranium enrichi et d'abandonner la filière à uranium naturel. Les volontés d'indépendances en Afrique font peut-être craindre des problèmes d'approvisionnements en uranium naturel. La France métropolitaine ne possède qu'une mine d'extraction d'uranium, les principales sources du pays viennent d'Afrique. Le centre du CEA de la Hague n'est prévu que pour retraiter les déchets provenant des usines à uranium naturel, la nouvelle orientation énergétique est donc un sujet de préoccupation pour les salariés du CEA de la Hague. La filière dite française à uranium naturel connaît un grave problème en 1959 : le caisson de la chaudière de Chinon 1, en Indre et Loire, s'est fissuré sur dix mètres. Le réacteur Chinon 3 exploité par EDF, entré en divergence le premier mars 1966, tombe en panne le 10 octobre de la même année. La centrale de Brennilis dans le Finistère, achevée en 1966, connaît des problèmes récurrents de fonctionnement. Bref à peine mis en route le nucléaire montre déjà sa dangerosité. Ces problèmes expliquent sûrement le choix porté sur l'uranium enrichi de licence américaine et ayant fait ses preuves aux États-Unis, la catastrophe de Three Mile Island ne survient qu'en 1979.

Le 4 mars 1969 le délégué syndical CFDT du CEA de la Hague convoque une conférence de presse. Il s'inquiète de la révision des projets de création de centrales électronucléaires. Le kilowatt nucléaire est plus onéreux que le kilowatt produit par le fuel. Les problèmes de la filière française mettent le général de Gaulle dans une colère noire car ils compromettent l'approvisionnement en plutonium du pays. Toutes ces années de recherche pour une filière française indépendante se révèlent être un échec, surtout pour le président qui a toujours voulu se démarquer des États-Unis. La France devra leur louer la licence américaine dite Westinghouse pour la construction et l'exploitation des centrales et leur acheter l'uranium enrichi.

Même si la direction du CEA de la Hague ne veut pas l'avouer ouvertement, l'usine tourne au ralenti. Le bulletin de la CFDT CEA de février 1969 revient sur les problèmes du manque d'activité dans le centre. Une grève de vingt-quatre heures est prévue pour le 11 mars 1969. Sur les 1056 salariés du centre, 920 sont en grève. Dans le rapport des renseignements généraux

daté du 19 mars, un résumé du tract distribué fait mention de l'atelier dit Haute Activité Oxyde (HAO). Il s'agit du nom donné à l'atelier capable de retraiter les déchets provenant de la filière américaine à uranium enrichi. Les salariés sont encore dans l'expectative, il n'y a pas encore de confirmation officielle que cette filière sera privilégiée. Si tel était le cas, ils redoutent que cet atelier soit construit à Marcoule ce qui condamnerait le centre de la Hague. Lors d'une conférence de presse le 14 février 1969, Roger Boussard, directeur du centre CEA de la Hague, reconnaît que le centre traverse un creux qui se poursuivra jusqu'en 1970. En ce qui concerne l'embauche locale, ces déclarations ne sont pas encourageantes. Il admet que pour donner un nouvel essor au centre de la Hague, l'atelier HAO (haute activité oxyde) est indispensable.



Le 30 octobre 1969, un débrayage d'une heure a lieu en solidarité avec cinq salariés du centre du CEA de Saclay, en grève de la faim pour protester contre des licenciements. Au début du mois de novembre des bruits persistants courent sur des licenciements au centre de la Hague. Lors d'une grève le 6 novembre, la CFDT organise un barrage sur la route menant au centre du CEA. Le 12 novembre l'activité du centre est paralysée, et ce jusqu'au 28. La grève a laissé indifférents les riverains de l'usine selon une note des renseignements généraux, elle serait même impopulaire. Il y a peu de renseignements sur les raisons précises de cette grève. Un

bulletin interne de la CFDT daté du 9 décembre nous apprend que le CEA est en pleine restructuration et que les départs volontaires des salariés seront favorisés.

Le centre de la Hague est dans une situation préoccupante en ce qui concerne l'emploi. En juillet 1971 six salariés en contrat à durée déterminée ne sont pas renouvelés. Peu de temps après, l'annonce est faite que l'atelier HAO se construira à la Hague. Le chantier est déjà commencé en décembre 1972 car une note de la sous-préfecture nous apprend la mort d'un chef d'équipe de maçonnerie lors d'une chute pendant le chantier. Cette nouvelle implique une relance de l'activité du centre car à cette date est connu le choix de la filière américaine pour la centrale de Fessenheim. Le 17 octobre 1973 une grève de vingt-quatre heures est observée pour un réajustement des salaires.

Les préoccupations des salariés sont celles de n'importe quels salariés d'une entreprise : les revendications portent sur les conditions de travail, la sauvegarde de l'emploi et les salaires. L'activité syndicale déployée par la CFDT du CEA, qui est le syndicat majoritaire de l'entreprise, comporte un volet de solidarité.

Quand les salariés de Air Liquide à Cherbourg sont en grève du 23 février au 2 mars 1970, la CFDT CEA organise une collecte pour soutenir financièrement le mouvement. Une grève de vingt-quatre heures a lieu le 23 août 1973 en soutien aux salariés de l'usine LIP où une collecte est effectuée en soutien.

Une entreprise particulière

Outre ces revendications et ces actions propres à une grande partie des entreprises de l'époque, un autre sujet est source de préoccupation de la part des salariés et des syndicats du CEA de la Hague. Il s'agit de la surveillance particulière dont ils font l'objet. La direction générale de la sûreté nationale par le biais du Département de Sûreté et Protection du Secret (DSPS) sélectionne avant l'embauche et soumet ses résultats à la direction de la sûreté du territoire (DST), laquelle émet à son tour un avis avant chaque recrutement. La DSPS est présente dans chaque établissement du CEA et « détecte les agents pouvant être suspects, les suit dans leur activité professionnelle et fait connaître leurs déplacements à l'étranger. » Si un agent entretient des rapports avec un fonctionnaire ou un scientifique d'un état étranger, la DST fait savoir si elle accepte ou non que ces relations se poursuivent, si oui elle les contrôle. De par son rôle stratégique de l'usine du CEA, elle est soumise à un régime de surveillance spécial même si ce n'est pas avoué aux salariés. Ces derniers se plaignent régulièrement de la surveillance dont eux et leur famille font l'objet.

Une note des renseignements généraux datée du 10 juin 1970 porte sur une stagiaire du CEA. Le titre est « identification d'une militante du PSU » (parti socialiste unifié). L'état civil de la stagiaire est détaillé et est mentionné « Selon les informations recueillies, X milite au PSU depuis octobre 1968. » Etant donné que cette personne résidait à Nantes avant d'effectuer son stage, on peut conclure que les enquêtes sur les agents du CEA sont prises au sérieux car la police nantaise a été mise à contribution. Dans la note apparaissent les noms et adresse des parents, le lieu de naissance, études suivies et depuis quand, adresse sur Nantes,...

Un comité départemental de défense des libertés est mis en place à Cherbourg. La première réunion connue se déroule le 4 juillet 1973. Ce comité regroupe la ligue des droits de l'Homme, le parti communiste français, le parti socialiste, le parti socialiste unifié, la fédération de l'éducation nationale, la CFDT, la CGT et la loge maçonnique Jean Goubert. Le tract dénonce les « filtrages à l'embauche » au CEA et les enquêtes. La situation à l'arsenal de Cherbourg est équivalente. Le comité dénonce les atteintes à la liberté. Ce regroupement de diverses organisations a pour conséquence de rendre publique les problèmes de liberté dans l'industrie nucléaire.

Par ailleurs le délégué syndical CFDT-CEA, assiste à une conférence tenue le 12 décembre 1969 par le Mouvement pour le Désarmement, la Liberté et la Paix (MDLP) à Cherbourg. Jean Rostand devait animer la soirée, il s'agit d'un biologiste, fervent antinucléaire. La politique nucléaire du gouvernement est vertement attaquée par les conférenciers notamment en raison du coût que cela représente et de l'implication militaire attachée à ce programme. 350 personnes assistent à cette réunion convoquée en raison de la présence à Cherbourg de Michel Debré, ministre de la défense venu inaugurer un sous-marin. Même si la conférence a un caractère exceptionnel, elle attire un nombre non négligeable de personnes et surtout est présent le délégué syndical CFDT-CEA.

Les salariés du CEA ont des difficultés dans les premiers temps à faire connaître leurs revendications, dues peut-être à leur éloignement du grand centre urbain que constitue Cherbourg mais aussi à la particularité et à la nouveauté que constitue leur secteur d'activité. Outre les revendications que nous pourrions qualifier de classiques et qui sont liées aux salaires et à l'emploi, le thème des libertés syndicale et d'expression commence à préoccuper un plus large public que les seuls salariés du CEA. Jusqu'en cette année 1973, les préoccupations sur la pollution radioactive sont presque totalement étrangères pour les salariés du CEA.

VINCI ET LE NUCLEAIRE, DE VERITABLES ATOMES CROCHUS.

Article posté sur Indymedia Nantes par un collectif
s'opposant à Vinci que nous relayons ici:

Vinci, pilier du nucléaire

Le nucléaire ne se développe pas pour répondre à nos besoins. Il ne progresse pas non plus à cause de quelques « irresponsables » qui oublient d'éteindre la veilleuse de la télé. Au contraire, il provient d'un véritable système organisé où les plus grands acteurs sont aussi les principaux, voire uniques, bénéficiaires.

Parmi ceux-ci, Areva et EDF sont les plus médiatisés, mais on oublie trop souvent que d'autres ont des responsabilités tout aussi importantes.

Vinci est le partenaire incontournable d'Areva. Depuis le début du nucléaire français, dans les années 40, Vinci a permis sa réalisation (83 % du parc nucléaire français) et n'a pas cessé d'en faire la promotion et d'en empêcher les bénéficiaires.

Le groupe Vinci s'est imposé dans toute la chaîne du nucléaire. A travers sa filiale Sogea Atom, il exploite avec Areva des mines d'uranium au Gabon et au Niger. Malgré de nombreuses intimidations et une forte répression, les conditions d'exploitation de ces mines ont pu être dénoncées par des travailleurs et des associations. Dès la sortie des mines, les minerais sont acheminés vers l'Europe grâce à des infrastructures de transport réalisées par lui-même. Par exemple, la « Route de l'uranium » qui relie Arlit à Tahoua a été réalisée uniquement à cette fin.

Après avoir construit quatre centrales nucléaires sur cinq en France et 60 % des centrales du Royaume Uni, Vinci Construction Grands Projets se lance sur les nouveaux marchés qu'offrent les EPR : Centrale de Flamanville, nouveau programme nucléaire britannique, développement du nucléaire en Inde et en Chine. Leurs contrats ne s'arrêtent pas à la construction, Vinci (Nuvia, Vinci Energie) assure également la maintenance et la prolongation de la durée de vie des centrales.

Omexom se charge pour le compte d'EDF de la transformation haute tension à la sortie des centrales ainsi que de la distribution de l'électricité pour les structures industrielles, ferroviaires et les réseaux de transports.

Le groupe est présent jusqu'à la fin du cycle : Nuvia s'occupe du démantèlement des centrales ainsi que

de la gestion des déchets. Il pousse même le cynisme jusqu'à décrocher des contrats après les catastrophes nucléaires : Vinci Construction Grands Projets avec Bouygues Travaux Publics prend en charge le confinement du sarcophage de Tchernobyl, et serait en cours de signer des contrats de reconstruction à Fukushima. En tant qu'expert en catastrophes nucléaires, Vinci sait tirer profit de toutes les situations.

D'ailleurs, comme si tout cela ne suffisait pas, Vinci se vante d'être à la pointe des dernières expérimentations les plus délirantes : la première centrale sur une faille sismique, le projet de fusion nucléaire ITER (Cadarache), le stockage en milieu argileux des déchets radioactifs (Bure), le réacteur d'essai à terre des moteurs des sous-marins nucléaires,...

Le nucléaire, pilier du capital

En dehors des catastrophes et de la problématique des déchets, le nucléaire crée une nuisance bien plus insidieuse. C'est une technologie de pointe qui nécessite un très grand degré de spécialisation. Elle est donc concentrée entre les mains de quelques experts à qui nous sommes condamné-e-s à donner notre confiance. Nous n'avons plus aucun contrôle sur eux et nous nous retrouvons totalement déposés-e-s. En cas de renversement de cette société serions-nous en capacité d'arrêter les centrales ?

Le nucléaire civil est étroitement lié au nucléaire militaire, ce n'est pas pour rien que les états occidentaux refusent à l'Iran l'accès à cette technologie. En raison de son potentiel de destruction massive, le développement du nucléaire est accompagné de la militarisation de toute sa filière. Le secret technologique devient alors secret défense et chaque site nucléaire devient une zone militaire. Cadarache en est un bon exemple. Au même titre que le pétrole, l'uranium représente un intérêt économique majeur qui entraîne l'augmentation de la présence militaire française dans les pays producteurs comme le Niger et la Côte d'Ivoire.

Le nucléaire favorise et maintient la grosse industrie. Tout le système de production capitaliste repose sur les capacités énergétiques du nucléaire. Et pour que la machine puisse s'étendre partout sans

limite, il faut que des lignes THT tissent leurs toiles à travers le monde. On peut alors aménager chaque portion du territoire, faire des lignes ferroviaires à grande vitesse, des aéroports et autres zones commerciales. Le nucléaire est donc un des principaux piliers du capitalisme.

Dans la concurrence acharnée à laquelle se livrent les États, la France n'avait pas de pétrole, mais des idées. Le nucléaire est donc devenu LE choix stratégique qu'elle porte depuis des années favorisant l'implantation de Vinci et d'Areva aux quatre coins du monde. Lors de ses visites à l'étranger, Sarkozy se fait le premier représentant commercial de Vinci pour vendre des EPR.

Vinci capitale du pilier (en béton armé !)

L'activité de Vinci ne se limite pas au nucléaire. Il est le leader mondial de « construction-concession ». Par le biais de milliers de filiales, le groupe Vinci – tout comme Bouygues et Eiffage – agit dans des domaines très variés. Il construit et exploite des autoroutes (Cofiroute, ASF, Escota), des parkings (Vinci park), des terminaux pétroliers, des stades de foot, des aéroports (Vinci Airport), des projets immobiliers (Vinci immobilier) et de nombreux autres aménagements urbains (Eurovia, GTM...). La moitié de son chiffre d'affaire provient de la maintenance des industries. Il est implanté dans une centaine de pays et continue son expansion grâce au rachat continu d'entreprises plus petites.

Certains projets de Vinci rencontrent une opposition plus marquée. C'est le cas de la Ligne Grande Vitesse Sud Europe Atlantique, projet très contesté dans les régions concernées. Plusieurs collectifs et associations organisent des manifestations pour dire stop aux grands projets destructeurs et coordonner des actions en Europe.

L'autoroute que construit Vinci entre Moscou et Saint-Pétersbourg saccage entre autres, à Khimki, la dernière forêt moscovite. Noyé dans la corruption,

ce projet d'expansion urbanistique s'impose aux habitants et n'avance qu'à coups de violences policières contre les opposants. Le campement de résistance installé dans la forêt a également été la cible d'attaques par des milices fascistes. Le tabassage, les tortures, les menaces, les inculpations pénales et les assassinats sont certains des moyens de répression mis en œuvre par le capital afin de défendre ses propres intérêts sous prétexte de travaux publics.

A Notre-Dame des Landes (44), depuis 40 ans, un projet d'aéroport international s'inscrit dans une expansion de la métropole Nantes/Saint-Nazaire. Aujourd'hui, Vinci s'est emparé de ce chantier d'aéroport éco-labellisé. Le groupe et ses alliés publics entendent mener les travaux à terme, tout en prétendant respecter une démarche démocratique : par exemple, une enquête publique encadrée par une multitude de gendarmes et de gardes mobiles. Face à cette hypocrisie, les terrains concernés par le projet sont occupés et le combat s'intensifie.

Vinci pose lui-même ses propres alternatives. Ainsi, il s'empare petit à petit du marché de l'éolien et du solaire. Même si ces énergies paraissent plus séduisantes pour beaucoup de personnes, il ne s'agit pas là de remettre en cause le système de production et de distribution de l'électricité. Il s'agit au contraire d'intégrer ces sources d'énergie au système pour pouvoir produire toujours plus. Cela ne va pas nous rendre moins dépendant des grosses entreprises et ne nous aide en rien à gagner en autonomie.

L'État, Vinci et tous les profiteurs n'ont aucun scrupule à répandre la propagande culpabilisante des « gestes éco-responsable ». Quand ils s'enrichissent sur le désastre, si nous sommes responsables de quelque chose, c'est surtout de les laisser nous dicter leurs solutions pour colmater les fissures de l'édifice.

Pour ébranler l'édifice, attaquons ses piliers !

**Un blog existe sur Vinci et les luttes qui lui font face.
N'hésitez pas à le consulter et à l'enrichir sur www.stopvinci.noblogs.org**



ACTIONS DIRECTES

CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE.

L'agence de propagande nucléaire "H5" ciblée à Paris Indy Paris, jeudi 15 mars 2012 -

Il y a un an, trois des quatre réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi explosaient ou se fissaient, libérant pendant des mois des millions de particules radioactives. Des régions entières sont contaminées pour des centaines d'années, des milliers de personnes sont déplacées et il est encore bien trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de ces événements, d'autant plus que les réacteurs ne sont toujours pas sous contrôle. Bref, le résultat est déjà monstrueux et ce n'est qu'un début. Bien qu'ayant été directement provoqué par le tremblement de terre et le tsunami du 11 mars, ce qui s'est passé à la centrale n'a évidemment rien d'une catastrophe naturelle et le nucléaire, avant même d'être une question d'énergie, est avant tout une question de puissance d'Etat.

Certains de ces Etats détiennent l'arme atomique, ce qui leur permet d'exercer un chantage permanent à la fin du monde si leur souveraineté est remise en cause. Ce n'est d'ailleurs pas qu'un chantage puisque depuis 20 ans les armes à uranium appauvri sont régulièrement utilisées dans les conflits (Irak, Yougoslavie, Libye) avec des conséquences irréversibles pour les populations. Ces armes utilisent une partie des déchets de l'industrie nucléaire, ce qui montre cyniquement tout l'intérêt que cette industrie porte au recyclage. Ce qui montre aussi l'extrême porosité entre le nucléaire dit civil et militaire. Le nucléaire n'est pas seulement porté par un lobby industriel en quête de profits faciles, c'est surtout une logique d'Etat qui vise à assurer sa puissance et à soumettre sa population.

Dans cette stratégie d'acceptation du nucléaire, la propagande joue un rôle fondamental. En France, tout ce qui relève du nucléaire relève de la raison d'Etat et donc rapidement du secret qui va avec. Areva et l'Etat, entre autres gestionnaires du nucléaire, veulent convaincre que l'époque Tchernobyl du secret et des mensonges est révolue, mais cette apparente transparence autour de Fukushima sert toujours le même objectif : faire accepter le nucléaire comme moderne et inéluctable et prévenir toute contestation qui pourrait surgir, notamment lorsque des millions de personnes sont irradiées.

L'agence de communication H5 est évidemment l'un des rouages de cette machine de propagande du nucléaire. En réalisant plusieurs spots publicitaires pour Areva, dont le dernier en 2011 s'appelait « l'Épopée de l'énergie », H5 a touché le pactole pour nous vendre un nucléaire moderne, cool et branché. Dans ce spot au style très attrayant, le nucléaire est présenté comme l'évolution logique et naturelle

de l'humanité dans sa quête de progrès, ainsi toute critique du nucléaire est renvoyée à du passéisme archaïque. H5 n'a pas fait les choses à moitié avec ce vrai spot de propagande, qui se finit par une soirée dansante où des gens se déhanchent tout à la joie de cette convivialité nucléaire accompagnée d'un slogan écolo très tendance « l'épopée de l'énergie, continuons de l'écrire avec moins de CO2 », mais sans doute avec un peu plus d'uranium et de plutonium...

Bien sûr, H5 s'en fout un peu de tout ça, leur unique objectif de publicitaires à la con est de se faire de l'argent en défendant n'importe quelle marque, comme le montre la diversité de leurs spots réalisés : Nissan, Total (là ça a du être un peu difficile de recycler le slogan sur l'avenir avec moins de CO2, mais les publicitaires ne s'arrêtent pas à ce genre de détail) ou Logorama pour la caution artistique. Mais c'est bien de rappeler à ces ordures que le monde n'est pas un grand film d'animation avec des petits bonhommes confiants dans leurs autorités qui font la teuf au milieu de la merde nucléaire et capitaliste. Voilà les quelques raisons un an après Fukushima qui nous ont amené à cibler cette entreprise.

A Paris, dans la nuit du 11 mars 2012, nous avons dégueulassé la façade de l'agence H5, située au 25 rue du faubourg poissonnière dans le Xème arrondissement. Nous avons peint dans le hall "H5 = société de propagande nucléaire = société mortifère". Ludovic Houplain, le fondateur de H5 qui a notamment signé le clip de propagande d'AREVA, n'a pas non plus été oublié. Le hall de son immeuble bourgeois, situé au 21 rue Ampère dans le XVIIè, a été tagué d'un "Houplain (H5) s'engraisse avec le nucléaire", ainsi que "société nucléaire = société mortifère". Nous nous sommes aussi rendus chez François Alaux au 35 rue des Trois bornes dans le XIè. Celui-ci est le gérant de la société ENCORE (située au 13 rue Yves Toudic dans le Xè) et a notamment participé, au côté de H5, au premier clip de propagande pour AREVA. Nous avons tagué dans le hall de ce porc "François Alaux s'engraisse avec la propagande du nucléaire". Il aura l'air beaucoup moins fier à pousser son scooter que nous avons joyeusement défoncé.

Ces actions n'ont pas la prétention de répondre à la hauteur de l'abjection de leur spot de propagande mais allier le discours à un peu de pratique directe nous semble toujours intéressant dans la perspective de critiques et de luttes contre les différents aspects de notre société nucléaire ■

Débat public (bidon) de la THT Lille-Arras interrompu

Tract distribué le jeudi 2 février à Oignies :

L'ELECTROCUTION PARTICIPATIVE

« Tout le monde aura le droit de s'exprimer, c'est ça qui est fantastique ! »

Violette Le Quéré-Cady, membre de la CPDP Lille-Arras THT.

Résumons--nous : pour faire face au « développement de nouveaux sites de production électrique » et à « l'augmentation des échanges d'énergie avec les pays voisins », RTE- Réseau de Transport d'électricité projette de « renforcer » le « maillon faible » de la région : la ligne très haute tension (THT) reliant le poste d'Avelin à celui de Gavrelle. En fait de renforcement, il s'agit, comme on sait, de démonter la ligne THT existante et de la remplacer par une ligne plus performante, portée par une soixantaine de pylônes de 50 mètres de haut et 33 de large. Tenu au préalable de satisfaire les exigences de la « démocratie participative », RTE est l'invité de prestige des « rendez-vous démocratiques » dont nous régalaient depuis le mois d'octobre les experts en travaux publics de la CPDP Lille-Arras THT. Ce soir, c'est aux habitants de Oignies « d'éclairer la décision » de RTE. Nous n'en ferons rien, pour notre part, préférant autant que faire se peut « éclairer les éclaireurs » : non pas en remplissant comme tant d'autres un « cahier d'acteur » validé par la CPDP, mais dans les limites du présent tract.

On ne s'est visiblement pas étendu, lors des sept réunions publiques précédentes, sur ces « nouveaux sites de production électrique » qui conduiraient RTE à « renforcer » les lignes THT, non seulement entre Lille et Arras mais partout ailleurs en France : nulle trace, dans la Synthèse du dossier du maître d'ouvrage, de l'amplification du désastre électronucléaire via l'EPR, le plus puissant des réacteurs jamais construits. L'un d'eux doit pourtant être mis en service à Flamanville en 2016, et un deuxième devrait suivre à Penly. Il est vrai qu'avec la catastrophe interminable de Fukushima, les « communicants » de RTE ont intérêt à invoquer plutôt le développement des énergies renouvelables, à la fois « durables » et

peu compatibles avec le système de distribution d'électricité, que celui du nucléaire. Quoi qu'il en soit, dans les faits, nucléaire et renouvelable se renforcent mutuellement : en complément des 19 centrales nucléaires qu'elle exploite, EDF, de même que GDF Suez et d'autres mastodontes européens, va remporter une bonne part du marché de l'éolien en mer (10 milliards d'euros), auquel l'État, « Grenelle de l'Environnement » oblige, attache des tarifs de rachat d'électricité particulièrement attractifs. Ce sont donc ces flux électriques en constante augmentation, quoique toujours aux trois quarts d'origine nucléaire, que RTE doit prendre en charge dans ses tuyaux et revendre à ses clients, en France et dans les « pays voisins ». Le « renforcement du maillon faible » entre Avelin et Gavrelle n'est de ce point de vue qu'une manifestation locale de l'électrification totale de la vie qui constitue son fonds de commerce.

Quelques personnes ont souligné, à juste titre, le ravage des paysages et des milieux naturels qu'impliquerait la construction d'une nouvelle ligne. D'autres ont signalé les nuisances visuelles et auditives qu'ils enduraient déjà. Une chercheuse de l'INSERM a rappelé que les champs électromagnétiques étaient reconnus comme un « cancérogène possible » par l'Organisation mondiale de la Santé. Aussi défendables que soient ces motifs, ils ne suffiront pas à ébranler RTE, toujours susceptible de faire des promesses et des concessions de détail (les fameuses « mesures compensatoires ») pourvu que l'essentiel du projet reste intact.

Mais qui veut vraiment la peau de ce projet ? A la lecture des « cahiers d'acteurs », on prend peur : les environmentalistes de WebPCaM (sic) n'aspirent qu'à « participer aux différentes et indispensables négociations qui conduiront à des compromis » ; les habitants du hameau de La Becque demandent l'enfouissement de la ligne, qui non seulement ne supprime pas le champ électromagnétique mais est de toute façon jugé trop cher par RTE ; enfin l'association EDA, qui restera dans les annales de la servilité intéressée pour avoir organisé, en 2009, un colloque autour de la « co-construction de la gestion, à l'échelle de la Ré-

gion, d'un accident nucléaire potentiel », nous fait savoir que sa « confiance » dans la démocratie participative a été par deux fois « déçue », et qu'elle en garde un « sentiment d'humiliation » (qu'elle se rassure, elle sera humiliée une troisième fois). Les opposants réels, quant à eux, n'ont pas à intégrer les contraintes technologiques et marchandes de RTE, et à se résoudre au choix du supplice : « variante est », « variante ouest » ou enfouissement, c'est au bout du compte la même chaise électrique. Il y a lieu au contraire de formuler un refus pur et simple de la THT, aussi bien sur le fond que sur la forme. Sur le fond, ne nous résignons pas à « enfouir » les premières questions qui viennent à l'esprit, ce sont les meilleures : pourquoi tant d'électricité ? Pour satisfaire quels besoins ? Toujours plus d'automatisation, de mobilité à grande vitesse et de communication sans contact ? Est-ce là une vie digne d'être vécue ? Sur la forme, sachons reconnaître l'objectif de ces « débats publics » : celui de donner à la décision déjà prise une caution démocrati-

que, sans laquelle la sentence apparaîtrait, comme naguère, dans toute sa nudité autoritaire. Participer et prendre la parole, dans ces conditions, c'est confondre la démocratie avec sa grimace, la « démocratie participative », et renvoyer de facto toute autre forme d'opposition au mépris de la démocratie, à l'« extrémisme », voire au « fascisme ». Ce qui est bel et bien « fantastique », ce n'est pas que tout le monde ait « le droit de s'exprimer », c'est que tant de gens s'en contentent.

RTE et la CPDP nous veulent sereins, soyons survoltés : abandon de la THT, boycott du débat !

Des quelconques, le 2 février 2012
c/o Centre culturel libertaire, rue de Colmar,
59 000 Lille
contact : hors-sol@herbesfolles.org

MARRE D'ÊTRE VICTIMES, FIERS D'ÊTRE COUPABLES

Le 15 février débute à Susa le procès où nous sommes poursuivis pour divers délits en rapport aux événements du 7 février 2011.

Cette nuit-là, quelques semaines avant le désastre nucléaire de Fukushima, une quarantaine de personnes se retrouvèrent à Condove, dans le Val di Susa, réussissant à retarder quelques heures les trains chargés de déchets nucléaires à destination de La Hague en France. Des déchets qui vont d'un pays à l'autre pour revenir souvent, comme pour les dépôts de Saluggia et de Trino, à leur point de départ, après avoir subi des traitements qui, même s'ils limitent la radioactivité, fournissent surtout du matériel radioactif pour un usage militaire ou de nouveaux combustibles pour les centrales de l'autre côté des Alpes (sans parler des confortables compensations pour les entreprises concernées).

Sans aucun doute, il faut reconnaître que les événements de cette nuit-là ont porté à l'attention générale les dangers imminents auxquels sont exposés les populations vivant aux alentours des centrales nucléaires ou qui vivent le long des trajets accomplis par ces trains de la mort dans le silence le plus absolu. C'est pour cela

que nous refusons toute accusation spécifique à notre rencontre, la logique perfide et d'intimidation qui tend à séparer les bons des mauvais, ceux qui sont plus ou moins responsables de ce qui a eu lieu cette nuit-là. La lutte contre le monstre nucléaire tout comme celle contre le train à grande vitesse, ou bien celles contre l'autoritarisme et les inégalités sociales, sont des batailles que nous menons la tête haute en nous opposant fermement à la tentative de criminaliser toute mobilisation.

Nous accordons une grande importance au fait que la discussion sur le nucléaire et ses déchets sont redevenus un centre d'intérêt, même si c'est à la suite d'une profonde tragédie comme celle qui a frappé le Japon. Nous ne pouvons que nous réjouir du fait qu'après la mobilisation contre le passage des déchets à Condove, il y en a eu une autre à Avigliana, beaucoup plus nombreuse, et que les trains de la mort ne passent plus, au moins pour le moment, dans le Val de Susa ; semble-

til, depuis ce moment, les transports de déchets ont été suspendus, au moins dans le Piémont.

Convaincus de la légitimité absolue de nos actions, nous ne nous laisserons pas intimider par la répression policière et nous transformerons les dates du procès qui nous est fait en occasions de relancer nos accusations contre les nucléocrates et contre ceux qui tirent profit de l'industrie nucléaire civile ou militaire.

Dans ce jeu absurde avec l'atome, les victimes et les bourreaux, à la fin, payeront le même prix. On ne nous convaincra pas du contraire et leurs lois ne pourront jamais démonter les raisons de ceux qui veulent empêcher les messieurs du nucléaire et de la guerre de jouer avec la planète.

Quelques-uns, parmi nous, ont été traités de terroristes, par les journaux asservis et lèche-bottes du régime. Alors, si nous sommes des terroristes, ceux qui, en

construisant les centrales nucléaires, ont placé une épée de Damoclès au-dessus de la tête des populations sont des bienfaiteurs ; ceux qui lancent sur des populations sans défense des bombes à l'uranium appauvri sont des gens biens respectueux des lois et de l'autorité. Pas comme nous, anarchistes violents et qui plus est insurrectionnalistes.

Aucun tribunal ne pourra nous juger. Cette tâche appartient aux générations futures.

Arturo, Guido, Luca, Toshi

15 FEBBRAIO 2012 DALLE ORE 9.00

Au TRIBUNALE DI SUSÀ, VIA PALAZZO DI CITTA' 36

Réunion de solidarité avec les inculpés

Lundi 13 février 2012

LIVRES-BROCHURES

Fukushima Paradise



Fukushima Paradise.
Pour une critique radicale du nucléaire (2005-2011), Mutines
Séditions, janvier 2012, 238
pages

Fukushima Paradise n'est pas, contrairement à ce que son nom laisse entendre, un livre sur Fukushima et ses suites. C'est un ouvrage qui revient sur une part du mouvement antinucléaire anti-autoritaire souvent méconnue et tenue dans l'ombre par les réseaux antinucléaires institués. Celle qui, à l'opposé d'une grande part du mouvement écologiste se refuse à aménager l'existant. Celle qui voit dans l'industrie nucléaire tout un monde qui travaille de la domination capitaliste de l'homme sur lui-même et sur la nature à la domestication étatique. Celle qui tirant les conclusions de cette domestication refuse les médiations de l'Etat, et les invitations des nucléocrates à s'asseoir sagement autour d'une même table.

Pêle-mêle un compilation de textes sur Fukushima et ses suites, sur les actions directes qui ont suivi la catastrophe, de Lille à Paris en passant par Caen et Rennes ; sur l'ordinaire de la contamination nucléaire de la Belgique au Tricastin; sur les luttes anti-

THT autour de la ligne Cotentin-Maine ; sur la catastrophe et les stratégies de domestication qui s'y déploient; sur le démantèlement si cher aux écologistes et ses conséquences désastreuses.

Ces pistes de réflexion et expériences de lutte de 2005 à 2011 ne sont pas destinées à une sorte d'autocélébration de l'antinucléaire révolutionnaire, mais sont bien davantage une invitation pour affronter tout ce qui nous détruit, ici et maintenant. Pour que le nucléaire et la société monstrueuse qui l'a engendré sombrent définitivement. On peut tout de même regretter que parfois l'aspect dérisoire de certaines actions soient tenues sous silence. Il aurait été intéressant de rappeler par exemple que le texte *il est temps d'y aller* du CRAN a été écrit pour une action qui ne mena qu'au contrôle d'identité de 6 compagnon-ne-s. Cette histoire c'est aussi parfois celle de long moments de solitude ou de foirade d'action ■

Société Nucléaire

Roger belbéoch

Société nucléaire est une brochure qui est issue d'un article publié par le physicien antinucléaire Roger Belbéoch dans l'après Tchernobyl pour un dictionnaire universitaire de notions philosophiques.

Comme le souligne l'introduction de la brochure écrite par ceux et celles qui ont exhumé ce texte : « *L'intérêt de ce texte est qu'il ne présente pas le nucléaire simplement comme une réaction physico-chimique ou une énergie, mais comme une organisation sociale. De sa mise en place au cœur de l'appareil militaire à l'ensemble des décisions qui sont prises à son sujet, le nucléaire est une affaire de puissance d'Etat. Ainsi, nous dit Belbéoch, l'industrie nucléaire ne peut être regardée comme une industrie comme les autres, car elle permet l'émergence d'un régime étatique spécifique. L'auteur égrène les différentes caractéristiques de la « société nucléaire » : la toute*

puissance des experts, le gouvernement par la statistique, la peur comme outil de gestion, la médicalisation généralisée, la militarisation, accompagnent la nucléarisation du monde. ».

Roger n'a eu de cesse dans ses ouvrages de démontrer que le nucléaire faisait société. Dans l'après Tchernobyl dans *Tchernobyl une catastrophe*, avec sa compagne Bella, il décrit l'ampleur réelle de la catastrophe et explique comment celle-ci discipline (voir Pas de sushi, l'Etat geiger n°1).

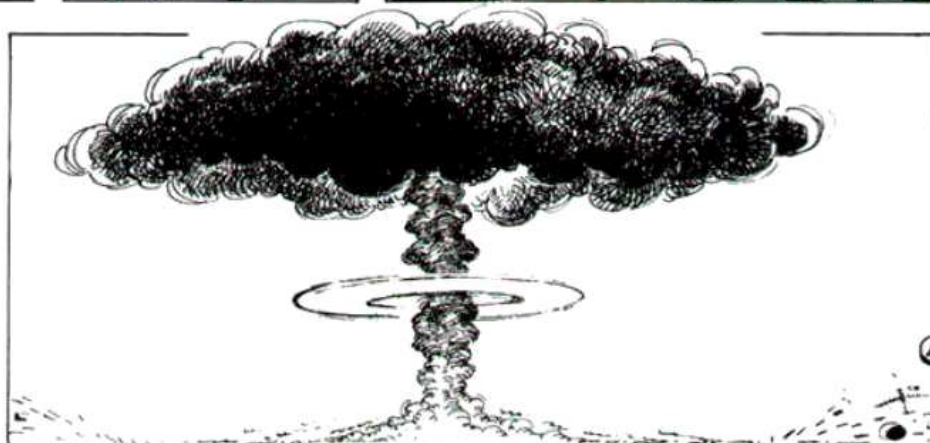
Roger était également un fervent défenseur de la sortie immédiate du nucléaire. Pour lui l'urgence était telle qu'il n'acceptait aucun des scénarios de sortie différée défendue par de nombreuses organisations antinucléaires. Son scénario passait par l'utilisation d'énergies fossiles.

Roger est décédé en décembre dernier, et même si nous ne gouttons guère les hommages, nous souhaitons rappeler ici tout ce que ses écrits et ses luttes ont et continueront de laisser ■



Société nucléaire,
Roger Belbéoch
1990,
disponible sur infokiosk.net

IL NE FAUT PAS CONFONDRE SURRÉGÉNÉRATEUR ET CENTRALE À COMIQUES...



YVAN et Franquin

Le Chefresne (Manche, Normandie) – 22, 23 et 24 juin 2012



WEEK-END

Ateliers, animations, discussions, actions

DE RÉSISTANCE

24 juin : journée d'actions contre la THT

À LA LIGNE THT

BLOG : valognesstopcastor.noblogs.org / Contact : pylones@riseup.net

SOMMAIRE

Edito—Pas de Sushi, l'Etat geiger — p.2

Du nucléaire au TAV, un seul monde à abattre p.2

Sur Fukushima :

- Cauchemar p.3
- Oublier Fukushima p.4
- Les sanctuaires de l'abîme p.5

Le meilleur des mondes nucléaire :

- Le meilleurs des mondes nucléaire p.8

Accord électoral Verts/PS :

- Accords verts/PS : de quelles avancées parle-t-on? p.10

Après Valognes :

- Areva chier tu pues du nuc p.11
- La clé plutôt que la chaîne p.13

La lutte anti-THT:

- De Valognes aux THT p.17
- Bref retour sur la journée du 06 mai à Notre-Dames de Cenilly (Manche) p.22
- Assemblée du Chefresne : Contre la ligne THT, Le Chefresne en résistance p.23
- Capital énergie : la haute tension — Miguel Amoros p.24

Réflexion :

- Greenpeace ou la dépossession des luttes écologistes p.26
- Conflits sociaux au CEA p.33
- Vinci et le nucléaire des atomes crochus p.36

Actions directes contre le nucléaire et son monde :

- L'agence de propagande nucléaire « h5 » ciblée à Paris p.38
- Débat public (bidon) de la THT Lille-Arras interrompu p.39
- Marres d'être victimes, fiers d'être coupables p.40

Livres-Brochures :

- Fukushima Paradise p.41
- Société nucléaire — Roger Belbéoch p.42